

# Israël affirme avoir stoppé l'avance des armées arabes

(AFP, Reuter) — Les troupes égyptiennes et syriennes, engagées dans le désert du Sinai et le territoire du Golan, ont poursuivi leurs attaques toute la nuit, après que la journée d'hier eut été marquée par de nombreux combats aériens.

Israël affirmait hier soir avoir réussi à stopper l'avance des armées arabes sur le front du Golan et avoir détruit les ponts jetés sur le canal de Suez isolant ainsi les troupes égyptiennes d'intervention sur la rive orientale.

Le Caire a toutefois souligné à plu-

sieurs reprises dans le courant de la journée que ses troupes franchissaient toujours le canal, ligne de cessez-le-feu depuis 1967. Les Arabes insistaient surtout sur les lourdes pertes qu'ils auraient infligées à l'aviation israélienne.

Damas affirme avoir abattu 43 avions et capturé neuf pilotes. Le bilan égyptien est de 34 avions israéliens abattus depuis le début des combats samedi, mais Le Caire reconnaît avoir perdu un nombre égal d'appareils ainsi que quelques hélicoptères.

Les milieux arabes qualifient cette

opération de l'une des plus importantes dans l'histoire du Proche-Orient. Le but avoué par les milieux gouvernementaux du Caire est de reprendre les territoires occupés par Israël depuis la guerre de 1967.

L'initiative des présidents Sadate et Assad a obtenu l'appui tangible du roi Hassan, du Maroc, du président Boumediène, d'Algérie et du président Kadhafi, de Libye. Ce dernier a offert de l'argent et de l'essence à l'Égypte et à la Syrie et a invité la Jordanie à participer au combat en ouvrant un troisième front contre Israël.

Le président de Tunisie, M. Bourguiba, a également promis d'envoyer des troupes au Proche-Orient, tout en se disant inquiet de l'issue de cette opération qui, selon lui, pourrait s'avérer aussi catastrophique qu'en 1967.

Trente-trois heures après le déclenchement de cette nouvelle guerre du Proche-Orient, la quatrième en un quart de siècle, le président Nixon réclamait la convocation du Conseil de sécurité.

Dans les milieux des Nations unies, on laisse entendre que le Conseil pourrait se réunir dès cet après-midi.

Les Etats-Unis tenteraient d'obtenir la fin des hostilités et de rétablir des conditions propices à l'ouverture de négociations entre les parties au conflit.

Plus tôt, M. Abba Eban, avait déclaré que son pays n'envisageait pas de déposer une plainte aux Nations unies, se disant assuré qu'il ne pourrait obtenir que cet organisme condamne ce qu'il considère comme une agression des pays arabes.

● Autres informations

en page D 1

# 29 OCTOBRE Une muse terrifiante

A défaut d'idées ou de thèmes nouveaux l'arrivée en scène du chef de l'Union nationale, M. Gabriel Loubier, et du chef du Parti créditiste, M. Yvon Dupuis, a considérablement élargi le vocabulaire électoral.

Tous deux, d'ailleurs, s'inspirent auprès de la même muse. Une muse aussi tonitruante que terrifiante.

Dans les assemblées unionistes et créditistes de la fin de semaine, les références au Chili, à Cuba, à la Russie n'ont eu de cesse que pour faire place aux mots révolution, communisme, terrorisme.

La cible principale de MM. Loubier et Dupuis, qui semblent donc convoiter l'un et l'autre la même clientèle électorale, porte le nom de Parti québécois, quoi qu'aux yeux de M. Dupuis en particulier, le Parti libéral a depuis longtemps déjà sombré dans le gouffre du socialisme.

Le ton de la campagne qu'entend mener M. Loubier a été vite donné à sa grande assemblée de dimanche dans Bellechasse où, imitant l'une des mauvaises habitudes de Fidel Castro, il a parlé plus de deux heures. Chargé de présenter son chef, M. Jean-Noël Tremblay, y a décrit les péquistes comme des gens aux mains tachées de sang.

M. Loubier a suivi en les qualifiant d'hitlériens.

Pour M. Dupuis, qui avait fait effectuer le travail de réchauffement de ses auditoires par MM. Réal Caouette et Camil Samson, les péquistes sont des gens qui crachent sur le Canada, M. Bourassa est une marionnette en culotte courte et M. Lévesque est un traître. Certains journalistes sont, pour leur part, des minables, des salauds, des niais.

## Programmes oubliés

Quant à leur programme respectif (basé sur le respect de la personne humaine en ce qui concerne M. Dupuis et visant à un Québec fort en ce qui concerne M. Loubier), aucun des deux chefs ne s'y est attardé jusqu'à maintenant.

Fait à souligner, dans le camp créditiste, on ne fait que glisser depuis le début de la campagne sur les théories économiques du Crédit social. Le Parti créditiste n'est pas un parti idéologique comme l'était son ancêtre, le Ralliement des créditistes. Le parti a d'ailleurs changé de nom avec l'arrivée à sa tête de M. Dupuis.

Le PC se présente de plus en plus comme un parti ordinaire de droite, ce qui explique la similitude des propos que tiennent MM. Loubier et Dupuis.

Ce changement se vérifie non seulement dans le programme du PC ou dans les propos de ses leaders, mais encore au niveau des hommes qui le représentent un peu partout à travers le Québec.

Il n'est pas rare, lorsque le parti tient des assemblées de nomination pour le choix de ses candidats, que les militants préfèrent un jeune "politicien" aux vieux militants de longue date, formés aux principes du major Douglas.

## Finis les bérêts blancs

C'est clair, M. Dupuis ne veut pas de "bérêts blancs" sur la ligne de feu.

Les candidats modèle 1973 du PC offrent des caractéristiques très différentes de ce à quoi nous avions habitués jusqu'ici les créditistes fédéraux ou provinciaux.

L'âge moyen des candidats semble baisser (le PC a choisi 89 candidats; le Parti libéral, 104; le PQ, 84 et l'UN, 41; mais les biographies manquent). Le recrutement commence à toucher de façon appréciable le noyau traditionnellement recherché par les partis politiques, c'est-à-dire les professions libérales, en particulier les avocats. Le PC présente trois ou quatre disciples de Thémis.

Mais le gros des troupes de choc se recrute en bonne partie chez les petits commerçants et hommes d'affaires de même que chez les vendeurs, en particulier les agents d'assurance.

D'ici la fin de la campagne, et M. Loubier et M. Dupuis concentreront leur tournée respective dans des territoires bien délimités où, sans doute, leurs chances de succès apparaissent les meilleures. L'un et l'autre ne consacreront qu'une journée aux quelque quarante circonscriptions de la région immédiate de Montréal.

Claude BEAUCHAMPEL

## AUJOURD'HUI



photo LA PRESSE

### La Biosphère et l'environnement

La Biosphère pourrait bien devenir un centre mondial sur l'environnement. En attendant elle ferme ses portes aujourd'hui, même si Terre des Hommes a fermé les siennes depuis quelques semaines. Durant tout ce temps le pavillon de l'environnement offrait aux écoliers des visites guidées montrant l'équilibre fragile qui règne sur la planète. Sur notre photo: une montagne d'assiettes en aluminium, un métal qui est une source de richesses, mais aussi de pollution.

— page C 1

### Hanigan a presque réussi à faire oublier Saulnier

— page A 8

### A Paris, le Québec s'appelle Charlebois

— page C 1

### Des épiciers affirment perdre de l'argent avec les viandes

— page C 4

## SOMMAIRE

Arts et spectacles: C 5 à C 7  
Bandes dessinées: D 2  
Cinéma: C 6 et C 7  
Décès, naissances, etc.: D 13  
"Dites-moi, docteur": C 3  
Économie: A 12  
Éditorial: A 4  
Êtes-vous observateur?: D 4  
Horoscope: C 3  
Informations étrangères: D 1  
Loisirs et Récréation: D 2  
"Mot-mystère": D 10  
Mots croisés: D 7  
Petites annonces: D 3 à D 12  
Radio et télévision: C 7  
Sports: B 1 à B 7  
Vivre aujourd'hui: C 8 à C 4

## "C'est Bourassa qui a offert Loto-Perfecta à ma femme" — Dupuis

par Daniel L'HEUREUX

SAINT-JEAN — Le chef du Parti créditiste, M. Yvon Dupuis a inauguré sa campagne électorale ce week-end tant au niveau provincial que dans son propre comté de Saint-Jean, en faisant de la presse et du Parti québécois ses principales cibles. M. Dupuis s'en est aussi pris à un "bon petit garçon", Robert Bourassa.

À Québec, samedi soir, fort d'un auditoire d'environ 1.500 personnes, M. Dupuis a, dès le début de son discours, formulé son intention de ne pas faire appel à la hargne, à la haine, mais plutôt à la fraternité. Puis, il a consacré la majeure partie de son allocution de 75 minutes à des attaques surtout contre la presse, mais aussi contre le Parti québécois et le Parti libéral. Le chef du PC n'a fait qu'une seule allusion au programme de son parti: "Il serait trop tard pour en parler ce soir".

À Saint-Jean, dans son comté, M. Dupuis a consacré cette fois moins de temps aux journalistes et plus au Parti québécois. Il a par ailleurs abordé à cet endroit quelques éléments de son programme, comme la déclassification des professeurs et l'addition de six députés à l'Assemblée nationale.

Le scénario des deux assemblées of-

frait plusieurs ressemblances. Le député de Beauce et leader parlementaire Fabien Roy démarrait l'assemblée en attendant "l'entrée triomphale" du trio-vedette Camil Samson, Réal Caouette et Yvon Dupuis.

MM. Samson et Caouette enchaînaient avant de laisser le nouveau chef du parti apporter sa pièce de résistance. À Québec, s'en prenant singulièrement au journaliste Bernard Cleary, du quotidien "Le Soleil" — "un petit niais minable qui, dans sa malhonnêteté, a essayé d'accoler le nom de Mme (Dupuis) à la pègre" — M. Dupuis a eu l'occasion de donner sa version des faits sur la participation de sa femme à une agence de distribution de Loto Perfecta.

En août 1972, a dit en substance M. Dupuis, M. Bourassa avait appelé sa femme et lui avait dit: "Tu prendrais pas une participation à une agence de distribution de Loto Perfecta?"

Mme Dupuis, après consultation avec son mari, a accepté, mais elle n'est entrée qu'au moment où Jean-Jacques Côté en sortait. Jean-Jacques

Voir BOURASSA, page A 8

## ELECTIONS 73

— pages A 2-5-8-10-11

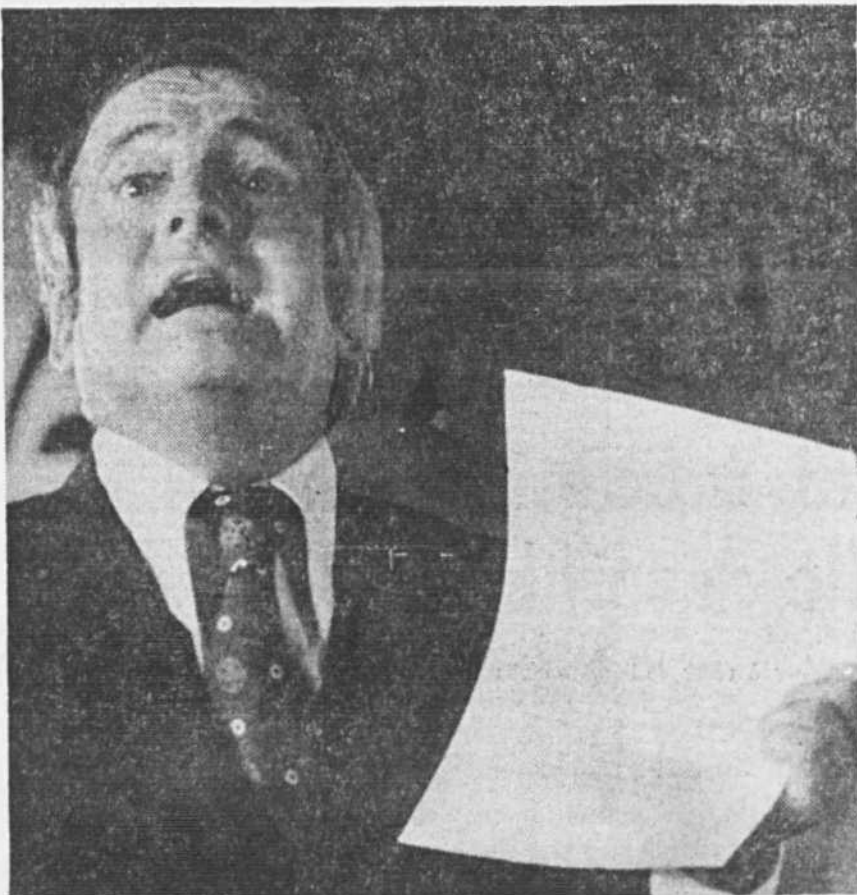


photo Jean Goupil, LA PRESSE

M. Gabriel Loubier, qui ouvrait sa campagne au cours du week-end dans la circonscription de Bellechasse, qu'il représente à l'Assemblée nationale, a posé dix questions au chef du Parti québécois.

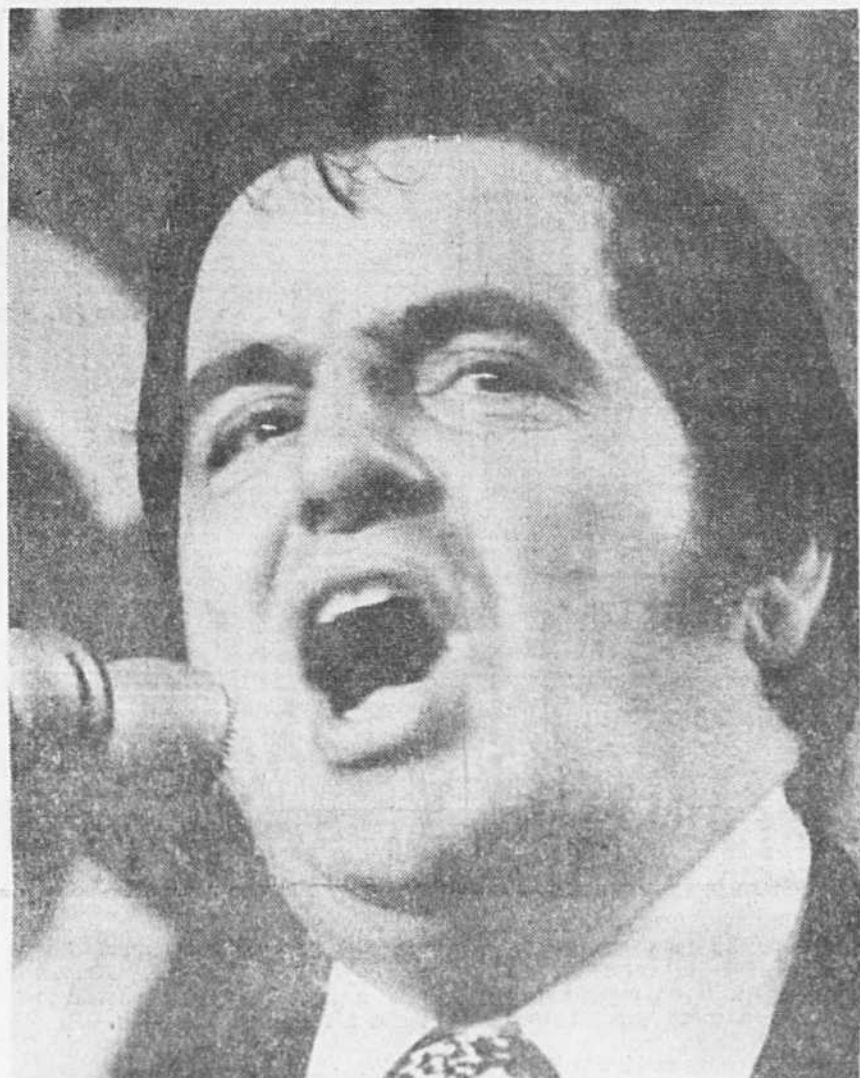


photo J.-Y. Lefebvre, LA PRESSE

M. Yvon Dupuis qui ouvrait sa campagne au cours du week-end a fait des journalistes et du Parti québécois ses deux principales cibles.

## Loubier pose dix questions à Lévesque

par Rhéal BERCIER

SAINT-CHARLES — Le chef de l'Union nationale, M. Gabriel Loubier, à l'occasion de l'ouverture officielle de sa campagne électorale dans le comté de Bellechasse, qu'il représente à l'Assemblée nationale, a demandé hier au chef du Parti québécois, M. René Lévesque, de cesser d'inciter le peuple au suicide collectif et l'a invité à répondre, "avec honnêteté et courage", aux 10 questions que voici:

1) Si le PQ prenait le pouvoir avec 35 ou 40 p. cent des suffrages, ferait-il la séparation du Québec? Procéderait-il par référendum? Si le résultat d'un tel référendum était négatif, que ferait-il?

2) Si le référendum sur la constitution était défait, le PQ en ferait-il un deuxième?

3) Après la séparation, comment seraient négociées les dépouilles de la Confédération (Air Canada, CN, bureaux de postes...)? Si les 10 gouvernements refusaient, que ferait le PQ? Quel moyen de pression lui resterait-il?

4) Après la séparation, si les autres

gouvernements étaient exigeants quant au marché commun projeté par le PQ, que ferait-il? Si les négociations n'aboutissaient à aucune entente avantageuse pour le Québec, que ferait-il?

5) Après la séparation, la qualité de vie diminuera de 20 à 40 p. cent; où le PQ prendra-t-il l'argent pour payer les allocations sociales?

6) Après quatre ans de séparation, le PQ permettrait-il la tenue d'élections générales? Si oui, et si un parti fédéraliste prenait le pouvoir, le Québec serait dans quelle position pour négocier avec le Canada?

7) Après la séparation, le PQ étatisera les banques, les compagnies d'assurance, les mines, les forêts... Où prendrait-il l'argent?

8) Le PQ utiliserait-il la monnaie canadienne ou une monnaie québécoise? Si le Canada refusait de conclure un accord sur une monnaie canadienne, que vaudrait le dollar québécois? Comment rembourserait-il les milliards de dollars de dettes du Québec, remboursement qui doit se faire en dollars canadiens?

9) Le PQ rendrait-il le salariat

Voir LOUBIER, page A 8

## Shoofey se range pour faire place à une candidate

par Louise COUSINEAU

Un autre chapitre a été écrit en fin de semaine dans l'étrange saga de la candidature libérale du comté de Saint-Jacques: Me Frank Shoofey n'est plus candidat. Il a cédé sa place à Mme Micheline Brisebois.

Officiellement, la convention ayant élu Me Shoofey, mardi dernier, a été annulée par le parti parce que les convocations n'avaient pas été envoyées à temps.

Officieusement, des informateurs près du Parti libéral ont raconté une autre version des faits: Me Shoofey a été évincé à la demande expresse du ministre de la Justice, Me Jérôme Choquette.

Le tout s'est fait, selon nos sour-

ces, à la dernière minute: un peu avant 6 h.00, mardi dernier, Me Choquette s'est opposé à la candidature de Me Shoofey.

Celui qui devait présenter Me Shoofey à la convention, le député de Sainte-Anne, George Springate, se serait rendu jusqu'au perron de l'école Salaberry, lorsqu'il aurait été intercepté par quelqu'un du parti, l'enjoignant de rentrer au plus vite au comité central.

Dans l'excitation du dernier moment, on a oublié de prévenir les deux députés libéraux fédéraux, MM. Jacques Guilbeault et Raymond Dupont qui ont promis leur appui au candidat.

Me Shoofey nie cette version des

Voir SHOOFÉY, page A 8



M. Frank Shoofey



Mme Micheline Brisebois

## mini-presse

### le monde

□ La quatrième guerre israélo-arabe a été déclenchée samedi par l'Égypte et la Syrie qui ont attaqué Israël, respectivement au Sinaï et au Golan. Les deux pays arabes, profitant de leur avantage initial tentent de gagner le plus de terrain possible avant que les grandes puissances n'interviennent et n'imposent un cessez-le-feu.

□ Les arrestations et les exécutions se poursuivent au Chili où la junte militaire s'efforce d'éliminer le plus rapidement possible tous les

partisans d'Allende susceptibles d'organiser une opposition efficace au régime né du putsch militaire.

□ Le premier gouvernement civil de la Grèce depuis 1967 a été formé samedi. Il a été formé de vingt ministres et de dix-huit secrétaires d'Etat.

□ Les entretiens entre MM. Heath et Brandt se sont terminés hier. Les deux chefs d'Etat se sont entendus sur la création du fonds de développement régional européen.

### le Canada

□ Des champions d'échecs aguerris mordent la poussière depuis quelques jours au cégep Maisonneuve à l'occasion d'un championnat provincial. Et ceux qui les humilient ainsi ne sont pas des vedettes à la Fisher ou à la Spaski, mais de bons petits étudiants pour qui les échecs ne sont qu'un passe-temps!

□ Le gouvernement canadien a accordé des permis de séjour de trois mois à 14 chiliens et deux Boliviens en provenance du Chili où ils étaient réfugiés à l'ambassade ca-

nadienne. Une Chilienne qui fait partie du groupe donnera naissance dans quelques jours à un petit qui sera forcément québécois. Les 16 réfugiés sont arrivés hier à Dorval.

□ La Biosphère, qui est de plus en plus connue comme le pavillon de l'Environnement, est appelée à un rôle plus grand encore. Ses animateurs espèrent qu'elle deviendra un centre mondial de renseignements et de documentation sur l'environnement.

### le Québec

□ Le chef de l'Union nationale, M. Gabriel Loubier, a inauguré, hier, sa campagne électorale devant quelque 700 partisans réunis à Saint-Charles de Bellechasse. Le chef de l'UN a fait un discours de plus de deux heures et demie dans lequel il a stigmatisé ses adversaires politiques.

□ Le premier ministre Bourassa a fustigé l'action politique des chefs syndicaux et soutenu qu'ils recevraient leur leçon le 29 octobre. Parlant à Hull, le chef libéral s'en est

pris au nouveau projet de Front commun et ses attaques ont été chaudement applaudies.

□ M. René Lévesque a affirmé en fin de semaine, qu'un gouvernement péquiste s'emploierait à définir les services essentiels des secteurs public et parapublic.

□ Selon M. Jean-Noël Tremblay, candidat de l'UN dans Chicoutimi, le "nationalisme de René Lévesque n'est qu'un paravent pour assaisonner le Québec à la sauce Chili".

## LA MÉTÉO

### Comme l'été dernier...

L'été dernier vous vous souvenez? Vous savez bien cette saison qui a pris sa retraite il y a moins de trois semaines après avoir fait les délices de tous les Québécois en leur offrant du temps et des températures inoubliables.

Et bien les quelques jours qui vont suivre constitueront un rappel de ces temps mémorables qui ne sont pas encore tellement lointains.

Les températures ne seront évidemment pas aussi chaudes qu'en juillet mais elles demeureront tout à fait confortables pour la saison. Et, très important, le soleil sera un compagnon assidu.

Le grand Bonze de Dorval, muni de son stéthoscope météorologique,

a diagnostiqué la présence d'une zone anticyclonique le long de la côte Atlantique. Contrairement à certains de nos politiciens, ce système possède la caractéristique d'être stable. Il est possible qu'il demeure en place pendant trois jours, affirme-t-on.

Le thermomètre se hissera joyeusement jusqu'à 65 degrés et le ciel ne sera que légèrement assombri par quelques passages nuageux en après-midi.

Il y a bien un front froid effronté qui batifole dans l'ouest du pays mais on ne prévoit pas une arrivée hâtive de ce côté.

Bref, ce n'est pas encore le temps de chausser les patins...

### à Montréal

AUJOURD'HUI

DEMAIN

Maximum : 65 — Minimum : 40  
Quelques nuages en après-midi.

Passages nuageux

### au Québec

REGIONS	Min.	Max.	AUJOURD'HUI	DEMAIN
Saint-Maurice	30	60	Généralement ensoleillé	Ensoleillé
Outaouais	40	65	Passages nuageux	Passages nuageux
Laurentides	40	65	Passages nuageux	Passages nuageux
Cantons de l'Est	40	65	Passages nuageux	Passages nuageux
Québec	30	60	Généralement ensoleillé	Ensoleillé
Rimouski	30	60	Généralement ensoleillé	Ensoleillé
Lac-Saint-Jean	30	60	Généralement ensoleillé	Ensoleillé
Baie-Comeau	30	60	Généralement ensoleillé	Ensoleillé
Sept-Îles	30	55	Généralement ensoleillé	Ensoleillé
Gaspé	30	55	Généralement ensoleillé	Ensoleillé

### au Canada

	AUJOURD'HUI		DEMAIN	
	Min.	Max.	Min.	Max.
Colombie-Britannique	Nuageux		Vancouver	40 50
Alberta	Nuageux		Edmonton	— —
Saskatchewan	Nuageux		Régina	45 55
Manitoba	Nuageux		Winnipeg	45 55
Ontario	Nuageux		Toronto	45 70
Nouveau-Brunswick	Ensoleillé		Saint-Jean	35 60
Nouvelle-Écosse	Ensoleillé		Halifax	40 55
Île-du-Prince-Édouard	Nuageux		Charlottetown	40 50
Terre-Neuve	Averses		Saint-Jean	40 50

### si vous partez

#### Aux États-Unis

	Min.	Max.		Min.	Max.		Min.	Max.
New York	66	72	Chicago	63	80	New Orleans	68	88
Washington	51	75	San Francisco	55	61	Miami	75	87
Boston	51	66	Los Angeles	60	69			

#### Vers les capitales

Paris	—	59	Moscou	—	48	Hong Kong	—	87
Londres	—	59	Stockholm	—	54	Lisbonne	—	70
Rome	—	73	Tokyo	—	59	Sydney	—	63
Berlin	—	57	Athènes	—	77	Tunis	—	79
Amsterdam	—	55	Casablanca	—	73	Vienne	—	61
Bruxelles	—	55	Genève	—	54	Varsovie	—	68
Madrid	—	70	Le Caire	—	82			

#### Vers les plages

Acapulco	77	90	Bermudes	73	77	Nassau	77	86
Mexico	72	86	Barbades	77	86	Rio de Janeiro	—	73

(Ces chiffres indiquent le maximum enregistré hier et le minimum la nuit dernière)



M. Yvon Dupuis n'a pas eu trop de mal à se faire accepter par les partisans de M. Camil Samson lors d'une réunion tenue hier soir à Rouyn, château-fort de l'ancien chef du Parti créditiste. 1,500 personnes ont assisté à cette assemblée.

## Les partisans de Samson ont accepté Yvon Dupuis

par Daniel L'HEUREUX

ROUYN — Sans éclipser ni même égaler Camil Samson, le chef du Parti créditiste M. Yvon Dupuis a réussi hier sans difficulté à se faire accepter d'une assemblée de 1,500 sympathisants venus assister à l'inauguration de la campagne du député sortant de Rouyn-Noranda. Il n'était pas acquis au départ que les partisans de ce château-fort créditiste allaient d'emblée accepter Yvon Dupuis comme le successeur de M. Samson à la chefferie créditiste, mais s'il faut en juger par la réaction de la foule hier soir, c'est maintenant fait. Camil Samson a fait état de sa performance "comme député depuis '70 avant de demander un renouvellement de mandat concernant ses attaques sur le candidat Antonio Flamand du Parti québécois. Si c'est M. Samson qui a mordu le plus dans la sympathie de l'auditoire, M. Dupuis n'en a pas moins réussi à tout le moins à se faire bien accepter.

#### Dupuis s'explique

Les ingrédients qu'a employé M. Samson sont en tout traditionnels, les étudiants devront enseigner, les étudiants étudier, la lutte à la drogue, etc., mais aussi des ingrédients plus fondamentalement créditistes comme les prêts sans intérêt de la Banque du Canada et également pour la première fois M. Dupuis a parlé du talon de chèque qui se rétrécit, un terme cher à M. Caouette depuis plusieurs années. Aussi M. Dupuis a-t-il attaqué de front son ancienne rivalité avec Réal Caouette qu'il était chargé de ridiculiser en 1962. Quand on commet une erreur ne doit-on pas l'admettre et se ranger de l'autre côté a dit M. Dupuis. Et après tout j'ai combattu le

créditisme sans savoir ce que c'était a-t-il admis. M. Dupuis avait aussi un autre handicap, celui d'avoir ravi à Camil Samson la chefferie créditiste. C'est pas parce qu'il est moins intelligent que moi c'est parce que dans

une lutte à quatre il faut qu'il y ait trois perdants.

M. Dupuis a dit que son Parti s'insposait comme le parti de l'équilibre, du juste milieu, le parti du monde ordinaire.

## Entre 700 et... 5,000 créditistes

SAINT-JEAN — La controverse sur l'évaluation de l'assistance aux assemblées du Parti créditiste demeure un thème en vogue au sein de cette formation. On a pu le voir de nouveau, hier, lorsque les têtes d'affiche du parti ont vertement critiqué l'évaluation faite par la presse de la foule qu'il y avait samedi soir au Patro Roc Amadour, à Québec.

Notre journaliste Daniel L'Heureux estime cette foule à environ 1,500 personnes. D'autres journalistes, plus généreux, sont allés jusqu'à 2,000.

D'autres, par contre, ont écrit 700, ce qui était nettement inférieur à la réalité et qui a soulevé l'ire des créditistes. Mais la chose n'est pas facile à évaluer. Camil Samson avait confié aux journalistes dans l'avion qu'il évaluait la foule à 2,500 personnes. Devant les créditistes de Saint-Jean, son estimation avait grimpé à 4,000.

Plus modeste, Fabien Roy en avait compté 3,000. Moins précis mais plus optimiste, Réal Caouette

en a situé le nombre entre 3,000 et 5,000.

Les orateurs créditistes ont en tout cas abondamment utilisé l'exemple pour saper la crédibilité des journalistes devant leur auditoire de Saint-Jean, qui était comparable à celui de Québec quoi que plus difficile à évaluer: la majorité se massait dans une salle d'école de taille moyenne, tandis qu'on en comptait quelques centaines à l'extérieur, en tout aux environs de 1,500 personnes.

Autant à Québec qu'à Saint-Jean, l'auditoire réagissait fortement aux discours des chefs créditistes, cependant que dans les deux cas, un bassin de foule plus réservé se massait à l'arrière de la salle. A Saint-Jean, on sentait même la présence de certains partisans péquistes qui ont fait entendre un murmure de protestation à quelques reprises, notamment quand M. Dupuis, pour évaluer son assistance, a parlé des automobiles "à perte de vue" qu'il y avait dans les rues avoisinantes.

## Hier après-midi, à Saint-Jean, c'était une belle assemblée...

par Pierre-Paul GAGNE

La clientèle traditionnelle des créditistes n'a pas changé avec l'arrivée d'Yvon Dupuis.

Hier après-midi, à Saint-Jean, où avait lieu l'inauguration officielle de la campagne d'Yvon Dupuis dans son comté, ce sont essentiellement les mêmes créditistes qui appuient Réal Caouette depuis bientôt vingt ans qui ont, les premiers, rempli la salle de l'école Forget où avait lieu l'assemblée.

Des couples, généralement assez âgés, en habit du dimanche, avaient parcouru, dans certains cas, jusqu'à cinquante milles pour venir entendre leurs vedettes préférées: Réal Caouette, Camil Samson, Fabien Roy et le petit nouveau dans leur parti, Yvon Dupuis.

Des familles entières, également, étaient venues par groupes des villages avoisinants en trainant souvent avec elles leurs tout jeunes enfants.

#### Les "amis" de Dupuis

Il y avait aussi les "amis" d'Yvon Dupuis: ceux qui l'aimaient déjà à l'époque où il pourfendait la même théorie créditiste qu'il défend maintenant, ceux qui n'ont jamais cru à sa culpabilité dans l'affaire de l'Hippodrome et ceux qui ont suivi pas-à-pas sa remontée politique depuis les jours sombres de 1965 où il s'était fait battre comme candidat libéral indépendant dans le même comté de Saint-Jean.

Tous ceux-là, certainement près de 1,500 personnes, n'ont pas été déçus hier: les vieux créditistes se sont retrouvés dans la grande famille qu'ils constituent lors de chaque campagne électorale, provinciale ou fédérale, et les "amis" d'Yvon Dupuis ont pu

commencer à rêver de l'époque où ils étaient représentés à Québec ou à Ottawa par un jeune député "fringant et prometteur".

Car c'était, en réalité, une belle assemblée.

Pendant plus de deux heures et demie, les uns comme les autres se sont fait dire ce qu'ils voulaient entendre: que le ministre Castonguay était un socialiste qui ne s'est jamais soucié de la "personne humaine"; que les professeurs allaient enseigner et les étudiants étudier après le 29 octobre; que les péquistes ne sont pas tous révolutionnaires, mais que tous les révolutionnaires sont péquistes; que les journalistes manquent complètement d'objectivité et que les créditistes prendront enfin le pouvoir le 29 octobre prochain.

Pendant tout ce temps, il n'a été question du programme créditiste qu'une seule fois. C'est Yvon Dupuis qui en a parlé et qui a soutenu qu'il s'agissait du meilleur programme. Ni Camil Samson, ni Fabien Roy, ni Réal Caouette n'y ont même fait allusion.

En réalité, c'était l'atmosphère des grandes assemblées publiques d'antan où les orateurs, suant à grosses gouttes, s'employaient surtout à "démolir" leurs adversaires.

Pour la circonstance, on avait même installé sur la tribune un énorme panneau publicitaire scintillant de lumières rouges et jaunes où il était écrit: "Un programme humain pour un Québec fort... Yvon Dupuis".

Les créditistes présents dans la salle ont fortement goûté l'assemblée. Entassés les uns sur les autres, mais demeurant toujours calmes et disciplinés, ils ont applaudi à tout rompre

l'arrivée d'Yvon Dupuis et les bons mots de leurs quatre orateurs.

Et ils sont repartis plus convaincus que jamais que, cette fois-ci, ce sera la bonne occasion pour les créditistes québécois de prendre le pouvoir.

Mais, outre les "amis" d'Yvon Dupuis, c'étaient les mêmes créditistes qu'en 1970, les mêmes anciens supporters de Réal Caouette.

Pour la rentrée politique d'Yvon Dupuis à Saint-Jean, après plus de huit ans d'absence, la petite bourgeoisie locale, les vieux nationalistes et les jeunes électeurs étaient demeurés chez eux.

## Une chanson de Dupuis

par Daniel L'HEUREUX

SAINT-JEAN — Le chef du Parti créditiste, M. Yvon Dupuis, s'est lancé dans la chanson.

Pas tout seul: il a écrit une chanson intitulée "Mon beau Québec" et c'est l'astrologue Henri Gazon qui en a fait la musique. Je n'ai pas retenu l'air mais c'est tout à fait différent de "Mon beau sapin". La chanson est enregistrée sur un 45 tours que le parti vend \$1.00. La chanteuse Pierrette Roy en est l'interprète.

M. Dupuis a dit avoir composé cette chanson alors qu'il animait une émission de ligne ouverte à la radio.

Parce qu'il croit profondément aux mots qu'il a écrits, il a tenu à

## en bref

### "Y est-y beau cet enfant-là..."

Le chef du Parti libéral a une admiratrice inconditionnelle à Saint-Pascal-de-Kamouraska. Une dame dans la cinquantaine, aux cheveux blonds fatigués, fumant le cigare à la George Sand, interrompait les orateurs qui "tuaient" le temps en attendant l'arrivée de M. Bourassa, samedi après-midi.

Inquiets, les gens de la sécurité n'osaient l'expulser. Accompagné de majorettes, sourire figé, M. Bourassa arrive enfin. On se lève, on l'applaudit fort. Tout le monde se rassoit, saur la dame qui, profitant d'un moment de silence, lance à voix forte: "Y est-y beau, cet enfant-là. Je l'adore. Continue, Robert." Robert fait mine de ne pas comprendre.

Un journaliste lance, narquois: "Elle l'a vu de son bon profil." Quelques instants plus tard, la femme était prétendument demandée au téléphone. On ne l'a pas revue. M. Bourassa, soulagé, a pu continuer de faire part de ses réalisations et de pourchasser le PQ et les chefs syndicaux.

### La "piastre" de Claude Ryan

Claude Ryan, le directeur du journal Le Devoir, a été aussi au nombre des journalistes qui ont été la cible de M. Yvon Dupuis en fin de semaine. M. Ryan avait traité le chef créditiste d'imposeur dans un éditorial samedi matin. M. Dupuis lui a répliqué en l'appelant "la face de plâtre".

Bon prince, le directeur du Devoir, qui assistait à l'assemblée samedi soir à Québec, a quand même laissé tomber \$1.00 dans le traditionnel chapeau des créditistes que lui tendait une jeune fille "on va vous donner une piastre made-moiselle même si votre chef nous a insulté".

### \$20 pour se faire "acheter"

Au cours d'une assemblée du Parti québécois dans les Laurentides en fin de semaine, un jeune homme a dit que les libéraux offraient \$20 à ceux qui voudraient travailler pour eux le jour du vote. Que faire dans de telles circonstances quand on est péquiste convaincu? N'est-ce pas pour les libéraux une façon "d'acheter" des partisans du PQ? Tel était le sens de sa longue — et, il faut le dire, ambiguë — question.

La réponse de René Lévesque est venue rapidement: "Quelqu'un qui se laisse acheter pour \$20 ne mérite pas d'être avec nous."

### Bourassa croit au sabotage...

Une tribune téléphonique du chef du Parti libéral au poste C.J.F.P. de Rivière-du-Loup a été interrompue par une panne de son, samedi midi. Quelques instants plus tôt, une personne avait appelé au poste, menaçant de tout faire couper si Bourassa continuait de parler. Il n'en fallait pas plus pour que le premier ministre parle de "sabotage" possible. Quoi qu'il en soit, une enquête est en cours par la Sûreté du Québec.

En soirée, à Joliette, nouvelle panne de son dans la salle d'école où M. Bourassa s'adressait à plus de 800 personnes. "Je m'excuse, lance M. Bourassa, mais on commence à reconnaître les gestes de certaines personnes qui ont peur de la vérité." Quelques instants plus tard, tout était rétabli: quelqu'un s'était tout bêtement emparé dans les fils.

Au lancement de son livre sur la bale James, jeudi, il y avait également une panne de son. Cette fois, M. Bourassa l'avait pris à la blague et avait demandé s'il y avait un créditiste pour rétablir le courant.

### Le projet de casino n'est pas encore mort

Le projet de casino au Québec n'est pas encore mort. Le premier ministre en a donné l'assurance en répondant à la question d'un auditeur à Rivière-du-Loup. Selon M. Bourassa le projet a déjà donné lieu à plusieurs rencontres. La principale difficulté vient de ce qu'il faut choisir les "partenaires" avec le plus grand soin. Le dossier est "accéléré", ajoute-t-il. Et le comté de Charlevoix, site idéal, constitue toujours le premier choix.

"Mon beau Québec, tu triomphes des crises — mon beau Québec, tu n'as plus peur de rien — mon beau Québec, tu fais la convitiose, des coeurs que tu chavires — mon beau Québec, je t'appartiens!"



photo UPI

Un groupe de manifestants s'était rendu à l'aéroport de Dorval, hier soir, pour accueillir 14 Chiliens et deux Brésiliens, qui résidaient au Chili, et qui ont fui le régime de dictature militaire en se réfugiant à l'ambassade du Canada, à Santiago. M. Hernan Ortéga, à gauche, président d'un mouvement chilien regroupant 120,000 travailleurs, s'est fait le porte-parole du groupe de réfugiés pour réclamer une plus grande solidarité envers les travailleurs chiliens qui sont victimes de la junte militaire. Le leader syndical Michel Chartrand est venu souhaiter la bienvenue aux réfugiés et leur offrir son aide.

## Seize réfugiés chiliens arrivent au Québec

par Lucien RIVARD

"Nous voulons affirmer au peuple canadien qu'Allende a été assassiné le 11 septembre par le facisme qui a fait un coup d'Etat et qui s'est transformé en dictature militaire".

Ce sont les premières paroles qui ont été prononcées, hier soir, par M. Hernan Ortéga, président du cordon industriel "Los Cerrillos", qui regroupe 120,000 travailleurs chiliens, alors qu'un groupe de 16 réfugiés chiliens arrivaient à l'aéroport international de Dorval.

M. Ortéga, qui a été accueilli à sa descente d'avion par le père Jean Ménard, du Comité de solidarité Québec-Chili, a ajouté que d'après les témoignages de parents et d'amis on pouvait prouver qu'Allende a été criblé de balles.

Il ajoute que des photographies du cadavre ont été prises mais que la dictature militaire a refusé de les rendre publiques.

Le groupe, composé de 14 Chiliens et de deux Brésiliens qui résidaient au Chili, avait cherché refuge à l'ambassade du Canada, à Santiago. Ils ont obtenu un permis de séjour de trois mois au Canada et le ministère de l'Immigration a fait savoir que cette période pourrait être prolongée.

Une centaine de manifestants, brandissant des pancartes, attendaient les réfugiés à leur sortie de l'aéroport. Les manifestants ont scandé en langue espagnole le slogan "Le peuple uni ne sera jamais vaincu" lorsque les réfugiés ont quitté la salle de l'immigration.

Cette démonstration n'a pas été sans émuoir les arrivants qui sont ensuite montés dans un autobus pour se rendre à l'hôtel Holiday Inn, à Longueuil, où ils séjourneront jusqu'à demain.

### 40,000 morts

Au cours de la conférence de presse qu'il accordait, M. Ortéga a précisé que "l'on vient de déclencher la plus intense répression contre le peuple chilien et contre un gouvernement populaire élu démocratiquement".

Il a affirmé que le nombre des morts dépasse 40,000 et que beaucoup de cadavres sont brûlés tandis que d'autres sont jetés dans la rivière Mapocho qui traverse la ville de Santiago.

Il ajoute que dans le Stade national de Santiago, pratiquement converti en

camp de concentration, on exécute des travailleurs toutes les nuits.

"Des milliers de travailleurs chiliens, a-t-il dit, frappent aux portes des différentes ambassades mais la plupart demeurent fermées". Il ajoute que 600 personnes ont trouvé refuge à l'ambassade du Mexique et que 400 autres se trouvent à l'ambassade de l'Argentine.

M. Ortéga a lancé un appel à la solidarité en disant: "Nous avons besoin d'une manière urgente et dramatique de la solidarité du peuple canadien afin que l'ambassade reçoive un plus grand nombre de personnes pour sauver la vie à de nombreux travailleurs".

Une quinzaine de réfugiés chiliens se trouveraient encore à l'ambassade du Canada, à Santiago. Pour la plupart, il s'agit de journalistes, cinéastes, sociologues et professeurs d'universités. Il y aurait également quelques Canadiens.

Un membre du groupe, le cinéaste Dario Prugal, a révélé que tous ceux qui travaillent dans le domaine des communications sont considérés comme dangereux par la junte militaire.

### Le 17e: un Québécois

Vendredi dernier, le ministère canadien de l'Immigration avait annoncé l'arrivée de 17 Chiliens. En fait ils n'étaient pas tout à fait 17. Le 17e ne sera pas Chilien mais plutôt Québécois.

En effet, Mme Nelly Herrero, qui est arrivée hier avec son mari, Francisco, doit mettre un enfant au monde au cours des prochains jours.

Ce qui a fait dire au syndicaliste Michel Chartrand, qui était du comité de réception: "Nous allons réserver son lit au meilleur hôpital obstétrique de Montréal: l'hôpital de la Miséricorde où nous avons beaucoup d'amis..."

Parmi le groupe, nous avons également rencontré un adolescent à l'air songeur, Rodrigo Sandoval, âgé de 16 ans, qui avait toutes les raisons d'être inquiet.

Emprisonné dans les quelques jours qui ont suivi le coup d'Etat, Rodrigo n'a pas revu ses parents et il ignore totalement le sort qu'on leur a réservé.

Avant de monter dans l'autobus qui devait conduire le groupe à Longueuil, M. Hernan Ortéga a salué le comité de réception à sa façon: "Merci compañeros canadiens. Le présent est de lutte, l'avenir est à nous."

## "Les Incorruptibles" arrêtent 40 jeunes

Poursuivant son offensive en vue de sortir les adolescents des établissements licenciés des Laurentides, l'équipe régionale Alcool et Moralité de la Sûreté du Québec de Saint-Jérôme, mieux connue sous le nom de "Les Incorruptibles du Nord", a été fort active au cours du dernier week-end.

Sous la direction du caporal Fernand Côté les agents ont effectué quatre descentes à Lafontaine, Deux-Montagnes, Lachute et Saint-Eustache, appréhendant 48 personnes, dont 40 adolescents.

La série de vérifications avait débuté vers 9 h. 50 vendredi soir alors que les policiers envahissaient l'hôtel Pigalle, à Lafontaine.

En vérifiant l'identité et l'âge des clients, les agents ont trouvé huit adolescents dans la place et ils ont été appréhendés.

### Mescaline

Quelques heures plus tard, "Les Incorruptibles" faisaient irruption à la discothèque "La Marquise", à Deux-Montagnes. Quinze adolescents, dont l'âge varie de 14 à 17 ans, ont été appréhendés. L'un d'eux a été trouvé en possession de 50 capsules de mescaline.

Au cours de ce raid, des clients de l'établissement ont tenté de faire un

mauvais parti aux agents de la paix en leur lançant toutes sortes de projectiles. Quatre individus ont été appréhendés pour avoir posé de tels gestes et ils devront comparaître pour répondre à des accusations d'avoir troublé la paix et d'assaut sur un policier dans l'exercice de ses fonctions.

L'offensive a repris de plus belle samedi soir alors que les agents de la SQ visitaient la brasserie "Le Caucus", vers 9 h. 45, appréhendant huit adolescents qui s'y trouvaient.

### Cour du Bien-être

La série de raids se terminait finalement à la discothèque "Le Moustachu", à Saint-Eustache, peu avant minuit samedi soir.

A ce dernier établissement, neuf adolescents ont été appréhendés de même que quatre autres individus qui auraient entravé le travail des policiers.

Les policiers municipaux de Lachute et de Saint-Eustache ont prêté main-forte aux agents de la SQ au cours des deux dernières descentes.

Les adolescents appréhendés au cours de ces raids comparaitront en cour du Bien-être social alors que les huit adultes seront cités en cour des Sessions de la paix de Saint-Jérôme.

## Rivière-du-Loup craint de rater le bateau des super-pétroliers

Réal BOUVIER  
envoyé spécial de LA PRESSE

RIVIÈRE-DU-LOUP — Le scandale est là, il crève les yeux depuis au moins six ans; le vérificateur du gouvernement canadien l'a qualifié de dépense inutile; depuis 1957, les chefs politiques le promettaient: même Sir Wilfrid Laurier, en 1897, avait promis qu'un port serait aménagé à Gros-Cacouna.

Depuis six ans, plus de \$8 millions dorment sur la rive près de Rivière-du-Loup et dorment avec eux les chances de cette région de connaître un essor économique intéressant. Comme si ce n'était pas assez, il faut maintenant que les gouvernements fassent miroiter un projet de port pour super-pétroliers!

On avait presque oublié le bassin désert que tout le monde à Rivière-du-Loup voyait déjà les tours des raffineries de pétrole crachant

leur odeur d'anhydride sulfurique quand, tout à coup, la rumeur, d'Ottawa, circula que le prestigieux port pour super-pétroliers serait construit sur la Côte-Nord au lieu de l'Île-Verte, sur la rive sud, comme prévu par le gouvernement provincial.

Les gens de Rivière-du-Loup sont patients, mais la patience a des limites.

La majorité des gens interrogés à Rivière-du-Loup vous diront qu'ils sont maintenant inoculés contre les promesses électorales. Des promesses, ils n'en veulent plus, ils veulent des décisions. Les rumeurs, les études et les enquêtes, autant que les promesses, leur coulent sur le dos comme de l'eau sur le dos d'un canard.

"Ils font marcher les gens depuis 1957, souligne l'ex-député unioniste du comté de Rivière-du-Loup, M.

Gérard Lebel, battu en 1970 et retiré depuis de la scène politique. Depuis 1957, à chaque élection, ils ont acheté trois comtés avec la promesse de construire un port, et voilà maintenant qu'ils veulent faire la même chose avec le port pour super-pétroliers. Je ne serais pas surpris que les libéraux essaient maintenant de faire marcher les comtés de la Côte-Nord avec les mêmes promesses".

Dans le clan du créditiste Gérard Roy, tentera de prendre sa revanche le 29 octobre contre le député libéral sortant, M. Paul Lafrance, l'indignation n'est pas moins prononcée: un des piliers créditistes de la région, l'ancien député Philippe Gagnon, se rappelle lui aussi qu'en 1963 il a été battu par 336 voix par M. Gendron à cause de ce fameux projet de port.

Chez les libéraux, on exige à tout

le moins que la région bénéficie de retombées économiques intéressantes; le député libéral Paul Lafrance précise: "Si on veut aménager un port et ensuite construire seulement un pipe-line pour transporter le pétrole vers les grands centres, nous serons contre le projet. Avant tout, nous nous assurons que des usines pétrochimiques ou des raffineries viendront s'installer ici pour créer des emplois".

Le maire de Rivière-du-Loup, M. Guy Godbout, est d'ailleurs du même avis. Irrité par les informations voulant que le port soit aménagé sur la Côte-Nord, M. Godbout a dit qu'il attendait les décisions politiques avant de réagir. Selon lui, tout allait bien jusqu'à ce que les écologistes se mettent de la partie. "Ces gens-là ne pensent qu'à l'écologie, dit-il, ils ne pensent pas que sur la rive, il y a des gens qui doivent vivre."

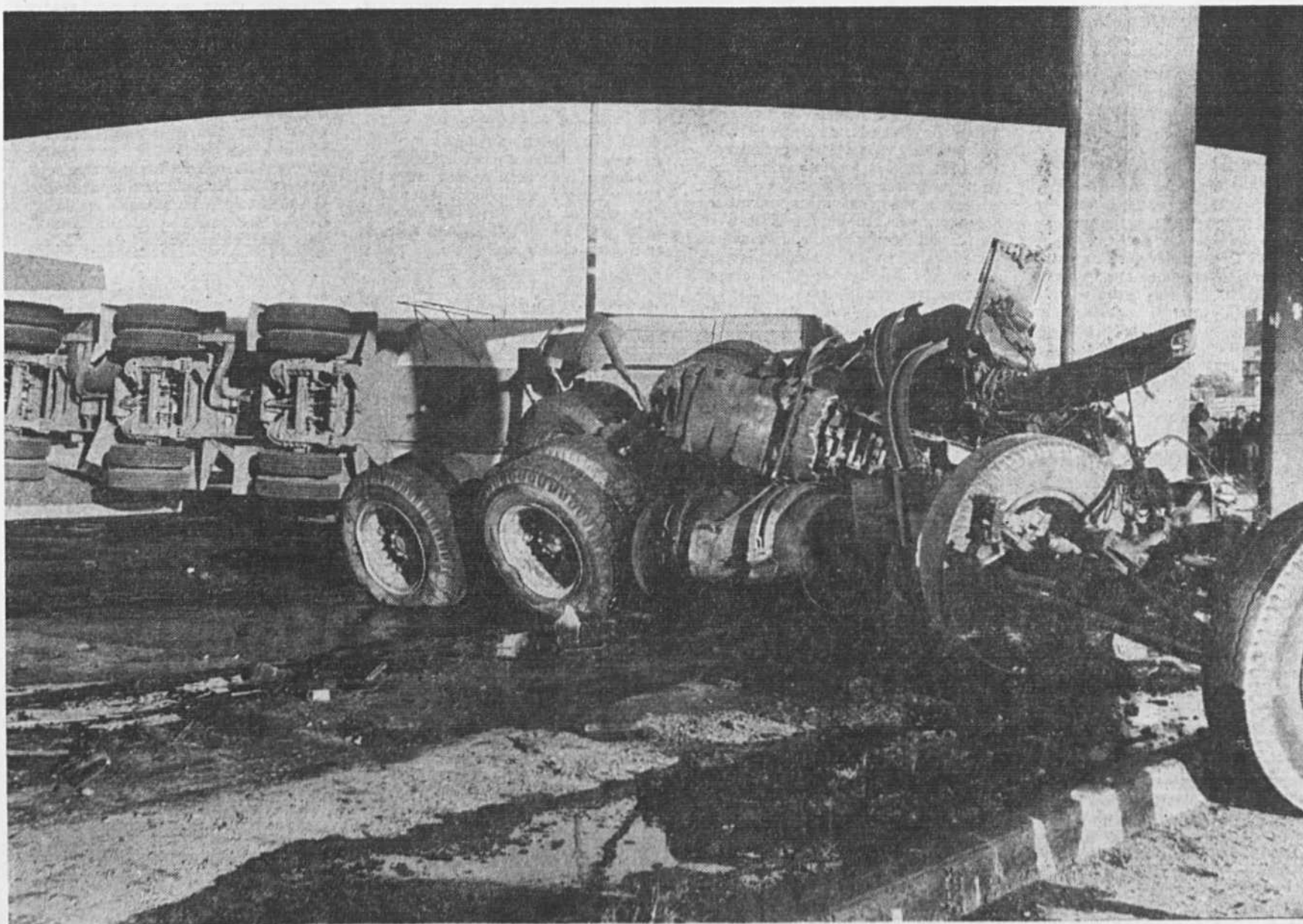


photo Robert Nadeau, LA PRESSE

## Un camionneur brûlé vif

Un camionneur de 37 ans, M. Willy Young, de Ville Saint-Pierre, a connu une mort atroce, vers 4h30 samedi après-midi, quand il a été brûlé vif dans le tracteur de son camion-citerne qui a capoté sur la route 3, à proximité de la station de métro Longueuil. Les pompiers ont dû intervenir rapidement pour empêcher les flammes de se communiquer à la citerne qui était remplie de gaz propane.

L'AUTOMNE  
EST LA SAISON  
DES PROMENADES

SOULIERS POUR HOMMES,  
DAMES ET ENFANTS  
ORDONNANCES MÉDICALES  
REMPLEES AVEC SOIN

STUDIO DE CHAUSSURES  
**Lanoué**  
LIMITÉE

G.-A. Ouimet, propriétaire  
1444 ouest, rue SHERBROOKE 849-5023

## la presse

PAUL DESMARAIS  
président du conseil d'administrationROGER LEMELIN  
président et éditeurROCH DESJARDINS  
vice-président  
JEAN SISTO  
éditeur adjoint  
YVON DUBOIS  
directeur de l'information  
VINCENT PRINCE  
éditorialiste en chef

## Explosion au Moyen-Orient

La nouvelle flambée de guerre déclenchée samedi midi sur les fronts du Golan et du Sinaï entre les forces syriennes, égyptiennes et israéliennes a pris le monde entier par surprise. Même si, en plusieurs endroits, le feu couvait sous la cendre depuis la Guerre des Six-Jours de 1967, aucun indice sérieux ne pouvait inciter les observateurs à croire qu'une telle explosion était possible ou même prévisible à brève échéance au Moyen-Orient. A ce propos, le "New York Times" notait hier avec une certaine amertume mêlée d'ironie que les diplomates des pays en cause étaient même tous à New York dans l'espoir d'entamer des négociations de paix dans le cadre de l'Assemblée générale des Nations unies.

La première question qui s'est posée et que, naturellement, l'on continue d'envisager, est celle-ci : qui est responsable du déclenchement des hostilités ? En d'autres termes, qui a fait les premiers pas, qui est l'agresseur ? On ne le saura probablement jamais de façon certaine.

Dès les premières heures des combats, les adversaires ont pris soin d'essayer de se blanchir et de se justifier aux yeux de l'opinion mondiale en rejetant sur "l'autre" tout le blâme de la première initiative. S'il est permis de penser que ce nouveau conflit plein de menaces pour le Moyen-Orient comme pour le monde est, pour les Arabes, la revanche de la Guerre des Six-Jours, il y a gros à parier que ce sont eux qui l'ont voulu, préparé et déclenché.

Il y a six ans, aucun doute n'était possible : si les Arabes avaient provoqué les Israéliens pendant des mois par une propagande hautement provocatrice, c'étaient bien les Israéliens eux-mêmes qui avaient donné le premier coup de boutoir, avec les résultats que l'on sait. Cette fois, les armées de Tel Aviv ont dû plier et se replier sous les premières attaques, ce qui indique assez clairement qu'elles n'ont pas été les premières à faire le coup de feu. D'ailleurs, des observateurs chargés de surveiller le cessez-le-feu ont noté que ce sont les troupes syriennes et égyptiennes qui ont été les premières à franchir les lignes du cessez-le-feu.

Selon une règle élémentaire de la guerre fort bien connue de tous, l'attaque constitue presque toujours la meilleure défense. Ecrasés en quelques jours la dernière fois par une attaque-éclair des Israéliens, les Arabes ont voulu cette fois mettre le plus de chances de leur côté en ouvrant le combat, même si le premier ministre d'Israël, Mme Golda Meir, a qualifié le geste de "folie".

En théorie, qui a le plus à gagner dans

cet affrontement si, bien entendu, le premier attaquant sait profiter de son avantage initial pour mener rondement la bataille ? Les Arabes, évidemment, qui, depuis six ans, réclament le retour des territoires conquis par les Israéliens pendant la Guerre des Six-Jours comme préalable à toute négociation sérieuse ? Si, en quelques jours, la Syrie, l'Égypte et peut-être un ou deux autres États arabes venus à la rescousse, pouvaient reconquérir les territoires perdus, leur position comme leur pouvoir de marchandage pourraient en être renforcés grandement.

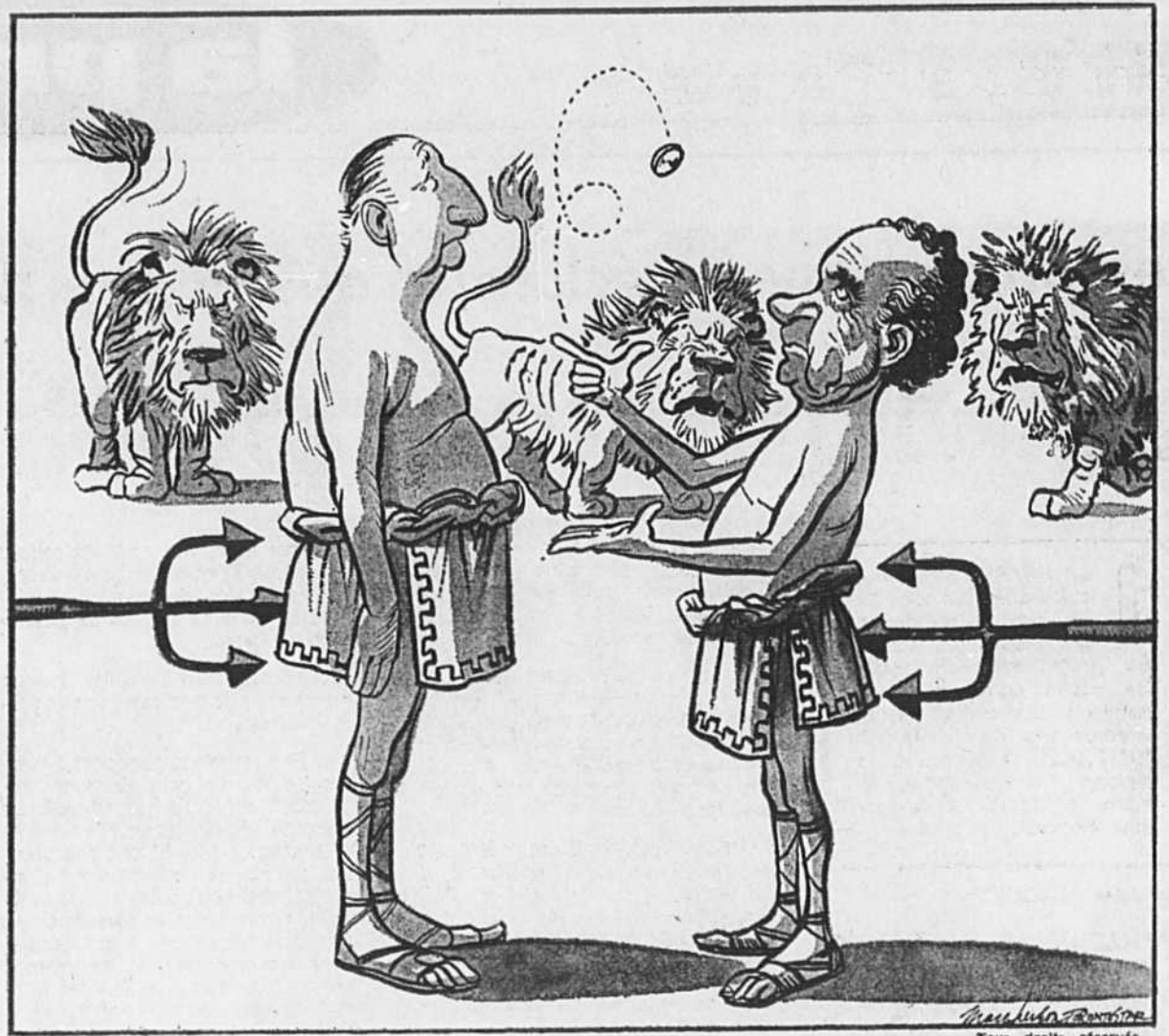
C'est d'ailleurs là l'hypothèse la plus généralement évoquée pour expliquer cette soudaine poussée de force du côté arabe. Il faut également faire entrer en ligne de compte un autre facteur non négligeable, celui du blason redoré, de la fierté retrouvée.

L'hypothèse est valable si le coup réussit ; mais s'il échoue ? C'est alors que le sort de l'assaillant malheureux apparaîtra pire que jamais. On peut supposer qu'Israël, se redressant et reprenant l'offensive n'abandonnera pas l'objectif qu'il s'est fixé depuis longtemps de réduire ses plus proches adversaires à l'impuissance militaire totale par une action rapide, dévastatrice, contre leurs principaux centres de résistance.

Dans cette perspective, on peut imaginer que la Syrie et l'Égypte ont résolu de jouer le tout pour le tout, prévoyant à bon droit que les deux Grands — est-il besoin de les nommer ? — mettront tout en œuvre pour empêcher que le conflit ne s'étende dangereusement au point de menacer la politique de détente et de coopération signée solennellement à Washington et à Moscou au cours des douze derniers mois par MM. Nixon et Brejnev. Les deux super puissances seraient ainsi prises à leur propre jeu en se voyant forcées d'imposer à Israël un règlement plus favorable aux Arabes.

Comme le laissait entendre hier le général israélien Moshe Dayan, au cours des prochains jours l'évolution des combats modifiera considérablement les perspectives de victoire, de paix ou de règlement. Le grand vainqueur de la Guerre des Six-Jours semble convaincu que l'issue tournera inévitablement en faveur d'Israël. Dans ce cas, le monde aura assisté à une partie nulle entre Israël et les pays arabes. Mais ce sera alors aux deux Grands de jouer. Ils ne pourront, cette fois, éviter plus longtemps la responsabilité qu'ils ont assumée de veiller à l'instauration d'une paix juste au Moyen-Orient, prélude à celle que le monde espère et attend toujours.

Cyrille FELTEAU



## Agitation dans les hôpitaux

On semble entretenir, dans cinq hôpitaux de la métropole, un climat de défiance qui n'augure rien de bon et que le simple citoyen n'arrive pas à expliquer. Le grief le plus répandu a trait aux directives récentes du ministère en vue de faire faire leurs frais aux cantines et aux parcs de stationnement des hôpitaux.

Dans les hôpitaux, les employés non syndiqués peuvent avoir à diner pour \$1.25 et \$1.50, cependant que les syndiqués ou aspirants syndiqués ont droit en principe au même repas pour cinquante cents. Or, on note que la qualité et la quantité des repas à \$0.50 ont diminué ces derniers temps, et le prix des suppléments a presque doublé. On craint que les directives gouvernementales ne viennent aggraver les choses, et pour comble, on ne peut supporter que les autorités hospitalières exigent la carte d'identité aux portes des cantines.

Dans certains cas, on s'agite parce qu'on a peur d'avoir bientôt à payer pour le stationnement de sa voiture. Dans un des hôpitaux, on a décrété un

arrêt de travail pour protester contre la suspension de trois infirmiers du service d'urgence. Dans un autre, on se plaint des "conditions inhumaines" de travail dans les buanderies du fait du manque de climatisation. A l'hôpital Charles-LeMoine, 25 employés ont quitté le travail pour protester contre le manque d'équipement et d'espace. A Lakeshore, 50 employés ont tenu une séance d'étude pour s'élever contre la tenue, par une firme américaine, d'une enquête portant sur l'efficacité des services à cet hôpital. On craint que cette enquête se révèle le prélude à plusieurs mises à pied.

Ces arrêts de travail, occupations de locaux et séances d'étude ont créé des situations plus ou moins graves. A un endroit, on dut fermer l'urgence et les bureaux d'inscription. A un autre, on a craint que la situation n'entraîne de graves dangers pour les patients. A Notre-Dame, où les syndiqués ont refusé d'aller en arbitrage, les autorités ont demandé et ob-

tenu une injonction, sans quoi, assure-t-on, il eût fallu procéder à l'évacuation des malades.

Aux yeux des gens impliqués, ces malaises paraissent naturellement importants. Mais vus de l'extérieur, on a du mal à les trouver sérieux. On se demande même si la minorité manifestante reflète vraiment le sentiment général. A Maisonneuve-Rosemont, 15 personnes ont occupé le bureau du directeur, et sur ces 15 personnes, seulement quatre ou cinq étaient, dit-on, des employés de l'hôpital...

Comment ne pas trouver déraisonnable une agitation qui comporte tant de risques ? Comment ne pas s'irriter de voir avec quelle désinvolture on se permet, pour un oui ou pour un non, de jouer sur les nerfs des gens. Ceux qui se croient justifiés de faire des frousses aux malades pour si peu ne semblent pas avoir les vertus qu'il faut pour servir le public dans un domaine aussi important que le secteur hospitalier.

Jean PELLERIN

## ce que pense LE LECTEUR

"Pour la suite du MONDE"

Résidant au Québec depuis le 7 janvier 1972, je sais combien il est facile, et trop souvent légitime, de critiquer les articles que la presse internationale consacre périodiquement à ce pays : ceux qui les rédigent passent quelques jours à Montréal, Québec et Ottawa, et rendent compte de leurs impressions en croyant avoir tout compris.

"Le Monde" est le seul journal français qui ait un correspondant permanent au Canada, car il pratique une politique différente : il suit d'une façon régulière l'évolution d'un pays, et se permet seulement de temps en temps de dresser une sorte de bilan récapitulatif, sous la forme d'un article plus long et plus analytique. Depuis que je suis au Canada, Le Monde a publié sous ma signature quatre vingt-huit (88) articles consacrés à ce pays, soit une moyenne d'un article par semaine. Aussi me suis-je cru autorisé à considérer certaines choses connues par mes lecteurs, lorsque j'ai écrit les deux articles que M. Jean Pellerin commentait dans un long éditorial, le 3 octobre.

M. Pellerin affirme d'emblée que ces articles "donnent de la situation un aperçu plutôt simpliste". Le résumé qu'il en fait est non seulement "simpliste", mais inexact. Ainsi écrit-il, en me prenant personnellement à partie : "...il estime que, hors de la réserve québécoise, les francophones se trouvent privés de leurs droits linguistiques dans les autres provinces". Le texte de mon article, se référant à la situation passée était : "...les Canadiens français, trop longtemps contenus dans ce qu'un juriste de Toronto appelait encore récemment la "réserve québécoise", et pratiquement privés de leurs droits linguistiques dans les autres provinces à majorité anglophone". La locution adverbiale "trop longtemps" qualifie aussi la proposition "et pratiquement privés...". Mais M. Pellerin ne s'embarrasse pas de telles nuances.

Quant au fond de mes articles, à savoir le danger que présente la possibilité, au lendemain des élections du 29 octobre, d'avoir un gouvernement maintenu au pouvoir par les 20 pour cent de voix anglophones, alors que le P.Q., avec la majorité relative des votes francophones (et non l'unanimité, comme l'écrit improprement M. Pellerin), serait confiné dans l'opposition, j'ai eu la satisfaction de lire dans LA PRESSE du lendemain 4 oc-

tobre que M. Gabriel Loubier l'évoquait lui aussi, sans faire expressément référence au P.Q., pour des raisons partisanes évidentes.

Monsieur Loubier aurait-il la vue "simpliste" d'un journaliste Français de France ? M. Pellerin se réclame des éléments modérés. Monsieur Loubier est-il donc un extrémiste ? Ou bien dois-je conclure que M. Pellerin est partisan ? Dans ce cas, je puis le renvoyer à M. William Tetley, ministre libéral d'origine irlandaise, qui a lui aussi évoqué déjà cet aspect de la problématique québécoise, en faisant référence à l'Irlande. M. Tetley déclarait récemment à Michel Roy : "La majorité a des droits. Autrement, nous aurons des bombes." (Le Devoir, 5 octobre.)

En ce qui concerne le vote anglophone au Québec, j'ai aussi lu dans ce même numéro de LA PRESSE du 4 octobre, à la suite de l'interview de Mme Doherty par Ingrid Saumart : "La plupart des personnes interviewées par LA PRESSE ont affirmé qu'il était encore préférable de voter libéral, comme par les années passées." Cela me fondait, je pense, à "assurer" mes lecteurs, comme l'écrit M. Pellerin, que les "20 pour cent d'électeurs anglophones vont voter pour M. Bourassa tant qu'il défendra le statu quo."

M. Pellerin me fait ensuite la leçon, et prétend m'apprendre, à moi Français qui en serais resté à Maria Chapdelaine, que les "affrontements" au Québec ont pris un caractère "beaucoup plus moderne", et qu'ils "ressemblent d'ailleurs à ceux qui se produisent en France". J'écrivais justement, dans LE MONDE du 27 septembre, que la querelle entre fédéralistes et souverainistes apparaîtrait de plus en plus comme une opposition droite-gauche de style européen, étant données l'orientation social-démocrate du P.Q., et la volonté du parti libéral de favoriser un développement économique accéléré de type libéral, ainsi que son attitude face aux syndicats et à l'ordre public. C'est d'ailleurs de ce même article du 27 septembre que M. Pellerin extrait une citation, sans mentionner sa source, afin d'étayer sa conviction — que je partage — que "les éléments modérés continuent à régler le sort des consultations populaires." Des sondages commencent déjà à prédire, écrit-il, que le Crédit social de M. Dupuis "pourrait peut-être devenir le tiers parti maître de la majorité dans la prochaine Assemblée." M. Pellerin, le fait d'être éditorialiste ne vous libère pas de l'obligation, valable pour tout journaliste, d'attribuer à leurs auteurs

les citations que vous faites. Au surplus, cette éventualité ne contredit en rien la possibilité que j'envisageais, et que MM. Loubier et Tetley ont évoquée, d'un gouvernement maintenu au pouvoir par un vote anglophone inconditionnellement libéral.

Il me reste à m'excuser auprès de vos lecteurs de les prendre à témoin dans cette querelle de journalistes. LA PRESSE n'a certes pas à reproduire intégralement des articles de journaux étrangers dont l'objet n'est pas, selon les termes de M. Pellerin, d'apporter "quelque chose de neuf aux lecteurs d'ici". Toutefois, connaissant la subtilité et la complexité des problèmes de ce pays, je serais reconnaissant à un éditorialiste aussi prestigieux et aussi influent que M. Pellerin de ne pas cultiver, sciemment ou non, chez ses concitoyens une xénophobie souvent justifiée, en faisant de tout article étranger un compte rendu tendancieux susceptible de confirmer de nombreux Québécois dans l'impression qu'ils ont d'être systématiquement "défigurés" par les observateurs des "Vieux Pays".

François-Marie MONNET  
correspondant au Canada  
du journal LE MONDE

NDLR : M. Monnet a laissé entendre, dans LE MONDE, qu'il se pourrait que le 29 octobre prochain la majorité du vote francophone aille au Parti québécois (indépendantiste), mais ce dernier resterait dans l'opposition parce qu'une minorité francophone, appuyée par le 20% du vote anglophone, maintiendrait les libéraux (fédéralistes) au pouvoir, ce qui créerait une situation de type irlandais au Québec. Comme j'ai cru qu'il s'agissait là d'une hypothèse plutôt gratuite, j'en ai contesté la valeur.

J. P.

## quelques points de vue anglophones

Extraits d'éditoriaux publiés dans les journaux de langue anglaise et traduits par LA PRESSE CANADIENNE :

## Logement

Au moins trois groupements semblent se pencher sérieusement sur une proposition avancée dans le but d'améliorer la qualité des maisons nouvellement construites. La Société centrale d'hypothèques et de logement a approuvé et approuvera la proposition, que considèrent maintenant le cabinet fédéral et l'industrie du bâtiment.

Il s'agirait d'une nouvelle sorte d'assurance, qui, selon la description qu'a donnée du projet un porte-parole de l'Association canadienne du logement et du développement urbain, protégerait de façon ferme l'acheteur d'une maison neuve pour cinq ans ; et, à son gré, pour un autre cinq ans, contre des "défauts structurels". C'est là une expression qu'il faudra définir avec précision si l'on veut qu'elle ait un sens.

Voici les détails de la proposition : l'acheteur peut "garantir", sa maison s'il verse certains montants à un fonds d'assurance. Dans la période s'écoulant entre la deuxième année suivant l'achat jusqu'à la cinquième année, ce fonds d'assurance paiera les frais de réparations ou de réfection. Toutefois, durant la première année suivant l'achat, l'acheteur devra assumer les frais de toute réfection.

L'argent qui servira à créer ce fonds, évidemment, sortira des poches des acheteurs. Si ce fonds assure quelque chose, il assurera que les maisons coûteront plus cher...

On connaît assez bien maintenant les recours dont dispose l'acheteur qui, acquérant une maison, est tombé sur ce qu'on appelle un "citron". Il peut demander satisfaction au constructeur. S'il n'obtient pas satisfaction, il peut s'adresser à un service gouvernemental, par exemple au ministère fédéral de la Consommation et, grâce à lui, faire pression sur le constructeur. Enfin, il peut intenter une action en justice contre le constructeur.

Si tous ces moyens n'aboutissent

pas, il faudra voir à ce qu'ils aboutissent. Une réforme du système serait nettement plus désirable que l'institution d'un plan compliqué qui, éventuellement, donnera naissance à des amas de paperasses et augmentera tous les coûts qu'implique l'achat ou la construction d'une maison.

THE KITCHENER-WATERLOO RECORD — 24-IX-73

## Justice

L'administration de la Justice au Canada, même si elle n'est pas parfaite à plusieurs points de vue, continue cependant à s'améliorer. Ceci est dû à deux faits : le public manifeste un très grand intérêt dans ce domaine et fait de vigoureuses critiques ; et le système judiciaire de plus en plus se critique lui-même.

La Commission de la réforme du code pénal a joué un grand rôle dans ce processus d'amélioration. Récemment, par exemple, la Commission a rendu public un document recommandant que le gouvernement fédéral verse des indemnités aux personnes accusées de crimes, reconnues par la suite innocentes. Ce document affirme que le système de compensation prévu par le code pénal est "tout à fait inadéquat et devrait être remplacé par un système d'indemnités totales".

En vertu de cette proposition, une personne acquittée d'un crime dont on l'avait accusée serait remboursée en tout ou en partie des frais déboursés pour sa défense, ce qui inclurait aussi bien les honoraires des avocats que les paiements faits aux témoins, de même que le manque à gagner, sur le plan salariale, et toutes dépenses encourues au cours de la détention et du procès.

"Le nouveau système, dit le document, prévoirait des indemnités pour toutes les personnes accusées reconnues innocentes ou bénéficiant d'un non-lieu, ou du moins pour celles dont les frais encourus pour leur défense constituent une grave perte financière".

Pour le profane, il semble invraisemblable que cela ait pris tant de temps pour corriger, raisonnable-

ment et équitablement, les injustices commises dans ce domaine. C'est l'État qui porte l'accusation contre le citoyen. Et, s'il est démontré que l'accusation n'était pas fondée, on ne peut contester, de toute évidence, la nécessité qu'il y a d'indemniser la victime par des mécanismes judiciaires.

THE WHIG STANDARD - KINGSTON — 23-IX-73

## Baie James

Au cours de la campagne électorale, au Québec, une des questions qui prendront la vedette est de toute évidence celle du projet de la Baie James. Le gouvernement québécois a déjà dépensé des millions de dollars et s'est engagé à en dépenser d'autres pour mettre en œuvre ce projet, qui n'en est qu'à sa phase préliminaire — soit la construction d'une route d'accès et d'un aéroport. Mais il ne semble pas que Québec ou Ottawa soient parfaitement convaincus que toute cette affaire vaut le coup et les millions qu'on y verse, et qu'en fin de compte elle fera plus de bien que de mal.

Le projet de la Baie James est sans aucun doute l'un des plus importants qu'on ait connu dans l'histoire du génie civil. On amènera cinq rivières d'un important débit de façon à détourner les eaux de trois d'entre elles vers les deux autres. Le bassin hydrographique qui sera affecté à divers degrés est du quart du territoire global de la province de Québec. On calcule que le coût des travaux sera de l'ordre de \$5 ou \$6 milliards, mais on n'exclut pas la possibilité qu'il monte jusqu'à \$10 milliards.

Depuis 1963, l'Hydro-Québec cherche à déterminer quel est le potentiel hydro-électrique de la région et elle a fini par conclure qu'il sera le double de ce que le Québec fournit à l'heure actuelle, donnant un surplus considérable pour fins d'exportation.

Mais l'électricité que le projet de la Baie James produira coûtera cher et l'on se pose la question suivante : est-ce que les barrages de la Baie James produiront autant que d'éventuelles usines nucléaires ou thermonucléaires ?

THE TORONTO GLOBE & MAIL — 24-IX-73

pleins feux sur l'actualité

# Les programmes électoraux des quatre partis

## Le domaine politique

**1** LA PRESSE commence aujourd'hui une série de six articles présentant une étude comparative des programmes électoraux des quatre partis politiques québécois. Aujourd'hui, nous abordons tout LE DOMAINE POLITIQUE, en particulier la question constitutionnelle, le régime présidentiel et le système électoral.

par Jules LEBLANC

CHACUN sait que le Parti québécois préconise l'indépendance du Québec et qu'il est le seul des quatre partis politiques en lice à le faire. Mais, la situation est beaucoup moins claire en ce qui concerne les référendums, l'attitude précise de chaque parti sur le problème constitutionnel, ainsi que sur le régime politique interne du Québec et sur la réforme du système électoral québécois.

La première chose qui saute aux yeux dans les programmes officiels des partis c'est l'espace très restreint que le Parti libéral et le Parti créditiste accordent au domaine politique: ces deux partis consacrent d'ailleurs à cette question les dernières pages de leurs programmes respectifs.

A l'inverse, le Parti québécois et l'Union nationale, qui considèrent tous deux comme prioritaire la solution du problème constitutionnel, placent cette question au début de leurs programmes et en traitent de façon détaillée.

### Le problème constitutionnel

Les créditistes sont les seuls à ne pas se prononcer officiellement dans

leur programme. Ils proposent qu'un référendum détermine clairement l'option constitutionnelle des Québécois, sans indiquer par écrit dans quel sens ils optent.

Ils le font indirectement en préconisant: 1) que le Québec occupe tous les champs d'action que lui reconnaît la constitution canadienne; 2) qu'il contrôle lui-même son crédit, sa fiscalité, son commerce et son immigration.

De leur côté, les libéraux font une profession de foi inconditionnelle. "L'option du Parti libéral du Québec est claire et précise: c'est celle du fédéralisme canadien. Le séparatisme doit être rejeté", proclame le programme libéral qui ne fait aucunement mention de la possibilité d'un référendum.

Les libéraux n'évoquent même pas l'éventualité d'une nouvelle constitution. Ils s'engagent simplement à reprendre le processus de la révision constitutionnelle sans indiquer de façon précise quelle sorte de changements ils souhaitent obtenir.

Ils n'indiquent que deux grandes orientations générales: a) un meilleur partage des ressources fiscales et des responsabilités; b) des moyens pour le Québec d'assumer ses responsabilités concernant l'avenir de la langue et de la culture françaises. C'est le "fédéralisme décentralisé", le "fédéralisme économique" d'une part, la "souveraineté culturelle" d'autre part.

### Un nouveau pacte

L'Union nationale, de son côté, réclame un nouveau pacte fédératif qui sera négocié entre les dix provinces ou "Etats constituants", l'Ontario étant ensuite saisi de l'entente.

Avant d'être promulguée, cette nouvelle constitution sera soumise à la population du Québec par voie de référendum; il y aura également référendum à chaque palier des négociations, précise l'UN. Si les autres provinces refusent une telle convention constitutionnelle, c'est en l'UN, un référendum déterminera les

mesures à prendre pour les obliger à négocier (par exemple, des représailles fiscales, l'occupation unilatérale de certains champs de juridiction fédérale).

Le programme unioniste indique quelle sorte de nouveau pacte ce parti souhaite:

- Permettre aux provinces d'exercer les pouvoirs dans les "zones litigieuses" actuelles qui relèvent du domaine socio-culturel: éducation et recherche; santé, hôpitaux et sécurité sociale; communications; affaires culturelles et échanges culturels avec la francophonie; négociation et signature des accords internationaux dans les domaines de compétence provinciale; établissement des priorités et administration des programmes en matière de développement économique régional.

- Remettre aux provinces les pouvoirs qui ne sont pas expressément attribués au fédéral.

- Etablir un tribunal constitutionnel (pour les questions de droit) et une commission de la fiscalité (pour les questions monétaires).

### L'indépendance

Le Parti québécois, par contre, veut "réaliser la souveraineté politique du Québec (...) et proposer au Canada une association économique mutuellement avantageuse".

Le programme du PQ indique que l'indépendance sera proclamée en principe par l'Assemblée nationale, et ce, sans référendum. Aussitôt après, le processus d'accession à la souveraineté sera mis en branle: passation des pouvoirs, répartition des avoirs et des dettes entre l'Ontario et le Québec, etc. (Notons ici que le PQ promet de revendiquer tout le territoire québécois, y compris le Labrador et les îles du littoral du Nouveau-Québec.)

Une constitution interne du Québec sera élaborée par des délégués (représentant chaque comté) réunis en une assemblée constituante. Cette constitution interne sera adoptée par voie de référendum. A noter: c'est ici que, dans le programme du

PQ, se situe le référendum concrétisant l'indépendance du Québec.

### Un régime présidentiel

Les trois partis d'opposition préconisent l'instauration d'un régime présidentiel au Québec. Seul, le programme du Parti reste muet là-dessus.

Les créditistes proposent d'établir un régime présidentiel en indiquant seulement que le président ne pourra pas solliciter plus de deux mandats de quatre ans chacun. Le programme péquiste reprend ce point mais précise le genre de régime présidentiel il veut. L'UN aussi détaille ce régime.

L'UN et le PQ veulent que le président et le vice-président soient élus ensemble (comme colistiers) au suffrage universel. Tous deux veulent accorder les pouvoirs véritables au président qui agira comme chef de l'Etat.

Toutefois, pour le PQ, le président sera à la fois le chef de l'Etat et le chef du gouvernement, tandis que l'UN dissocie ces deux fonctions: chef de la vie parlementaire et de l'administration, le premier ministre de l'UN sera désigné par le président parmi les députés les plus aptes à obtenir la majorité en Chambre.

Pour l'UN, le premier ministre forme lui-même son cabinet et il le fait approuver par l'Assemblée nationale. Le cabinet pourrait comprendre des membres qui ne sont pas députés, le nombre de ces derniers ne devant pas dépasser le tiers des effectifs du cabinet.

Pour le PQ, c'est le président qui nomme les ministres et aucun ministre ne peut être en même temps député. De plus, le président a un droit de veto sur les lois votées par

l'Assemblée nationale; ce veto peut être levé si la loi est adoptée une deuxième fois par les députés avec une majorité des deux tiers. Le président ne peut dissoudre l'Assemblée nationale qui, elle, a un droit de contrôle sur le pouvoir exécutif (président et cabinet) et qui peut même révoquer le président (par un vote à la majorité des trois quarts).

L'UN et le PQ soulignent tous deux que le régime présidentiel fera partie d'une éventuelle constitution interne du Québec qui, avant son adoption, sera soumise aux Québécois par voie de référendum.

### Le système électoral

Les quatre partis traitent de la réforme du système électoral dans leurs programmes respectifs.

Le Parti libéral s'engage à poursuivre les travaux de la commission parlementaire sur la réforme électorale en ce qui concerne le mode de scrutin, la loi électorale, les modalités de financement des partis et des candidats, ainsi que la contestation des élections.

Les libéraux intègrent à leur programme la reconnaissance juridique des partis, selon les modalités qu'ils ont déjà soumises à cette commission parlementaire. Péquistes et unionistes prennent pour acquis qu'il y aura des partis reconnus.

### Le mode de scrutin

A propos du mode de scrutin, le Parti libéral n'avance aucune suggestion, tandis que l'UN et le PQ proposent d'intégrer au mode de scrutin des éléments du système proportionnel. L'UN ne précise pas davantage, tandis que le PQ suggère que le tiers des députés soit désigné selon la proportion des votes accordés aux partis reconnus.

Les créditistes ne demandent qu'une chose: qu'on ajoute six sièges qui seront comblés par des députés désignés par six groupes sociaux, à raison d'un par groupe: par les syndiqués, le patronat, les étudiants, les agriculteurs, les professionnels et les maires. (La seule autre proposition créditiste relative

au système électoral vise à tenir des élections générales à date fixe tous les quatre ans.)

Seul parti à parler de la carte électorale, le PQ veut instituer une commission permanente de la carte électorale. Celle-ci fera en sorte que l'écart entre le nombre moyen d'électeurs que représente chaque député ne dépasse jamais 25 pour cent. Cette commission, dont le rôle sera inscrit dans la constitution, verra aussi à proposer des modifications de tous les autres mécanismes électoraux, incluant le mode de scrutin et la loi électorale.

### Le financement des partis

Lorsqu'il s'agit de rendre public le financement des partis, libéraux et créditistes sont silencieux. L'UN, de son côté, veut obliger tous les partis politiques reconnus à produire un bilan financier annuel. Le PQ veut les obliger à publier chaque année, de façon détaillée, leurs dépenses et toutes leurs sources de revenus.

Le PQ demande également que l'Etat finance les services de recherche et de documentation des partis reconnus, tandis que les libéraux s'engagent à accroître les sommes consacrées à ces fins.

En matière de financement permanent des partis reconnus, les libéraux proposent que l'Etat contribue au financement des dépenses parlementaires des partis, chaque parti reconnu recevant un montant de base égal; une somme additionnelle sera versée en fonction de la représentativité de chaque parti à l'Assemblée nationale.

Pour la durée des campagnes électorales, le PQ demande que tous les partis reconnus aient un accès égal aux journaux et des périodes de temps égales à la radio et à la télévision (l'achat de toute période additionnelle étant interdit). De son côté, l'UN — le seul autre parti à aborder cette question — demande uniquement que chaque parti ait un même "temps d'antenne" en période électorale.

### Demain: L'éducation

# La montée des tiers partis en 70 a surtout touché l'UN

Le politologue Vincent Lemieux publiera prochainement aux Presses de l'Université Laval un livre intitulé Le quotient politique vrai: le vote provincial et fédéral au Québec. Voici un extrait de cet ouvrage dans l'intérêt n'échappera à personne en cette campagne électorale qui s'amorce.

Après avoir obtenu 52 p. cent des votes exprimés en 1956, l'Union Nationale n'en obtint plus que 47 p. cent en 1960, 42 p. cent en 1962, 40 p. cent en 1966, et 20 p. cent seulement en 1970. Sur la base des inscrits et non des votants, ces résultats sont successivement de 40 p. cent (en 1956), 38 p. cent (en 1960), 1966) et 16 p. cent (en 1970). En 33 p. cent (en 1962), 29 p. cent (en 1970), c'est l'Union Nationale et non plus le Parti libéral qui semble la plus affectée par la montée des tiers partis. Ils viennent accélérer de façon dramatique pour elle une décadence commencée dès la fin des années 50.

### La répartition territoriale des partis

En 1970, l'Union Nationale disparaît de plusieurs régions. Elle n'obtient aucun siège dans les 3 régions les plus libérales de 1936 à 1966: la Côte-Nord, le Montréal métropolitain, le Nord-Ouest. On constate que l'Union Nationale ne garde que 2 circonscriptions sur 10 (20 p. cent) dans le Bas-Saint-Laurent et la Gaspésie; 6 sur 23 (26 p. cent) dans la grande région autour de Montréal; 1 sur 9 (11 p. cent) dans les Cantons de l'Est; 2 sur 16 (12.5 p. cent) dans la région de Québec; 2 sur 5 (40 p. cent) dans le Saguenay-Lac-St-Jean; 3 sur 7 (43 p. cent) dans la région de Trois-Rivières; et 1 sur 4 (25 p. cent) dans l'Outaouais.

Dans l'ensemble, les résultats de l'Union Nationale suivent assez bien, à la baisse, ses lignes de force traditionnelles dans le territoire du Québec. La plupart des exceptions s'expliquent par la compétition des créditistes. Là où ils sont faibles (dans le Bas-Saint-Laurent et la Gaspésie, la région autour de

Montréal, le Saguenay-Lac-St-Jean) l'Union Nationale se maintient relativement bien, mais là où ils sont forts (le Nord-Ouest où ils obtiennent 3 sièges sur 5, la région de Québec où ils en ont 7 sur 16, et les Cantons de l'Est où ils en obtiennent 2 sur 9) l'Union Nationale tombe plus bas que ne laissait prévoir sa force traditionnelle.

Quant au Parti libéral, il ressent surtout la compétition des nouveaux partis dans les 3 régions où il a montré, de 1936 à 1966, sa plus grande force. Le Parti Québécois obtient 1 siège sur 2 sur la Côte-Nord, et 6 sièges sur 27 dans la région métropolitaine. De plus, le Ralliement Créditiste l'emporte 3 fois sur 5 dans la région du Nord-Ouest. Dans les autres régions, le Parti libéral a autant de sièges sinon plus que tout autre parti.

On voit pourquoi les tiers partis, et tout particulièrement le Ralliement Créditiste, affectent davantage l'Union Nationale que le Parti libéral. Celui-ci subit surtout la compétition des nouveaux partis dans ses régions fortes. L'Union Nationale, au contraire, la subit surtout dans des régions où sa force n'est que moyenne: elle est donc plus susceptible d'y perdre des sièges, compte tenu de son déclin général.

### Les effets des mécanismes électoraux

L'effondrement de l'Union Nationale aurait été plus grand encore si la carte électorale ne l'avait soutenue. Le tableau montre que l'Union Nationale fait aussi bien que le Parti libéral dans les petites circonscriptions de moins de 20,000 électeurs, mais qu'elle est le parti qui obtient le moins de sièges dans les circonscriptions de plus de 20,000 électeurs. Elle n'en obtient même aucun dans les 30 plus grosses circonscriptions, celles où l'on compte plus de 40,000 électeurs.

Le tableau montre également l'effet de certains phénomènes statistiques. Dans les circonscriptions de 0 à 20,000 électeurs les résultats n'étonnent guère: il est à peu près normal en scrutin majoritaire à un tour que deux partis qui obtiennent

Résultats obtenus par les quatre principaux partis dans trois catégories de circonscriptions, en 1970

	Ensemble des circonscriptions		0-20,000 inscrits		20,000-40,000 inscrits		40,000 inscrits et plus	
	N. de sièges inscrits	% des inscrits	N. de sièges inscrits	% des inscrits	N. de sièges inscrits	% des inscrits	N. de sièges inscrits	% des inscrits
Parti libéral	72	37	13	31	34	33	25	44
Parti Québécois	7	20	0	9	3	18	4	24
Ralliement Créditiste	12	9	3	15	8	12	1	5
Union Nationale	17	16	12	31	5	19	0	10
Total	108	82	28	86	50	82	30	83

SOURCE: Rapport du président général des élections, 1970.

chacun 31 p. cent du vote des inscrits, contre 15 et 9 p. cent aux deux autres partis, remportent à peu près tous les sièges. Mais les 3 sièges remportés par le Ralliement Créditiste, contre aucun par le Parti Québécois, indiquent que les votes du premier sont mieux distribués que ceux du second. Cette différence est encore plus nette dans les circonscriptions de 20,000 à 40,000 électeurs: avec 18 p. cent du vote des inscrits le Parti Québécois n'obtient que 3 sièges, tandis que le Ralliement Créditiste en obtient 8 avec seulement 12 p. cent du vote.

Dans les 30 circonscriptions les plus peuplées, le Ralliement réussit à obtenir un siège avec l'appui de seulement 5 p. cent des inscrits, alors que le Parti Québécois, qui reçoit un appui cinq fois plus grand, ne fait élire que 4 de ses candidats.

Non seulement les votes reçus par le Ralliement sont plus concentrés que ceux du Parti Québécois, mais ils le sont généralement dans des circonscriptions où la lutte est vive entre 3 ou même 4 partis. A l'inverse, le Parti Québécois trouve sa plus grande force dans des circonscriptions où le Parti libéral est le seul autre parti important. Ce phénomène, ajouté aux inégalités de la carte électorale, et surtout à l'amplification par le mode de scrutin de la marge relativement considérable, en votes obtenus, qui a séparé le premier parti (le Parti libéral) du second (le Parti Québécois), explique l'étonnante distribution de sièges qui a

résulté des élections générales du 29 avril 1970.

### Les caractéristiques socio-économiques des nouvelles clientèles électorales

Un trait n'a pas changé en 1970: l'appui massif que les électeurs anglophones du Québec ont donné au Parti libéral. Ce parti qui avait remporté, en 1966, 24 victoires dans les 31 circonscriptions où les non-Canadiens français étaient plus de 20 p. cent en remporte 28 sur 31 en 1970. D'après les sondages faits un peu avant les élections, de 64 à 76 p. cent des anglophones se proposaient de voter pour le Parti libéral. Si l'on tient compte du fait que ces sondages n'accordaient que 33 à 39 p. cent du vote à ce parti, qui en fait obtient 45 p. cent des suffrages exprimés, on peut établir à 80 p. cent environ la proportion des votants anglophones qui ont appuyé le Parti libéral le 29 avril 1970.

De 1956 à 1966 les clientèles électorales des partis ne présentaient pas de caractéristiques bien précises quant à l'âge. Nous n'avons donc pas retenu cette variable. Tout au plus avons-nous noté que le R.I.N. en 1966 avait trouvé une faveur relative chez les jeunes et plus spécialement chez les étudiants. De façon générale, les clientèles du Parti libéral apparaissent, au cours des années 60, un peu plus jeunes que celles de l'Union Nationale, mais la relation entre les deux phénomènes manque de netteté. En 1970, cette relation peu claire se maintient du côté des deux partis les plus fédéralistes, le Parti libéral et le Ralliement Créditiste: leurs partisans se recrutent

à peu près également dans toutes les classes d'âge. Mais du côté des deux partis les plus nationalistes, le Parti Québécois et l'Union Nationale, le partage est beaucoup plus net. Ainsi dans le sondage de Regesteil qui accordait 20 p. cent des votes à l'Union Nationale et 28 p. cent au Parti Québécois, 16 p. cent seulement des 18-24 ans se proposent de voter pour l'Union Nationale contre 44 p. cent qui se proposent de voter pour le P.Q. A l'inverse, 36 p. cent de ceux qui ont 65 ans ou plus ont l'intention de voter pour l'Union Nationale contre 10 p. cent seulement qui se proposent de voter pour le Parti Québécois.

Ces pourcentages traduisent un vieillissement évident de la clientèle électorale de l'UN, qui semble avoir perdu aux mains du P.Q. et des deux autres partis une bonne proportion de ses électeurs jeunes de 1966. Mais plus significatifs encore nous apparaissent les choix des électeurs par rapport à leur niveau de scolarité. Ici encore,

deux partis ne présentent pas de traits très accusés: cette fois ce sont les deux partis traditionnels, le Parti libéral et l'Union Nationale. Par contre, une scolarité élevée augmente les chances du Parti Québécois, alors que c'est l'inverse avec le Ralliement Créditiste. Toujours dans le sondage de Regesteil, le Ralliement Créditiste (qui est choisi par 11 p. cent de ceux qui révèlent leur choix partisan) a l'appui de 19 p. cent des électeurs qui n'ont pas terminé leurs études élémentaires, mais de 3 p. cent seulement de ceux qui ont fréquenté l'Université. Pour le Parti Québécois (qui, rappelons-le, obtient 28 p. cent des voix dans le sondage) ces deux pourcentages sont de 12 et 26 p. cent respectivement.

Ces quelques données nous mettent sur la piste d'une interprétation plus générale de l'élection de 1970, ainsi que de celles qui l'ont précédée. Cette interprétation peut également servir à la prospective des élections à venir.

### Découverte dans les appareils auditifs! NOUVEAU MICROPHONE PERMETTANT "L'AUDITION SÉLECTIVE"

Mais, un pionnier dans le domaine des prothèses auditives, a annoncé le lancement d'un appareil auditif incorporant un tout nouveau principe dans la conception du microphone. Le Mark 100 élimine la plupart des bruits de fond distrayants en permettant à l'utilisateur d'entendre ce qu'il désire écouter et cela d'une manière plus claire et plus compréhensible.

Ce microphone unique utilisé dans ce modèle s'ajuste à l'oreille sur un support "LAD" (Ligne Aérienne Dépendante). Il comporte deux admissions pour les sons, l'une à l'avant et l'autre à l'arrière. Cependant, les sons captés par l'arrière sont filtrés à travers un faisceau de 300 canaux microscopiques en verre qui les "voient" faiblement, les dépassant d'avec les mêmes sons qui pénètrent par l'avant. En conséquence, les bruits provenant de l'arrière sont sensiblement atténués. Quant aux sons provenant de l'avant dans la direction de l'utilisateur, ils impriment au microphone des impulsions sans atténuation, totalement amplifiées, donc perçues plus clairement.

De laborieux essais de mise en marche de ce nouvel appareil auditif parmi des usagers d'expérience, ont révélé de remarquables améliorations, particulièrement pour la com-

préhension de la parole. En outre, les difficultés d'adaptation que rencontrent les nouveaux usagers d'appareils auditifs sont considérablement réduites.

Nous avons mis au point une démonstration spéciale de 10 minutes permettant aux usagers d'appareils auditifs de comparer les améliorations rendues possibles par cette nouvelle conception du microphone. Le coupon ci-dessous peut être adressé à MAICO à Minneapolis pour demander une démonstration qui vous sera faite au moment qui vous conviendra. Cette démonstration est gratuite et ne comporte aucune obligation de votre part.

MAICO Hearing Service  
1629 ouest, rue Sherbrook  
Minneapolis, 55403

Veuillez communiquer avec moi pour le "Mark 100"

NOM .....  
ADRESSE .....  
VILLE ..... TELEPHONE .....

Egalement au 1010 Ste-Catherine est, suite 308

# AVIS

## ÉLECTIONS PROVINCIALES

### ÉLECTEURS DE L'ÎLE DE MONTRÉAL ET DE LA VILLE DE LAVAL

#### RÉVISION DES LISTES ÉLECTORALES (SECTIONS URBAINES)

VOUS DEVEZ DÉPOSER VOS DEMANDES d'inscription, de radiation, et de correction, à l'un des endroits suivants: le plus près de votre domicile)  
BUREAUX OUVERTS DU LUNDI 9 OCTOBRE JUSQU'AU SAMEDI 13 OCTOBRE 1973, de 8 heures a.m. à 10 heures p.m.

#### ANJOU

Président: YVES BEAUPRÉ

- 8251 boul. Châteauneuf, Ville d'Anjou
- 7392 Place Cointrel, Ville d'Anjou
- 8442 boul. Haut d'Anjou, Ville d'Anjou
- 8736 rue Tellier, Montréal
- 10795 rue Pascal-Gagnon, Montréal-Nord
- 8888 est. rue Sherbrooke, Montréal (bureau du président)

#### BOURASSA

Président: RITA LAPOINTE

- 11.250 rue Lauzane, Montréal-Nord
- 10.700 rue Oscar, Montréal-Nord
- 10.660 rue Lille, Montréal
- 9141-12e avenue, St-Michel, Montréal
- 8784 boul. St-Michel, Montréal
- 10.669 rue St-Firmin, Montréal (bureau du président)

#### BOURGET

Président: PAULINE TOURVILLE

- 8265 rue Baillargé, App. 2, Montréal
- 1105 rue Bossuet, Montréal
- 5070 rue Monsabre, Montréal
- 2920 rue Hays, Montréal
- 2651 rue Beaugrand, Montréal
- Hôpital St-Jean de Dieu, Municipalité de Gamelin, Montréal
- 5960 rue Hochelaga, (Sous-sol) Montréal (bureau du président)

#### CRÉMAZIE

Président: JEAN-PAUL DROUIN

- 216 rue Somerville, Montréal
- 9860 rue Millen, Montréal
- 9900 rue Curotte, Montréal
- 1712 rue Jacques Lemaistre, Montréal
- 8909 rue Henri-Julien, Montréal
- 8991 rue Lajeunesse, Montréal (bureau du président)

#### D'ARCY McGEE

Président: Mme HORACE FRIEDMAN

- 5571 rue McLynn, Montréal
- 5365 ouest ave Broadway, Montréal
- 5211 ave Coronation, Montréal
- 5522 ave Randall, Côte St-Luc
- 595 ave Westlake, Côte St-Luc
- 5569 Chemin de la Reine-Marie, Hampstead
- 7440 boul. Décarie, Ville Mont-Royal
- 6703 avenue Fielding, Montréal (bureau du président)

#### DORION

Président: RAYMOND CLÉROUX

- 7172 rue Chabot, Montréal
- 7060 rue St-Vallier, Montréal
- 7193 rue de Normanville, Montréal

#### FABRE

Président: JEAN-PAUL SAINDON

- 374 boul. Cartier, Laval-des-Rapides
- 1986 boul. des Laurentides Chomedey
- 6868 boul. des Laurentides, Auteuil
- 143 rue Mont-Royal, Ste-Rose
- 89 rue Donck, Laval-des-Rapides
- 645 chemin Brien, Chomedey
- 1807 rue Radisson, Chomedey
- 343 boul. Laval, Laval des Rapides (bureau du président)

#### GOIN

Président: LUCIEN LASALLE BOURQUE

- 2814 rue Dandurand, Montréal
- 2680 rue Holt, Montréal
- 5911-3e avenue, Rosemont
- 5791 rue Chabot, Montréal
- 6361 rue Cartier, Montréal
- 6294 rue Chambord, Montréal
- 6211 rue St-Hubert, Montréal
- 6245 rue St-André, Montréal
- 2383 est rue Beaubien, Montréal (bureau du président)

#### JACQUES-CARTIER

Président: CLAIRE P. RICHARD

- 300-53e avenue Lachine
- 474-17e avenue Lachine
- 420-7e avenue Lachine
- 3480 rue Ivan Franko, Lachine
- 195 rue Lilas, Dorval
- 130 rue Claude, Dorval
- 5520 Côte St-François, St-Laurent
- 1375 rue Notre-Dame, App. 7, Lachine (bureau du président)

#### JEANNE-MANCE

Président: MARIETTE YANIRE

- 6405-40e avenue, Rosemont
- 6487 rue Rodolphe-Mathieu, Montréal
- 4184-49e rue, St-Michel, Montréal
- 9115 rue Grandbois, St-Léonard
- 7955 rue Jean-Nicolet, St-Léonard
- 8360 rue Des Sables, St-Léonard
- 5350 est rue Jean-Talon, St-Léonard
- 6299 est rue Jarry, St-Léonard (bureau du président)

#### L'ACADIE

Président: L. FERNAND BINETTE

- 1140 rue Clément, St-Laurent
- 272 rue Bleignier, St-Laurent
- 1400 rue Rimbault, St-Laurent
- 12231 rue Colbert, Montréal

#### MERCER

Président: JACQUES GRENIER

- 5964 rue St-Urbain, Montréal
- 5159 rue St-Denis, Montréal
- 4603 rue Boyer, Montréal

#### LAFONTAINE

Président: JOSEPH TOUTAN

- 120 rue Colbert, Pointe-aux-Trembles
- 167 boul. Montréal-Est, Montréal-Est
- 574 Gonthier, Montréal
- 12397 Armand Bombardier, Rivière-des-Prairies
- 1325 boul. St-Jean-Baptiste, Pointe-aux-Trembles (bureau du président)

#### LAURIER

Président: J.-BENOIT LABONTÉ

- 8582 rue Birman, Montréal
- 7625 rue Champagneur, Montréal
- 8258 rue St-Dominique, Montréal
- 7510 De Gaspé, Montréal
- 6800 rue St-Denis, Montréal
- 6548 boul. St-Laurent, Montréal (bureau du président)

#### LAVAL

Président: PIERRE LALANDE

- 3258 rue Croissant-Foch, Fabreville
- 888 rue Noël, Ste-Dorothée
- 8250-51e avenue, Laval-Ouest
- 4234 rue Du Souvenir Ouest, Chomedey
- Manoir des Iles, Promenade des Iles, Chomedey
- 3607 boul. Lévesque, Chomedey (bureau du président)

#### MAISONNEUVE

Président: JACQUES MARLEAU

- 1448 rue Chambly, Montréal
- 2663 rue Bourbonnière, Montréal
- 3730 rue Rouen, Montréal
- 2420 rue Sicard, Montréal
- 1474 rue Vimont, Montréal
- 4560 rue Adam, Montréal (bureau du président)

#### MARGUERITE-BOURGEOYS

Président: ELISE LECLERC

- 7620 rue Centrale, App. 2, LaSalle
- 8521 rue Des Rapides, LaSalle
- 167 rue Chatelle, LaSalle
- 8576 rue Hélène, LaSalle
- 8764 rue Paquette, LaSalle
- 2242 rue Gervais, LaSalle
- 8790 rue Centrale, LaSalle (bureau du président)

#### MONT-ROYAL

Président: CLAUDE SEGUIN

- 617 avenue Powell, Ville Mont-Royal
- 6090 avenue Westbury, Montréal
- 3857 avenue Van Horne, Montréal
- 4270 avenue Kindersley, Montréal
- 899 avenue Outremont, Outremont
- 6911 boul. Décarie, Côte St-Luc
- 1620 boul. Laird, Ville Mont-Royal (bureau du président)

#### NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

Président: GÉRARD J. MICHAUD

- 111-5e avenue, Ville St-Pierre
- 70 avenue Westminster Nord, Montréal-Ouest
- 4020 rue Hingston, Montréal
- 7000 ouest rue Sherbrooke, Montréal
- 4345 rue Marci, Montréal
- 4680 avenue Belmore, Montréal (bureau du président)

#### OUTREMONT

Président: RICHARD H. O'BRIEN

- 3867 rue de la Peltrie, Montréal
- 5664 avenue Gatineau, Montréal
- 5790 rue Darlington, Montréal
- 575 avenue Wiseman, Outremont
- 17 avenue Nelson, Outremont
- 2442 boul. Edouard-Montpetit, Montréal
- 60 avenue Duverger, Outremont (bureau du président)

#### POINTE-CLAIRE

Président: LAWRENCE EDWARD MARSH

- 4 rue St-Charles, Ste-Anne-de-Bellevue
- 48 avenue Birchill, Bair d'Urfée
- 188 Woodside Crescent, Beaconsfield
- 1745 Castlefield, Dorval
- 24 rue Murray Gardens, Pointe-Claire
- Ste-Anne's Military Hospital, Ste-Anne-de-Bellevue
- 11 Circle Road, Pointe-Claire

#### MILLE-ILES

Président: JACQUELINE DESROSIERS

- 300 rue Desnoyers, Pont-Viau, Laval
- 1089 rue Riviera, Duvernay, Laval
- 4645 rue St-Joseph, St-Vincent-de-Paul, Laval
- 835 rue Louise, St-François, Laval
- 195 rue Percier, Auteuil, Laval
- 1760 rue Lucerne, Vimont, Laval
- 319 rue Alexandre, Pont-Viau, Laval (bureau du président)

#### ROBERT BALDWIN

Président: PAUL N. LORD

- 4913 rue Prince, Pierrefonds
- 31 rue Alie, Dollard des Ormeaux
- 5213 rue Versailles, Pierrefonds
- 440 Hampton Court, Dollard des Ormeaux
- 4111 rue Vincent, Pierrefonds
- 18 Centre Commercial, Roxboro (bureau du président)

#### ROSEMONT

Président: LÉOPOLD HUNEULT

- 5228-8e avenue, Rosemont
- 3950 est rue St-Zotique, App. 1, Montréal
- 6330-38e avenue, Rosemont
- 5472-9e avenue, Rosemont
- 3795 rue Masson, App. 102, Rosemont (bureau du président)

#### SAINT-ANNE

Président: MICHEL HEBERT

- 2080 rue Dorchester
- 2035 rue Coursol
- Académie Ste-Anne
- Holy Trinity Convent
- 3375 rue Evelyn
- 260 rue Elgar
- 579 rue Charon (bureau du président)

#### SAINT-HENRI

Président: RÉJEAN LAROCQUE

- 289 Parc Georges Etienne Cartier
- 4746 rue Ste-Emilie
- 2100 rue Jolicoeur
- 1615 rue Springland
- 975 rue Melrose
- 1848 avenue de l'Église (bureau du président)

#### SAINT-JACQUES

Président: FERNAND COULOMBE

- 3702 rue Parc Lafontaine, Montréal
- 4300 rue Chambord, Montréal
- 3538 rue Bordeaux, Montréal
- 2051 rue St-André, Montréal
- 1623 rue Plessis, Montréal
- 1249 rue St Timothée, Montréal (bureau du président)

#### SAINT-LAURENT

Président: G. HENRI SAVARD

- 1795 rue Crevier, App. 4, Ville St-Laurent
- 324 rue Brunet, Ville St-Laurent
- 3155 boul. Toupin, Ville St-Laurent
- 12029 rue Lavigne, Montréal
- 12023 rue Ranger, Montréal
- 12397 rue Cousineau, Montréal
- 1484 Du Collège, Ville St-Laurent (bureau du président)

#### SAINT-LOUIS

Président: DONALD W. SEAL

- 1442 rue Overdale, App. 1A, Montréal
- 307 Carré St-Louis, Montréal
- 3555 Côte des Neiges, Montréal
- 3470 rue Stanley, Montréal

#### SAINT-DOMINIQUE

Président: LÉOPOLD PAQUIN

- 4439 rue Bordeaux, Montréal
- 2600 rue Cuvillier, Montréal
- 2041 rue Davidson, Montréal
- 2456 boul. De Maisonneuve, Montréal
- 2509 rue Sheppard, Montréal
- 2768 rue Rouen, Montréal (bureau du président)

#### SAUVE

Président: ROLAND FILION

- 11994 rue Laurier, Montréal-Nord
- 4667 rue Amos, Montréal-Nord
- 10577 rue Armand Lavergne, Montréal-Nord
- 12015 Albert Duquesne, Montréal-Nord
- 5527 rue Charlevoix, Montréal-Nord
- 12137 rue Ste-Gertrude, Montréal-Nord (bureau du président)

#### VERDUN

Président: RAYMOND SAVARD

- 139 boul. Desmarçais, Verdun
- 3972 avenue Verdun, Verdun
- 479-2e avenue, Verdun
- 693 boul. Desmarçais, Verdun
- 1421 avenue Valiquette, Verdun
- 1477 avenue Fayolle, Verdun
- 976 avenue Woodland, Verdun (bureau du président)

#### VIAU

Président: ORIGÈNE VÉZINA

- 7480-2e avenue, Montréal
- 6748 rue Louis-Hémond, Montréal
- 7312 rue Léonard de Vinci, Montréal
- 7435 boul. Viau, St-Léonard
- 6866-35e avenue, Montréal
- 2575 est rue Bélanger, Montréal (bureau du président)

#### WESTMOUNT

Président: ROGER TELLIER

- 2146 avenue Marlowe, Montréal
- 5024 rue Ponsard, Montréal
- 4915 rue Piedmont, Montréal
- 475 rue Grosvenor, Westmount
- 680 rue Victoria, Westmount
- 3136 The Boulevard, Montréal
- 310 rue Clarke, Westmount (bureau du président)

POUR LES AUTRES DISTRICTS, CONSULTEZ LE JOURNAL DE VOTRE RÉGION

N.B. Tout électeur peut demander par écrit et sous serment l'inscription de son nom sur la liste électorale de même que celui de ses proches parents domiciliés dans une section urbaine du même district électoral.

Dans l'île de Montréal et la ville de Laval, l'identité de la personne qui fait une telle demande doit être attestée sous serment par au moins un témoin ayant la qualité d'électeur dans le même district électoral (art. 104-2).



PUBLIÉ PAR LE PRÉSIDENT GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC

# AVIS

## ÉLECTIONS PROVINCIALES

### ÉLECTEURS DES DISTRICTS ÉLECTORAUX ÉNUMÉRÉS CI-APRÈS:

### RÉVISION DES LISTES ÉLECTORALES (SECTIONS URBAINES)

VOUS DEVEZ DÉPOSER VOS DEMANDES d'inscription, de radiation, et de correction, à l'un des endroits suivants: le plus près de votre domicile)  
BUREAUX OUVERTS DU LUNDI 9 OCTOBRE JUSQU'AU SAMEDI 13 OCTOBRE 1973, de 8 heures a.m. à 10 heures p.m.

#### ARGENTEUIL

Président: YVON ST-DENIS  
Pour les électeurs des endroits suivants seulement:  
a) Pour BROWNSBURG: 367 rue Principale  
b) Pour CHATHAM: M. Philippe Lefebvre  
c) Pour THURSO: 100 rue Galipeault  
d) Pour LACHUTE: 364 Aéroparc (bureau du président)

#### BEAUHARNOIS

Président: BENOIT BRAULT  
Pour les électeurs des endroits suivants seulement:  
a) Pour BEAUHARNOIS: 17 rue Ellice  
b) Pour SAINT-TIMOTHÉE: (Paroisse) 50 rang Ste-Marie est  
c) Pour SALABERRY-DE-VALLEYFIELD: 22 rue Cousineau 69 rue St-Laurent 66 rue Du Marché (bureau du président)

#### BERTHIER

Président: GÉRALD HETU  
Pour les électeurs des endroits suivants seulement:  
a) Pour BERTHIERVILLE: 870 rue Daviault  
b) Pour SAINT-GABRIEL: 275 rue Beauvillier

#### CHAMBLY

Président: GÉRALD HETU  
Pour les électeurs des endroits suivants seulement:  
a) Pour CARIGNAN: 2802 boul. Bellefleur  
b) Pour CHAMBLY: 30 rue Brouillette  
c) Pour ST-BASILE-LE-GRAND: 26 rue des Pins  
d) Pour ST-BRUNO DE MONTARVILLE: 206 Rabastallière ouest  
e) Pour BOUCHERVILLE: 273 Mgr de Belmon 35 rue De Varennes, local 10 (bureau du président)

#### CHATEAUGUAY

Président: HUGUETTE HUOT  
Pour les électeurs des endroits suivants seulement:  
a) Pour CANDIAC: 14 rue Hamilton  
b) Pour ville de CHATEAUGUAY: 431 rue Colville 13 Circle Road  
c) Pour CHATEAUGUAY-CENTRE: 235 rue Albert 18 Croissant Richard

#### DEUX-MONTAGNES

Président: MAURICE DORION  
Pour les électeurs des endroits suivants seulement:  
a) Pour DEUX-MONTAGNES: 2005 rue Belvédère  
b) Pour MIRABEL: 429 rue Saint-Jacques (Sainte-Scholastique) 323 Côte Nord (Sainte-Thérèse ouest)  
c) Pour SAINT-MARTHE-SUR-LE-LAC: 72-24e avenue  
d) Pour SAINT-EUSTACHE: 338 Saint-Eustache 189 rue Dorion (bureau du président)

#### DRUMMOND

Président: LUCIEN GAMACHE  
Pour les électeurs des endroits suivants seulement:  
a) Pour DRUMMONDVILLE-SUD: 868 rue Jean-de-Breboeuf  
b) Pour WENDOVER AND SIMPSON: 1145 boul. Saint-Charles  
c) Pour DRUMMONDVILLE: 38-8e avenue 75 chemin du Golf 566 rue Brock 625 rue Chassé (bureau du président)

#### GATINEAU

Président: Me LOUIS LAFALAMME  
Pour les électeurs des endroits suivants seulement:  
a) Pour AYLME: 63 rue Jubilee  
b) Pour MANIWAKI: 131A rue Laurier  
c) Pour TOURAINE: 132 rue d'Auvergne  
d) Pour LUCERNE: Chemin Pink Route Rurale no 2 (bureau du président)

#### HULL

Président: CARTIER MIGNAULT  
Pour les électeurs de la ville de HULL seulement:  
1. 47 boul. Saint-Joseph  
2. 154 boul. Montclair  
3. 1 avenue du Parc  
4. 134 rue Mutchmore  
5. 69 rue Dollard  
6. 12 rue Lambert, app. 2  
7. 193 rue Principale (bureau du président)

#### HUNTINGDON

Président: Me RICHARD ALARY  
Pour les électeurs de la ville d'HUNTINGDON seulement:  
16 rue Prince

#### IBERVILLE

Président: ROLLAND ASHBY  
Pour les électeurs des endroits suivants seulement:  
a) Pour FARNHAM: 183 rue Principale Est  
b) Pour IBERVILLE: 581-1ère Rue  
c) Pour MARIEVILLE: 1024 rue Chambly (bureau du président)

#### JOHNSON

Président: Me HENRI DUVAL  
Pour les électeurs des endroits suivants seulement:  
a) Pour ACTON VALE: 1430 rue Cardin  
b) Pour WINDSOR: 52-1ère avenue

#### JOLIETTE-MONTCALM

Président: Me YVES MORIER  
Pour les électeurs des endroits suivants seulement:  
a) Pour JOLIETTE: 29 Saint-Barthélémy Sud 227 rue Précieux-Sang 97 rue Gaspard Sud  
b) Pour NOTRE-DAME-DES-PRAIRIES: 155-1ère avenue  
c) Pour SAINT-CHARLES-BORROMÉE: 62 rue Saint-Isidore

#### LAPORTE

Président: BASTIENNE FOUCREAULT  
Pour les électeurs des endroits suivants seulement:  
a) Pour LONGUEUIL: 270 rue Léo, app. 6 557 est rue Briggs 1785 rue Delorimier 127 rue Grant 271 rue de Maricourt Métro Longueuil (Le Moutier)  
b) Pour SAINT-LAMBERT: 110 rue Green, bur. 207 (bureau du président)

#### LAPRAIRIE

Président: MARC-G. GAUVIN  
Pour les électeurs des endroits suivants seulement:  
a) Pour GREENFIELD PARK: 983 rue Cummings 347 rue Murray

b) Pour LA PRAIRIE: 567 rue Pagé  
c) Pour LEMOYNE: 241 rue Saint-Louis  
d) Pour partie de SAINT-LAMBERT: 243 rue Saint-Laurent 133 de Touraine  
e) Pour BROSSARD: 3275 rue Nasset 5880 rue Véronique 1705 rue Agnès 3200 boul. Lotbinière (Centre d'achats Brossard) (bureau du président)

#### L'ASSOMPTION

Président: Me HENRI DUVAL  
Pour les électeurs des endroits suivants seulement:  
a) Pour CHARLEMAGNE: 24 rue Haineault  
b) Pour LACHENAIE: 3210 boul. Saint-Charles  
c) Pour MASCOUCHE: 1214 rue Dupuis Nord  
d) Pour REPENTIGNY: 91 rue Laforêt 697 rue Notre-Dame  
e) Pour SAINT-PAUL-L'ERMITE: 20 rue Chérier  
f) Pour L'ASSOMPTION: 330 boul. L'Ange-Gardien (bureau du président)

#### LAURENTIDES-LABELLE

Président: Me YVES MORIER  
Pour les électeurs des endroits suivants seulement:  
a) Pour MONT-LAURIER: 677 rue de la Madone  
b) Pour STE-AGATHE-DES-MONTS: 162 rue Saint-Vincent  
c) Pour ST-JOVITE: 634 rue Labelle

#### MASKINONGÉ

Président: Me YVES MORIER  
Pour les électeurs des endroits suivants seulement:  
a) Pour LOUISEVILLE: 141 rue Saint-Charles  
b) Pour ST-ANTOINE-DE-LA-RIVIÈRE-DU-LOUP: 301 rue Laflèche  
c) Pour TROIS-RIVIÈRES-OUEST: 500 Côte Richelieu Hôtel de Ville

#### PAPINEAU

Président: PIERRE DUMONT  
Pour les électeurs des endroits suivants seulement:  
a) Pour GATINEAU: 282 rue St-André 422 rue Turner  
b) Pour POINTE-GATINEAU: 200 rue la Savane  
c) Pour TEMPLETON: 62 rue Charpentier  
d) Pour BUCKINGHAM: 150 est rue MacLaren (bureau du président)

#### PRÉVOST

Président: Me ROBERT ROCHON  
Pour les électeurs des endroits suivants seulement:  
a) Pour STE-ADELE: 113 rue Morin  
b) Pour STE-ANNE-DES-PLAINES: 154 boul. Sainte-Anne (Salle A)  
c) Pour SAINT-ANTOINE: 724-9e avenue  
d) Pour SAINT-SOPHIE: 954 rue Masson  
e) Pour SAINT-JÉRÔME: 210 rue Chérier 380 rue Sainte-Marcelle 100 rue Montigny (bureau du président)

#### RICHELIEU

Président: RICHARD LEMAY  
Pour les électeurs des endroits suivants seulement:  
a) Pour SOREL: 70 rue Elizabeth  
b) Pour TRACY: 235 rue Vanier  
c) Pour SAINT-JOSEPH-DE-SOREL: 200 rue McCarthy (bureau du président)

#### SAINT-HYACINTHE

Président: Me YVES MORIER  
Pour les électeurs des endroits suivants seulement:  
a) Pour DOUVILLE: 4340 rue Garneau  
b) Pour LA PROVIDENCE: 510 rue Saint-Pierre  
c) Pour SAINT-JOSEPH: 1400 rue Saint-Louis  
d) Pour SAINT-HYACINTHE: 2495 rue Sicot 2098 rue Cartier 1555 des Cascades (bureau du président)

#### SAINT-JEAN

Président: EDOUARD FORTIER  
Pour les électeurs des endroits suivants seulement:  
a) Pour SAINT-LUC: 251 rue Talon  
b) Pour SAINT-JEAN: 383 rue St-Laurent 48 rue Carillon 87 rue Coursol Base militaire Collège militaire 191 rue Saint-Jacques (bureau du président)

#### TAILLON

Président: YVON CICCARELLO  
Pour les électeurs des endroits suivants seulement:  
a) Pour LONGUEUIL: 3134 rue Denault 2720 rue Roland Thérien 1208 rue Hubert

#### TERREBONNE

Président: GUY ROY  
Pour les électeurs des endroits suivants seulement:  
a) Pour BLAINVILLE: 53-70e avenue  
b) Pour BOIS-DES-FILION: 30-31e avenue Sud  
c) Pour LORRAINE: 87 Place d'Aigremont  
d) Pour STE-THERÈSE: 305 Grande Côte  
e) Pour ST-LOUIS-DE-TERREBONNE: 4650 Côte Terrebonne R.R. no 2  
f) Pour STE-THERÈSE: 22 rue Turgeon  
g) Pour TERREBONNE: 548 boul. des Seigneurs  
h) Pour STE-THERÈSE-OUEST: 10 rue Lavigne (bureau du président)

#### VAUDREUIL-SOULANGES

Président: PAUL-WILFRID BELANGER  
Pour les électeurs des endroits suivants seulement:  
a) Pour HUDSON: 73 Main Road  
b) Pour ÎLE-PERROT: 358-22e avenue  
c) Pour PINCOURT: 187 rue Roberval  
d) Pour VAUDREUIL: 120 rue Martel  
e) Pour DORION: 90 avenue Vaudreuil (bureau du président)

#### VERCHÈRES

Président: Me MICHEL BRETON  
Pour les électeurs des endroits suivants seulement:  
a) Pour MONT-SAINT-HILAIRE: 165 rue Brodeur  
b) Pour VARENNES: 27 rue Guévremont  
c) Pour VERCHÈRES: 69 rue Calixa-Lavallée  
d) Pour OTTERBURN PARK: 435 rue Clifton  
e) Pour BELOËIL: 199 rue Saint-Jean-Baptiste (bureau du président)

#### POUR LES AUTRES DISTRICTS, CONSULTEZ LE JOURNAL DE VOTRE RÉGION

**N.B.** Tout électeur peut demander par écrit et sous serment l'inscription de son nom sur la liste électorale de même que celui de ses proches parents domiciliés dans une section urbaine du même district électoral.

Dans Montréal-Métropolitain et les environs, l'identité de la personne qui fait une telle demande doit être attestée sous serment par au moins un témoin ayant la qualité d'électeur dans le même district électoral (art. 104-2).



# Contradictions et imprécisions de "La Baie James", de Bourassa

Une analyse de Robert POULIOT

Loin d'apporter un nouvel éclairage sur "le projet du siècle", "La Baie James", signé Robert Bourassa, contribue à rendre la conception, tant politique que technique, du projet de \$5,8 milliards encore plus obscure qu'elle ne l'était jusqu'ici.

Une analyse critique du livre permet d'ailleurs de relever plusieurs imprécisions et contradictions, dans la plupart des chapitres. Voici les principales affirmations du premier ministre, qui méritent des corrections, ou, tout au moins, des nuances importantes.

● page 17 : Il est aussi (le secteur de l'énergie en parlant de l'électricité) un facteur de développement régional puisque la disponibilité d'énergie à bas prix peut contribuer à assurer le démarrage économique des régions sous-industrialisées.

A priori, personne ne peut contester ce principe, mais en pratique, surtout au secteur de l'électricité, l'équation n'est pas automatique. Depuis près de dix ans, l'Hydro-Québec offre à Kruger d'alimenter de nouvelles installations à Saint-Félicien au prix de 3,5 à 4 dixièmes de cent de kwh (les dixièmes de cent correspondent à la millième partie d'un dollar ou mille, soit à un tarif excessivement bas. Qu'on en juge : le premier ministre Bourassa a déclaré aux journalistes, lors du lancement de son livre, que le prix d'un kilowatt-heure d'électricité provenant de la Baie James serait de 10 à 11 mills environ. Cependant, le projet de Kruger, quoique annoncé à trois ou quatre reprises, n'a toujours pas été réalisé.

A Arvida, où Alcan a concentré le plus gros de ses installations de fabrication primaire, l'électricité ne coûte que 1,5 à 2 mills. Pourtant, Alcan a réservé une part majeure de ses activités de transformation à l'extérieur du Québec.

Même chose à Baie-Comeau où les industries de type primaire payent

leur électricité à 2,5 mills, sans que cela n'incite beaucoup à la transformation.

● page 19 : En 1985, les besoins en électricité au Québec seront de l'ordre de 28,5 millions de kilowatts. M. Bourassa ajoute que nos ventes aux Etats-Unis feront grimper ce total à 32 millions de kilowatts.

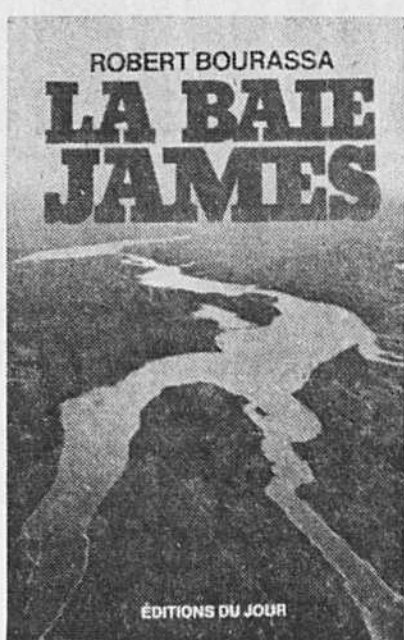
Selon une étude complétée par l'Hydro-Québec en juin 1972, les besoins du Québec ne dépasseront guère plus de 27,4 millions de kilowatts. Quoique mineure en apparence, cette différence représente tout de même une ou deux centrales nucléaires de plus ou de moins. Toujours selon le rapport de l'Hydro-Québec, ce total ne dépasserait pas 28,5 millions de kilowatts en incluant les ventes aux Etats-Unis, soit une différence de 3,5 millions de kilowatts par rapport au chiffre de M. Bourassa.

● page 19 : Les Etats-Unis offrent, par exemple, une partie de leurs réserves au Québec pendant l'hiver et, en retour, le Québec met à la disposition de New York une partie de ses réserves d'été.

Selon les chiffres de l'Hydro-Québec, les Etats-Unis ne pourront pas nous vendre d'électricité au cours de l'hiver pendant au moins les 10 à 15 prochaines années, tout simplement à cause de la crise de l'énergie qui les affecte de façon permanente. Selon des estimés soumis au Congrès américain il y a quelques années, notre principal client américain, la Consolidated Edison de New York, ne pourra pas nous vendre d'énergie avant au moins 1980-85. Donc pas d'échange !

● page 22 : Pour décourager les promoteurs de centrales thermiques M. Bourassa signale que le prix du pétrole a bondi de 180 pour cent durant la dernière décennie.

Mais le coût de l'hydraulique est passé durant la même période de 3 à 8 mills, soit une hausse de 166 pour cent alors que le coût du nucléaire a baissé de 11,5 à 8,5 mills, une chute de 26 pour cent.



● page 40 : La forêt de la partie sud du territoire est un atout majeur de la région de la Baie James et la rentabilité de son exploitation est indéniabie. On y retrouve quelque 32 milliards de pieds cubes de bois de valeur marchande.

L'étude à laquelle se réfère M. Bourassa a été commandée en toute hâte à une firme conseil durant l'été 1971 et les travaux n'ont duré que deux mois et demi, période anormalement courte pour sonder une région censée "contenir le quart de la production forestière actuelle du Québec". L'Hydro-Québec a également fait des estimations, plus exhaustives encore, mais ses représentants les jugeaient trop superficielles pour les soumettre en commission parlementaire.

Quant au rapport confidentiel de Sorès Inc. dont LA PRESSE a d'ailleurs une copie, complété entre octobre 1972 et janvier 1973, il ne s'agit que d'études très préliminaires dont

les résultats finals n'étaient pas disponibles au moment où le livre de M. Bourassa est allé sous presse.

● page 41 : Il est prévu qu'aux années de pointe (1978-79), de 12,000 à 15,000 Québécois trouveront de l'emploi sur les chantiers de la Baie James. Actuellement, plus de 5,000 Québécois y oeuvrent déjà.

L'Hydro-Québec prévoit plutôt entre 10,000 et 12,000 employés en période de pointe et fixe à 4,000 le nombre de travailleurs déjà actifs.

● page 84 : Les sommes dépensées par la Société de Développement de la Baie James, la Société d'énergie et l'Hydro-Québec pour des relevés techniques et des études diverses dans les domaines économique, hydraulique, écologique ou dans ceux de la prospection minière et forestière ou encore de l'ingénierie des ouvrages de génie civil, s'élèvent pour 1972 à \$66 millions. Après vérification, quelques dizaines de milliers de dollars tout au plus ont été injectés dans l'écologie, la prospection minière et forestière en 1972.

● page 61 : La Société de développement de la Baie James n'exploitera pas uniquement la rivière La Grande, mais bien ce qu'elle a appelé le projet La Grande. Le projet consiste à détourner dans la rivière La Grande les eaux d'une partie des bassins des rivières Caniapiscaw, Grande Baleine et Opinaca.

M. Bourassa a oublié un détail : cette décision ne pourra pas être finale avant qu'on ait terminé les études d'évaluation des détournements de rivières. Ces études de validation ne seront pas complétées avant l'été 1974. Il est donc pour le moins prématuré de dire que ce projet est déjà décidé.

De nombreuses autres imprécisions et contradictions se sont glissées dans le livre de M. Bourassa. Malheureusement, il n'a pas voulu répondre, lors du lancement, aux questions soulevées par quelques journalistes.

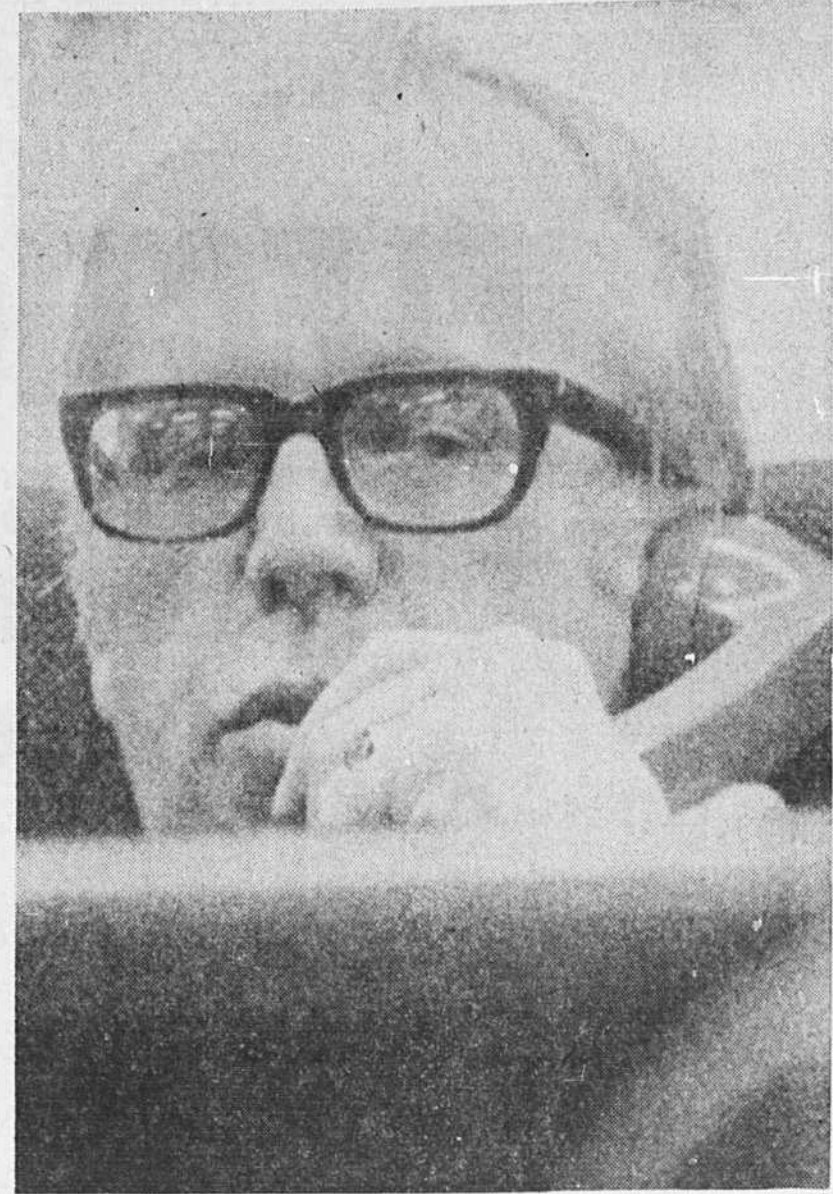


photo Antoine Désilets, LA PRESSE  
Un homme effacé, Lawrence Hanigan? Contrairement aux hypothèses, il a réussi, en moins de deux ans, à donner une nouvelle jeunesse à la Communauté urbaine de Montréal.

## Hanigan a presque réussi à faire oublier Saulnier

Une analyse de Florian BERNARD

Après avoir terminé un premier mandat d'un an à la présidence de la Communauté urbaine de Montréal et s'être résolument engagé dans un second, M. Lawrence Hanigan semble avoir réussi à maîtriser sa monture sans trop de difficulté.

Plus d'un avait prédit, au départ du président Lucien Saulnier, que celui qui prendrait la relève courrait au suicide politique. Toutes les spéculations avaient circulé quant au choix de celui qui serait appelé à prendre cette succession. Des noms prestigieux avaient été mentionnés. Des figures politiques connues avaient meublé les spéculations : Yves Ryan, Jean Labelle, Pierre DesMarais et bien d'autres. Il fallait, disait-on, nommer un homme à poigne de fer, aux nerfs invulnérables, à la résistance presque surhumaine. La CUM était, à ce moment-là, une véritable chaudière prête à exploser à n'importe quel moment.

Le débat concernant la police était à son tournant le plus crucial ; les maires de la banlieue dressaient des fortifications devant la plupart des projets communautaires ; les hypothèses de restructuration municipale alimentaient de sourdes querelles ; le projet des bourgs de Westmount avait semé une profonde discordance entre les représentants de la banlieue et ceux de Montréal ; l'impasse financière des villes était à son point culminant ; bref, on parlait même d'une dislocation à brève échéance de ce gouvernement métropolitain.

Qui est Lawrence Hanigan?

Lucien Saulnier est parti en pleine crise de la CUM. Sa succession posait un défi. Or, contre l'attente générale, ce fut peut-être le moins connu des membres de l'exécutif de Montréal qui se vit confier le poste. M. Lawrence Hanigan.

Qui était-il? Sûrement pas le plus vultueux des conseillers de Montréal! Sur ce point, il était bien à l'ombre de Paul-Emile Robert, John Lynch-Staunton ou des Ferdinand Allie.

Les journalistes n'avaient pas mémoire d'interventions particulières de M. Hanigan lors des séances du conseil. Ce dernier n'avait mené aucune croisade personnelle et ne s'était fait le leader d'aucun mouvement spectaculaire durant son stage comme conseiller. On disait même, non sans un tantinet de méchanceté, que M. Hanigan avait été nommé à ce poste parce qu'avec lui, c'était l'assurance de débats calmes et sans emportements. Il représentait, selon les chroniqueurs, l'homme qui n'aurait pas le feu entre les mains de la banlieue et leurs collègues de Montréal. On allait même jusqu'à dire, en certains milieux, qu'il serait le président du "Compromis" jusqu'à ce que la CUM meure de sa belle mort. Car, à l'époque, la survie de cet organisme était sérieusement mise en question.

Ah ces Irlandais!

Contre toute attente, Lawrence Hanigan fut exactement le con-

traire de ce qu'on avait prévu. Dès les premières semaines de son difficile mandat, il s'évertua à consolider les assises de la CUM. Il multiplia les rencontres avec les maires ; fit des démarches nombreuses auprès des autorités supérieures ; réclama des subsides accrus ; remit en question une foule de projets ; en consolida plusieurs autres.

La CUM lui doit sa stabilité des derniers mois et son élan actuel. Elle lui doit surtout sa survie. En effet, c'est sous le règne du président Hanigan que ce gouvernement métropolitain a mis de l'avant ses plus importants projets ; prolongement du réseau de métro, confirmation du projet d'épuration globale des eaux, lutte systématique contre la pollution, etc. Le président Hanigan est aussi celui qui a produit l'un des documents les plus importants dans l'histoire de cet organisme : soit le schéma global d'aménagement du territoire.

Enfin, le récent rapport "Hanigan" constitue, à coup sûr, le véritable tremplin de la CUM.

Attitudes fermes

D'un naturel plutôt calme, ne s'emportant à peu près jamais, M. Hanigan n'en a pas moins adopté des attitudes extrêmement énergiques, dès les premiers mois de son mandat, particulièrement en ce qui concerne le Conseil de sécurité. Mais Lucien Saulnier n'était allé aussi loin dans la virulence des propos! Réclamant la juridiction de cet organisme, de même que le contrôle des dépenses de la police, M. Hanigan n'a pas hésité à parler de véritable "Etat dans l'Etat" au sujet du Conseil de sécurité.

Ses rapports avec les maires de banlieue ont été fermes, mais toujours fructueux. En fait, le président Hanigan peut revendiquer d'avoir réussi, le premier, à créer une certaine harmonie qui faisait défaut depuis la naissance de la CUM.

Cette harmonie a été confirmée, à maintes reprises, par la confiance que lui témoignent les maires de la banlieue. Ces derniers ont siégé avec M. Hanigan, de nombreuses fois, dans la préparation du rapport "Hanigan".

Celui qui devait être le président de l'ultime chance de la CUM, a réussi, en moins de deux ans, à s'imposer et à garantir la vitalité de cet organisme.

### la presse

LA PRESSE est publiée par LA PRESSE, L.T.E.E., 7, rue St-Jacques, Montréal, Québec. La Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de "LA PRESSE" et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à LA PRESSE sont également réservés. - Courrier de la douzième classe. Enregistrement numéro 1400. Port de retour garanti.

TÉLÉPHONISTE (pour tous les services) 874-7272  
RÉDACTION 874-7070  
PUBLICITÉ 874-7306  
PETITES ANNONCES 874-7111  
LIVRAISON À DOMICILE 874-6911

## LOUBIER

SUITE DE LA PAGE A 1

obligatoire pour tous les professionnels de la santé, de la justice, des assurances... Quel serait son attitude à l'endroit des syndicats si tout est, en pratique, étatisé?

10) René Lévesque a vanté les mérites du gouvernement Allende dans le Journal de Montréal le 23 juin 1972 et le 12 janvier 1973; tenterait-il la même expérience comme l'indiquait Pierre Bourgault dans une édition de Dimanche-Dernière-Heure de septembre 1973. Le Québec connaîtrait-il l'agonie du Chili ?

## SHOOFEY

SUITE DE LA PAGE A 1

faits et ne également avoir su en début de soirée que sa convention serait nulle. Il avoue n'avoir entendu que des rumeurs à ce sujet.

Hier soir, Me Shoofoey était toujours au comité libéral de Saint-Jacques, mais avec un titre différent : il est devenu organisateur en chef de la campagne de Mme Brisebois.

Il explique pourquoi le choix de cette dernière s'est fait sans convention.

"Le comité central devait fixer une autre date pour la nouvelle convention, et on voyait bien que ça n'aboutissait pas. Il fallait faire vite si on veut déloger le député péquiste Claude Charron qui est là depuis trois ans et demi. Nous avons donc réuni les 32 membres de l'exécutif du comité, samedi, pour trouver une solution."

Cette solution, c'était Mme Brisebois.

Elle est secrétaire de l'Associa-

tion libérale du comté, ce qui devrait satisfaire les libéraux locaux qui se sont fait parachuter le candidat René Gagnon à la dernière élection et ne l'ont pas digéré.

"Aussi, de dire Me Shoofoey, c'est une femme et il est important qu'il y ait des femmes candidates."

Mme Brisebois n'a jamais été candidate, mais elle s'y connaît quand même en élections, puisque son mari Denis a été élu commissaire lors des élections scolaires en juin dernier.

Elle ne participait pas à l'assemblée de l'exécutif qui l'a choisie et a été surprise d'apprendre la nouvelle.

"Après avoir réfléchi, a-t-elle dit à LA PRESSE hier soir, j'ai accepté. Je n'avais pas le choix : on ne voulait pas de parachutage dans le comté."

Elle a aussi insisté, dit-elle, pour que Me Shoofoey devienne son organisateur.

Me Shoofoey affirme qu'il s'est "sacrifié dans l'intérêt supérieur du comté".

Il n'a pas l'intention, même s'il n'est plus candidat officiel, de se désintéresser de la population de Saint-Jacques.

"Mon bureau va être ouvert à tous les gens qui ont des problèmes dans le comté", dit-il.

Ne craint-il pas que Mme Brisebois ne prenne ombrage de ce rôle de quasi député ?

"Mme Brisebois va être très occupée à Québec, dit-il; moi je vais m'occuper des affaires à Montréal."

Quant aux partisans de Me Shoofoey, ils pourront se dire qu'en votant pour Mme Brisebois, c'est un peu leur Frank qui a des chances d'être élu.

## BOURASSA

SUITE DE LA PAGE A 1

Côté, on s'en souviendra, c'est l'organisateur libéral qui avait participé à une rencontre avec M. Pierre Laporte, Nicolas Diorio, Franck Dasté et René Gagnon.

Quant M. Dupuis s'est fait élire chef du Parti créditiste, il a dit à sa femme : "C'est bien de valeur, Roberte, pour une fois que le Parti libéral t'offre quelque chose, il va falloir que tu t'en débarrasses". Et madame s'est retirée.

Les journalistes

Claude Beauchamp, de LA PRESSE, "qui est péquiste et à qui on donne une colonne en première page du plus grand quotidien français d'Amérique" a aussi été la cible de M. Dupuis.

Il lui a reproché d'avoir écrit que le Parti créditiste présentait dans Dorion un candidat du nom de J.-A. Lévesque, jouant ainsi le jeu des homonymes aux dépens du chef du Parti québécois, M. René Lévesque. Autant à Québec qu'à Saint-Jean, M. Dupuis a présenté son candidat J.-A. Lévesque pour lui faire dire qu'il était créditiste depuis 1937, qu'il avait été deux fois candidat au fédéral, deux fois au provincial et qu'en 1970, autant que cette année, il se présentait dans le comté où il demeure.

Enfin, Pierre Bellemare, de la Presse canadienne, a eu son tour : "Tu es un bon petit garçon, mais t'as par le droit de mentir à la Presse canadienne comme correspondant", a dit M. Dupuis à ce collègue, en interprétant un de ses textes comme une indication que le chef créditiste était en danger dans le comté de Saint-Jean.

Un contrat avec les Américains

S'attaquant au PQ, M. Dupuis a accusé René Lévesque d'avoir trahi le Québec en renouvelant un contrat avec les Américains pour l'exploitation du minerai de fer.

Mais c'est à Saint-Jean que le chef créditiste s'en est pris le plus durement au PQ. Après avoir précisé que le FLQ ce n'est pas le PQ — à qui il attribue le mérite "de faire une lutte démocratique" — M. Dupuis a lancé : "Si vous entendez de la hargne, de la haine, au cours de la campagne, ce ne sera pas d'un créditiste, ce sera d'un péquiste."

M. Dupuis s'en est pris à la minorité d'enseignants qui sont "plus péquistes qu'enseignants", mais a, par contre, promis de ramener à leurs positions les enseignants récemment déclassifiés et même de les rembourser.

A Saint-Jean également, M. Camil Samson a fait une attaque particulièrement remarquée contre Claude Castonguay. Faisant allusion aux normes d'aide sociale qui font que deux conjoints séparés reçoivent plus que lorsqu'ils vivent ensemble, M. Samson a lancé : "Le gouvernement socialiste-libéral est en train de briser les familles, de désunir ce que Dieu a uni".

Quant à Robert Bourassa, M. Dupuis s'y est attaqué en le décrivant comme une "marionnette de la finance, un bon garçon obéissant à l'égard de papa Desrochers, papa Simard et papa Courcy".

Repondant à une question que le premier ministre Robert Bourassa lui avait posée publiquement, la semaine dernière, M. Dupuis a reconnu qu'il était possible qu'il ne se serait jamais joint aux créditistes s'il n'avait pas été expulsé du Parti libéral. "Mais toi, Robert, tu passais tes week-end dans le nord, à préparer le programme du PQ, d'enchaîner M. Dupuis. Serais-tu devenu libéral si t'avait pas été avec les Simard ?"

## Bourassa nie avoir contrecarré les projets de l'Hydro

par Gilles LESAGE

JOLIETTE — Le premier ministre ne avoir mis de côté des projets de l'Hydro-Québec visant à construire des centrales thermiques et nucléaires plutôt que d'aménager la baie James.

Prié de commenter un document publié par LA PRESSE samedi, M. Robert Bourassa s'est contenté de répéter que le développement de l'énergie hydraulique est grandement préférable à celui de l'énergie thermique ou nucléaire au Québec, d'une part en raison de la disponibilité de la première ressource, d'autre part à cause de son coût moindre et de ses retombées économiques. "L'énergie hydraulique est propre et bon marché; l'autre est plus coûteuse, polluante, et donne moins de retombées économiques."

Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a pas moyen de faire des "combinaisons" des différentes sources d'énergie. On a commencé de la faire avec Gentilly, et l'Hydro-Québec a d'autres projets du genre, ajoute M. Bourassa.

"Je ne comprends pas pourquoi l'on essaie d'amoindrir l'impact d'un projet exceptionnel comme celui de la

baie James. La décision a été prise en association avec l'Hydro-Québec dont le président, M. Roland Giroux, recommandait en avril 1971, d'entreprendre l'aménagement de la baie James."

Budget du P.-Q.

M. Bourassa a d'autre part qualifié d'"irresponsable" le projet du Parti québécois visant à consacrer près de \$3 milliards à l'ensemble de la politique sociale d'un Québec indépendant. "C'est un procédé démagogique que d'annoncer de telles dépenses sans dire comment on va les financer. C'est un procédé insultant pour l'intelligence des Québécois, propre à faire rougir M. Yvon Dupuis lui-même, s'il en était capable." Pour M. Bourassa, la façon d'agir du PQ constitue une "farce sinistre" et il attend la publication du budget global, demain, pour le démolir "morceau par morceau".

Après avoir survolé huit comtés samedi et dimanche, M. Bourassa en visite trois autres aujourd'hui, soit Deux-Montagnes, Vaudreuil-Soulanges et Berthier. Il rentre ensuite à Québec pour deux jours.



Aubaines spectaculaires dans **CHAQUE** rayon

**AUBAINES** à ne pas manquer!  
Venez tôt pour un meilleur choix

# JOURNÉE

# SPÉCIELAIRE

# MARDI

**VENTE UN JOUR!**

Vous serez agréablement étonnés par les bas prix Woolco!  
Venez voir nos centaines de spéciaux! Vous trouverez toutes sortes d'articles à des bas prix extraordinaires dans tous les rayons!  
Magasinez chez Woolco, c'est savoir économiser!

**MARDI 9 OCTOBRE**



DITES... **PORTEZ À MON COMPTE**

<p><b>Blouses pour dames</b> De superbes blouses en 100% polyester d'entretien facile. Choix de modèles avec glissière ou bouton devant. Jolies teintes de rose, bleu et jaune. Tailles 8 à 16. <b>PRIX WOOLCO</b> chacune <b>\$5</b> Vêtements pour dames</p>	<p><b>Film couleur Woolco, 35 mm</b> Film Woolco 35 mm pour diapositives couleurs. 20 poses. Développement compris. Donne des diapositives aux couleurs fidèles et claires. <b>PRIX WOOLCO</b> chacun <b>257</b> Photographie</p>	<p><b>Ensemble 5 pièces pour salles de bains</b> Ensemble en kodel polyester et nylon comprenant les 2 carreaux, le couvre-abattant et le couvre-réserveur en 2 pièces. Toutes pièces sont lavables à la machine, antimacis et antidérapantes. Choix de rose, ton or, vert, bleu et mauve. <b>PRIX WOOLCO</b> l'ens. Rayon des tapis <b>1196</b></p>	<p><b>Vinyle encollé pour décoration</b> Papier peint fini vinyle, encollé et lavable, tout indiqué pour travaux de décoration intérieure. Vaste choix de motifs, y compris les similitudes; rouleaux doubles de 20" x 14 verges. <b>PRIX WOOLCO</b> rouleaux doubles Peinture et papier peint <b>298</b></p>	<p><b>Ensemble console, 4 pièces</b> Ensemble console tout indiqué pour rebattre une pièce! L'ensemble comprend la table-console, les bougeoirs et le miroir. Choix de 4 styles décoratifs. <b>PRIX WOOLCO</b> l'ens. Rayon des lampes <b>1777</b></p>
<p><b>Vestons sport en vinyle</b> Mesdames, économisez à l'achat de vestons sport, en vinyle d'aspect cuir Glissière devant. Choix de noir, brun et marine. Tailles 8 à 14. <b>PRIX WOOLCO</b> chacun <b>\$12</b> Vêtements pour dames</p>	<p><b>Ensembles de malles</b> Ensemble de 3 malles légères et recouvertes de vinyle lavable à l'aide d'un chiffon humide. L'ensemble se compose de la malle pullman, la malle de fin de semaine et la malle de toilette. Bleu ou maitin. <b>PRIX WOOLCO</b> l'ens. Valises <b>2886</b></p>	<p><b>Buts de hockey style professionnel</b> Buts de hockey à monture en acier résistant et filet en nylon durable. Dimensions: 56" x 44" x 22". Un achat sûr de plaire aux jeunes sportifs! <b>PRIX WOOLCO</b> chacun Rayon du sport <b>1097</b></p>	<p><b>Vinyle Mactac</b> Vinyle auto-adhésif. Idéal pour recouvrir vieux meubles, murs, abat-jour etc. Vaste choix de motifs et coloris. Rouleau de 18" x 72". Une offre à ne pas manquer! <b>PRIX WOOLCO</b> chacun Peinture et papier peint <b>.99</b></p>	<p><b>Couverture électrique Brentwood</b> Couverture de 62" sur 84", à contrôle de chaleur. Choix de bleu, rose, ton or ou avocat. Une offre juste à temps pour les nuits froides! <b>PRIX WOOLCO</b> chacune Tricot - Couture <b>1995</b></p>
<p><b>Robes pour dames</b> Des robes à la pointe de la mode, maintenant offertes à prix-budjet! Belle confection en tissu 100% polyester à motif imprimé. Modèles à manches longues et bustonage devant. Couleurs variées. Tailles 10 à 18. <b>PRIX WOOLCO</b> chacune Vêtements pour dames <b>1188</b></p>	<p><b>Jambon cuit</b> Délicieux jambon cuit pour sandwiches et repas vite préparés. Profitez de cette offre et achetez-en quelques livres! <b>PRIX WOOLCO</b> Aliments à emporter <b>199</b></p>	<p><b>Cartouches de calibre 12</b> Une vraie bonne aubaine pour le chasseur! Cartouche de calibre .12 en longueur assortie. La boîte contient cartouches. <b>PRIX WOOLCO</b> la boîte Rayon du sport <b>188</b></p>	<p><b>Traitement d'huile STP</b> Traitement d'huile STP pour protéger la durabilité du moteur! Avec STP, le moteur tourne plus librement, plus silencieusement et reste plus frais. Format 15 onces (mesure impériale). Limite de 3 cannettes par client. <b>PRIX WOOLCO</b> chacune Centre de l'auto <b>.48</b></p>	<p><b>Étagère sur colonnes</b> Étagère en métal, avec compartiment à portes coulissantes, tablettes spacieuses et anneaux à serviettes. Joli fini blanc et filas. <b>PRIX WOOLCO</b> chacune Quincaillerie <b>2188</b></p>
<p><b>Ensembles-pantalons pour dames</b> Veston à manches courtes ou longues et pantalon à revers confectionnés en 100% polyester dans de belles teintes automnales. Tailles 8 à 18 pour dames. <b>PRIX WOOLCO</b> l'ens. Vêtements pour dames <b>1488</b></p>	<p><b>Albums à photos</b> Conservez toutes vos photos dans ces albums à feuilles transparentes qui éliminent l'usage de la colle et des coins. Chaque album compte dix feuilles de 11-1/2" x 10". <b>PRIX WOOLCO</b> chacun Photographie <b>229</b></p>	<p><b>Patins pour hommes et dames</b> Pour hommes: Patins d'excellente qualité, bout à double renfort, quartier coussiné de mousse, languette doublée de feutre blanc 1/2" d'épaisseur. Quartier et bout en cuir grisé de haute qualité. Double-bleu, protège-tendon et courroie arrière en vinyle. Pour dames: Patin à languette coussinée de mousse 1/2" d'épaisseur. Choix de beige ou blanc. Pointures variées pour hommes et dames. <b>PRIX WOOLCO</b> Rayon du sport la paire <b>1997</b></p>	<p><b>Souliers sport pour homme</b> Une vraie belle offre qui vous permet de vous chauffer de cuir ou de suede sans grever votre budget. Plusieurs modèles au choix. Pointures variées. <b>PRIX WOOLCO</b> Chaussures la paire <b>\$7</b></p>	<p><b>Chasse-neige Sunbeam</b> Préparez vous à affronter les plus terribles avec ce chasse-neige Sunbeam. Moteur puissant, réglages en hauteur pour manœuvrer facilement, guidon à poignées recouvertes de vinyle. <b>PRIX WOOLCO</b> chacun Quincaillerie <b>\$136</b></p>
<p><b>Ensemble 3 pièces pour bambins</b> Ensemble composé d'une tuque, d'un chandail et d'un pantalon en tricot 100% acrylique lavable. Choix de plusieurs couleurs dans les tailles 2, 3, 3x. <b>PRIX WOOLCO</b> l'ens. Vêtements pour enfants <b>477</b></p>	<p><b>Ensemble GAF 126 pour la photo</b> Ensemble comprenant camera GAF 126 pour photos couleurs ou noir et blanc, film cartouche et magicube. Fera la joie de tout amateur de photographie! <b>PRIX WOOLCO</b> l'ens. Photographie <b>1087</b></p>	<p><b>Sac sport pour le hockey</b> Courroies de contour en nylon résistant formant aussi poignets. Modèle renforcé aux points de tension. Glissière à double curseur et serrure pour le maximum de sécurité. Rebords noirs contrastant avec le sac bleu. 30" x 22". <b>PRIX WOOLCO</b> chacun Rayon du sport <b>797</b></p>	<p><b>Pantouffles chaudes et douillettes</b> Chaudes pantouffles genre mule avec peluche douillette à l'entrée. Choix de bleu, rouge, violette et jaune dans les pointures 5 à 10 pour dames. <b>PRIX WOOLCO</b> la paire Chaussures <b>176</b></p>	<p><b>Pantalons pour hommes</b> Élegants pantalons style grand-père, en tissu 100% laine. Vaste choix de modèles dans les tailles 28 à 36. Confection canadienne. <b>PRIX WOOLCO</b> chacun Vêtements hommes - garçons <b>988</b></p>
<p><b>Pantalons pour garçons</b> Pantalons en 100% coton lavable, confectionnés ici même au Canada. Taille élastique au dos. Motif plaid en plusieurs agencements de couleurs. Tailles 4 à 6x. <b>PRIX WOOLCO</b> POUR Vêtements pour enfants <b>2\$6</b></p>	<p><b>Batterie de cuisine</b> Batterie de cuisine Marquise comprenant les 7 pièces suivantes: casserole de 1/2 pinte avec couvercle, casserole de 2 1/2 pintes avec couvercle, faitout de 6 1/2 pintes avec couvercle et poêlon de 10 1/2". Aquamarine, avocat, blanc ou orange au choix. <b>PRIX WOOLCO</b> le tout Articles ménagers <b>1997</b></p>	<p><b>Humidificateur Superior</b> Humidificateur Superior à fonctionnement automatique. Contrôle pour régler l'humidité. Arrêt automatique. Lampes-témoin. Fonctionnement à 2 vitesses. Fabrication monoplace, en acier durable. 25" x 22 1/2" x 11". <b>PRIX WOOLCO</b> chacun Rayon des meubles <b>4988</b></p>	<p><b>Chaussures modernes pour dames</b> Chaussures à semelle plate-forme dernier cri! Choix de noir, rouge vin, brun dans les pointures 6 à 9 pour dames et jeunes filles. <b>PRIX WOOLCO</b> la paire Chaussures <b>\$5</b></p>	<p><b>Pantalons sport pour hommes et jeunes hommes</b> Pantalons sport pour tous les goûts. Choisissez les teintes unies ou les motifs à carreaux, les modèles à jambes avec ou sans revers. Tailles 26 à 36. Différents tissus au choix. <b>PRIX WOOLCO</b> chacun Vêtements hommes - garçons <b>699</b></p>
<p><b>Blouses-maillots pour dames</b> Pour accompagner vos jupes et pantalons, voici d'élégantes blouses-maillots en tricot 100% nylon lavable. Modèle à glissière ou boutons devant. Blanc, marine ou noir. P. M. G. <b>PRIX WOOLCO</b> chacune Vêtements pour dames <b>677</b></p>	<p><b>Classeur personnel</b> Classeur personnel tout indiqué pour le bureau ou la maison. Dimension: 8 1/2" x 11". Fini beige seulement. Profitez de cette offre sans tarder! <b>PRIX WOOLCO</b> chacun Fouritures de bureau <b>496</b></p>	<p><b>Fixatif pour hommes</b> Fixatif Wind Break pour garder les cheveux bien coiffés malgré le vent. Laisse aux cheveux leur apparence naturelle. Format 6 onces. <b>PRIX WOOLCO</b> la canette Rayon santé et beauté <b>.57</b></p>	<p><b>Jeu d'auto brocante</b> Un jeu qui passionnera toute la famille! L'action se déroule selon les principes du commerce des automobiles usagées. Testez votre chance! Pour 10 ans et plus. <b>PRIX WOOLCO</b> chacun Au coin du fumeur seulement <b>197</b></p>	<p><b>Chemises en tricot pour hommes</b> Chemises de confection canadienne, lavables à la machine. Choix de plusieurs motifs. Tailles P.M.G. Une offre à ne pas manquer! <b>PRIX WOOLCO</b> chacune Vêtements hommes - garçons <b>588</b></p>
<p><b>Bas-culottes pour dames</b> Bas en tricot fin et extensible. Choix de modèle entièrement diaphane ou régulier. Beige ou épice; une seule taille. <b>PRIX WOOLCO</b> Bas et accessoires <b>4.87</b></p>	<p><b>Coffre ignifuge</b> Idéal pour protéger vos documents et papiers importants. Dimensions: 14" x 9" x 6". Fini olive, gris ou beige au choix. <b>PRIX WOOLCO</b> chacun Fouritures de bureau <b>1099</b></p>	<p><b>Shampooing El Toro</b> Shampooing à la moelle de boeuf pour revitaliser le cuir chevelu et prévenir la chute des cheveux. Bouteille format 12 onces. <b>PRIX WOOLCO</b> chacune Rayon santé et beauté <b>179</b></p>	<p><b>Crimpknit 60" de largeur</b> Crimpknit 100% polyester de première qualité, tout indiqué pour la confection de vos vêtements d'automne. La verge passe entre 10 et 13 onces. Vaste choix de textures et de coloris en vogue. <b>PRIX WOOLCO</b> la verge Tricot - Couture <b>239</b></p>	<p><b>Pantalons pour garçons</b> Pantalons style grand-père. Tissu lavable à la machine et fini pressage permanent. Tailles 8 à 18. <b>PRIX WOOLCO</b> chacun Vêtements hommes - garçons <b>795</b></p>
<p><b>Guitare pour débutant</b> Si un de vos enfants aime la musique, profitez de cette aubaine pour lui offrir sa première guitare. Modèle à tonne tonalité, touche facile et manche renforcé d'acier. <b>PRIX WOOLCO</b> chacune Rayon de la musique <b>1188</b></p>	<p><b>Ensemble pour la salle de bain</b> Ensemble de carpepe et couvre-abattant en peluche Dynel modacrylique lavable à la main. Choix de rose, ton or, vert, mauve et bleu. Carpepe 24" x 36". <b>PRIX WOOLCO</b> Rayon des tapis <b>999</b></p>	<p><b>Fixatif Lady Patricia</b> Économisez à l'achat de ce fixatif de haute qualité. Choix de formules pour cheveux normaux ou difficiles à coiffer. Cannelle de 15 onces. <b>PRIX WOOLCO</b> chacune Rayon santé et beauté <b>.83</b></p>	<p><b>Lampe suspendue</b> Pour rehausser le décor de la cuisine, du salon ou de la salle de jeu, rien de mieux que ces superbes lampes avec abat-jour en plastique de couleurs variées. Chaine 13 pieds de longueur. Une offre à ne pas manquer! <b>PRIX WOOLCO</b> chacune Rayon des lampes <b>888</b></p>	<p><b>Chandails pour hommes</b> Chandails en tricot 100% acrylique lavable. Modèle à motif à l'avant. Choix de vert, brun et bleu dans les tailles P.M.G. <b>PRIX WOOLCO</b> chacun Vêtements hommes - garçons <b>588</b></p>

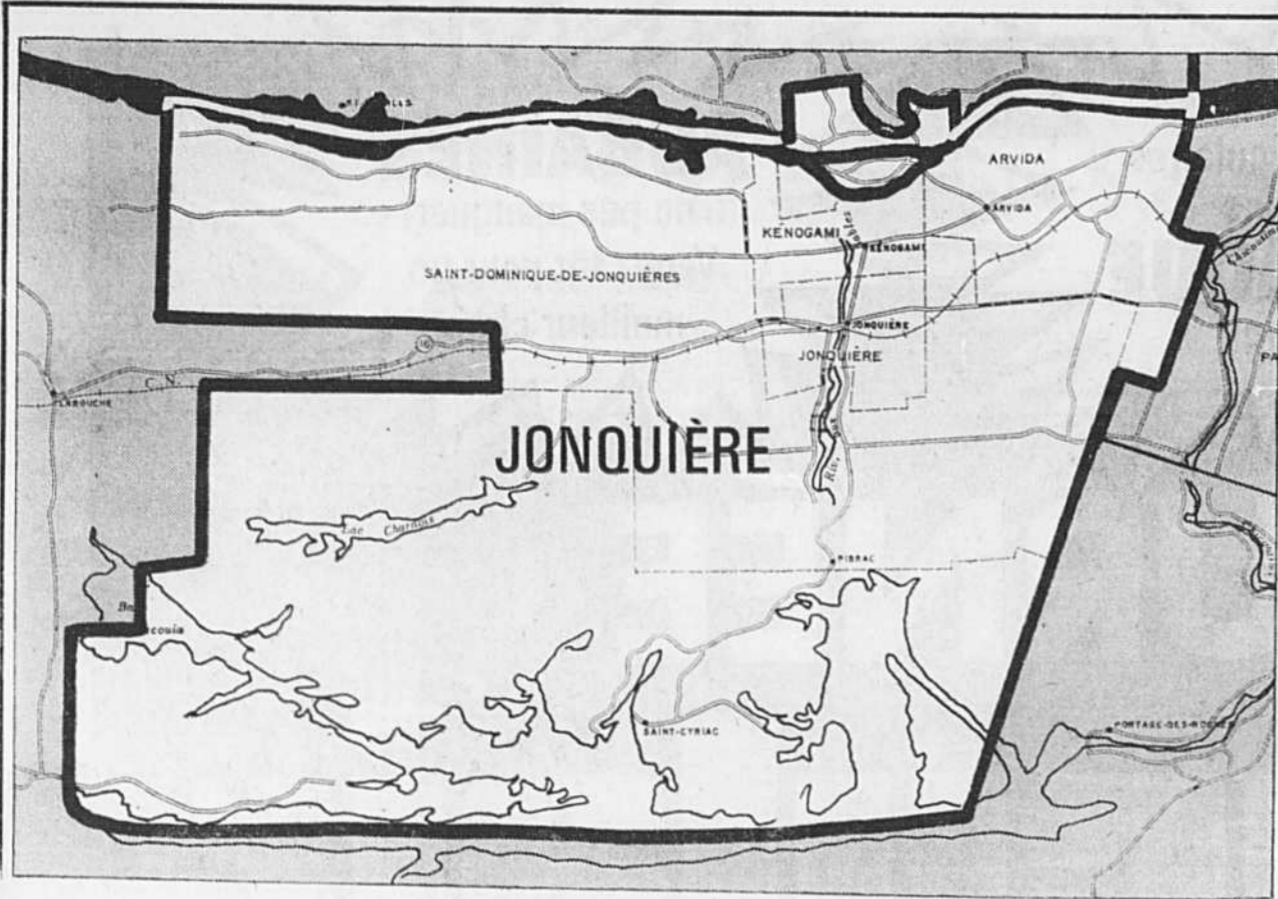


UNE DIVISION DE F.W. WOOLWORTH CO. LTD.

HEURES D'AFFAIRES: LUNDI, MARDI et MERCREDI: De 9:00 a.m. à 6:00 p.m. JEUDI et VENDREDI: De 9:00 a.m. à 9:00 p.m. — SAMEDI: De 9:00 a.m. à 5:00 p.m.

<b>BROSSARD</b> PLACE PORTOBELLO 7200, boul. Taschereau et pont Champlain	<b>LAVAL</b> CENTRE LAVAL Sortie 6E de l'autoroute des Laurentides et boul. Saint-Martin	<b>SAINT-LÉONARD</b> CENTRE LANGELIER 7445, boul. Langelier et Jean-Talon est	<b>KIRKLAND</b> PLAZA SAINT-CHARLES Sortie 31 de la Transcanadienne et boul. Saint-Charles	<b>VALLEYFIELD</b> CENTRE VALLEYFIELD 30 Dufferin Road Valleyfield	<b>LONGUEUIL</b> CENTRE CENTREVILLE Boul. Roland-Therrien et Cure-Polier	<b>ST-LAURENT</b> CENTRE LE BAZAR 3750 Côte-Vertu (Autobus 147)	<b>ST-JEAN</b> LES GALERIES RICHELIEU 978 Boulevard du Séminaire	<b>LaSALLE</b> CENTRE LE CAVELIER 8248, boul. Champlain LaSalle
---	--	---	--	--	--	---	--	---

## LES GRANDS MAGASINS QUI DIFFÉRENT PAR LEURS BAS PRIX



# Jean-Noël Tremblay vend "en gros, pas au détail"

par Paul LONGPRE

CHICOUTIMI — Au royaume du Saguenay, on se sent loin de Dieu-le-père-la-capitale. A plus d'un point de vue, la décentralisation sera donc au coeur de la campagne électorale qui ne fait que s'amorcer dans les comtés de Dubuc, Chicoutimi et Jonquière. Ce bloc, qu'on appelle le Haut-Saguenay, par opposition avec le comté de Saguenay proprement dit dont le coeur est Baie-Comeau et Hauterive sur la Côte-Nord, est constitué de deux circonscriptions urbaines, Chicoutimi et Jonquière, et un comté largement rural, Dubuc.

Le premier (33,875 électeurs) est formé presque exclusivement des villes de Chicoutimi et Chicoutimi-Nord qui, de part et d'autre de la somptueuse Saguenay, se nichent sur une infinité de falaises à la norvégienne dont l'automne fait autant de fresques aux teintes mélancoliques.

Le comté de Jonquière (36,940 électeurs), comprend essentiellement les villes-soeurs de Jonquière, Kénogami et Arvida.

Quant à Dubuc, (26,560 électeurs), c'est un vaste territoire de lacs et de montagnes dont la partie sud seulement est peuplée par un chapelet de villages disséminés jusque sur la côte nord du Saint-Laurent, avec Tadoussac et les Escoumains. Un seul bloc urbain: Port-Alfred et Bagotville, qui regroupent moins de 1,000 électeurs.

### L'unité régionale

Le deuxième thème en rang d'importance ici, c'est l'unité régionale, que tous les partis s'engagent à réaliser. Mais on ne s'entend pas cependant sur le pôle de développement de ce royaume réunifié. Les rivalités entre les trois villes-soeurs où règne le libéral Gérard Harvey — ici on dit le triangle JAK — et la fière Chicoutimi font partie du folklore politique de la région et ne sont pas prêts de s'éteindre.

### Front syndical

Sur le front syndical, à la suite des attaques répétées de M. Bourassa contre les chefs syndicaux, les dirigeants régionaux de la CSN se promettent bien de mettre sur pied au cours des prochains jours les comités populaires d'action politique promis par M. Marcel Pepin au plus fort de la crise de mai '72. Leur but: faire prendre conscience aux travailleurs et à la population du caractère foncièrement "anti-syndical" du régime Bourassa.

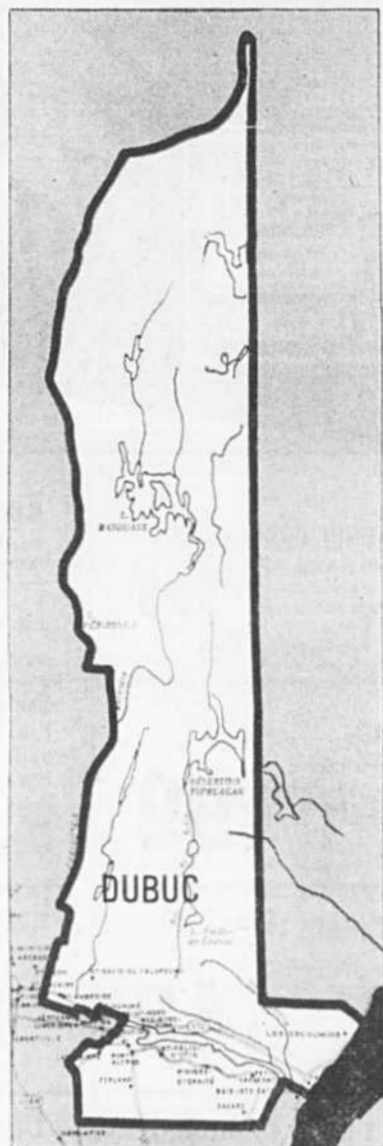
A part un malaise sérieux dans le secteur commerce et alimentation et la fameuse grève symbolique de CKRS, qui a donné lieu à un boycottage des quatre partis politiques au cours de cette présente campagne, la région est surtout frappée par la grève des 2,000 travailleurs des pâtes et papier de Price. Depuis le 10 août, les deux usines de Kénogami et celle d'Alma (Lac-Saint-Jean) sont en panne.

Il n'est pas encore certain que le conflit de la Price devienne vraiment un cheval de bataille pour aucun des partis politiques. Tant chez l'employeur que chez les dirigeants des syndicats directement impliqués, du moins à la CSN, car il faut dire que la FTQ regroupe environ 300 des grévistes de la Price, on s'applique de toute évidence à ne pas politiser l'affaire.

Les leaders syndicaux régionaux restent cependant convaincus que les attaques de Bourassa contre le trio Pepin-Laberge-Charbonneau ne peuvent que jouer contre les libéraux. "La crise de mai, pour les gens, disent-ils, c'est de l'histoire ancienne. Ils n'y verront qu'une tentative de Bourassa pour corriger tardivement l'impression de manque de leadership qu'il a laissée dans la crise d'octobre 1970".

### Une tache indélébile...

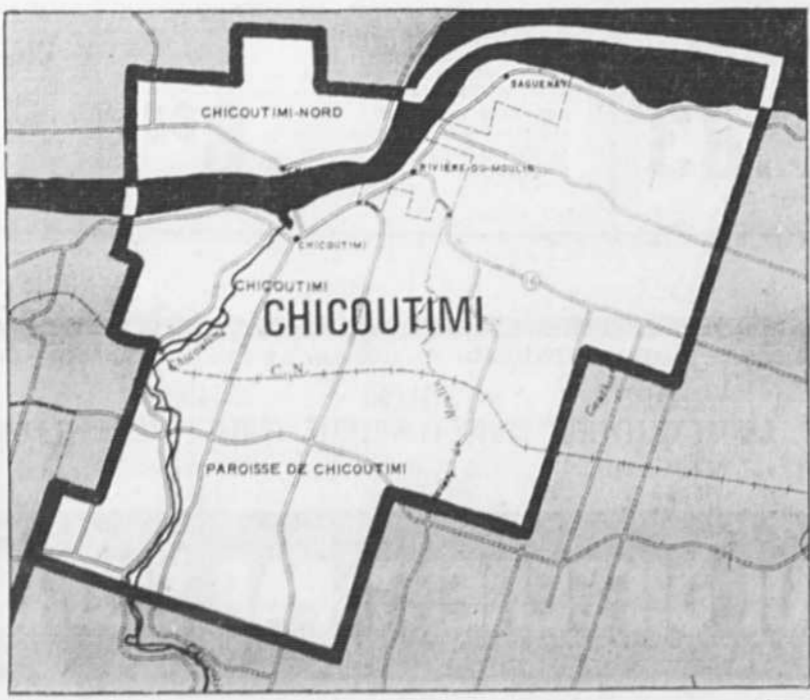
Pour ce qui est des hommes en



présence, la lutte promet d'être très intéressante dans les trois comtés, chaque candidat ayant à un titre ou à un autre des racines profondes dans le milieu. L'UN règne encore dans Chicoutimi (Jean-Noël Tremblay) et Dubuc (Roch Boivin) — pour combien de temps? — tandis que le libéral Gérard Harvey réussissait en 1960 à passer de teneur de livres à la Price au rang de député dans Jonquière. Le PQ est arrivé deuxième dans Jonquière et bon troisième ailleurs lors des dernières élections, loin devant les créditistes, qui ne semblent pas avoir une bien grande clientèle, même s'ils présentent des candidats intéressants, notamment à Chicoutimi.

Une chose est certaine cependant, le député unioniste sortant de Chicoutimi, M. Jean-Noël Tremblay, qui s'est fait élire en 1970 avec une majorité de près de 2,300 voix, alors qu'il était ministre des Affaires culturelles, n'est pas prêt de se faire pardonner par ses électeurs l'implantation des services administratifs régionaux dans la ville rivale de Jonquière.

En effet, peu avant le déclenchement des élections par Jean-Jacques Bertrand, le ministre Tremblay avait dévoilé en grandes pom-



pes des plans de l'édifice administratif de SA capitale régionale, Chicoutimi. Il obtenait même un arrêté en Conseil consacrant cet état de fait, confiant de passer à la réalisation dès le retour des unionistes au pouvoir. Avec le balayage que l'on sait, M. Tremblay sauvait sa chemise, mais perdait l'aurole ministérielle.

### ... malin et demi

Accédant au portefeuille du Revenu dans le cabinet Bourassa, M. Gérard Harvey avait tôt fait de faire pencher la balance de son côté et de biffer l'arrêté en Conseil Tremblay. Il s'ensuivit que l'édifice administratif régional, bien libéral, est présentement en construction à Jonquière dont il consacre le caractère de capitale. Ça, un vrai Chicoutimien ne le prend pas!

Du côté libéral, M. Tremblay fait face à un candidat de taille, Me Marcel Claveau, dont on vante un peu partout le sens aigu de l'organisation. On lui sait gré d'avoir fait un succès des Jeux du Québec en 1972. On rappelle qu'il a réussi aux dernières élections fédérales, appelé d'urgence à la mi-campagne, à faire réélire le libéral Paul Langlois. De même, en 1970, il assurait l'élection du maire de Chicoutimi, M. Ori Girard, dont les affinités libérales sont un secret de polichinelle.

Chez les péquistes représentés par Me Marc-Anré Bédard, qui se classait à environ 1,500 voix de la tête aux dernières élections provinciales, de même que chez les créditistes, qui misent sur l'ancien président du Conseil régional de développement, M. Paul-Henri Brassard, on chuchote que M. Tremblay a été "convaincu" par les libéraux de rester sur les rangs pour diviser les votes en leur faveur, dans l'espoir d'un poste quelconque.

### "On vend en gros..."

"Notre Jean-Noël national", comme on l'appelle ici, se contente de hausser les épaules devant de telles accusations. Il reste que ses interventions à la télévision, à la radio et à son comité d'organisation sont presque exclusivement orientées contre le PQ. Et il n'y va pas avec le dos de la cuillère. Selon le scénario qu'il présente à la population, l'indépendance du

Québec sourait mener qu'à une dictature sanglante de gauche ou de droite. M. Lévesque, à l'instar d'Allende, au Chili, ne tarderait pas à être doublé par les éléments extrémistes du Québec. L'indépendance tranquille, dit-il en substance, n'est qu'un "frame-up" cachant une volonté péquiste bien ancrée d'instaurer au Québec un pouvoir totalitaire socialiste.

Si vous vous montrez étonné de telles simplifications, il vous réplique: "dans une campagne électorale, surtout aussi brève que celle-ci, on vend en gros, pas au détail!"

# L'élection ne se gagne pas avec la Baie James

par Marcel PEPIN

VICTORIAVILLE — Blottie aux pieds des monts Apalaches, majestueuse en cette saison, la ville de Victoriaville compte peu de chômeurs, moins d'assistés sociaux qu'ailleurs, un maire frère de ministre et un ministre. Et elle semble heureuse.

Loin des débats idéologiques de la métropole, la campagne électorale a à peine pris son envol ici. La politique régionale est dominée par deux hommes: André Fortin, le député créditiste fédéral et Gilles Massé, le ministre des Richesses naturelles dans le gouvernement Bourassa.

Ce dernier n'a pas la réputation de magicien des élections que tout le monde prête à André Fortin, qui ravissait aux élections fédérales de 1972 une majorité dans tous les polls du comté et terminait avec 10,000 voix d'avance sur son adversaire libéral.

Cependant, à travers Gilles Massé, c'est le puissant Parti libéral qu'on respecte. C'est aussi la rentabilité de voter du bon côté et d'avoir une voix au cabinet. C'est l'espoir de drainer dans la région des millions de dollars que d'autres n'auront pas parce qu'ils n'ont pas su freiner à temps l'invasion créditiste.

### Les partis d'opposition

Le candidat d'Yvon Dupuis est un jeune homme de 26 ans, de belle prestance, sorti tout droit de la manche d'André Fortin. Adjoint d'André Fortin à Ottawa depuis trois ans, Jacques Nadeau compte sur l'immense popularité de son patron pour remporter le comté, même si ses propres lettres de créance dans la région sont assez minces et ses talents d'orateur quasi inexistantes.

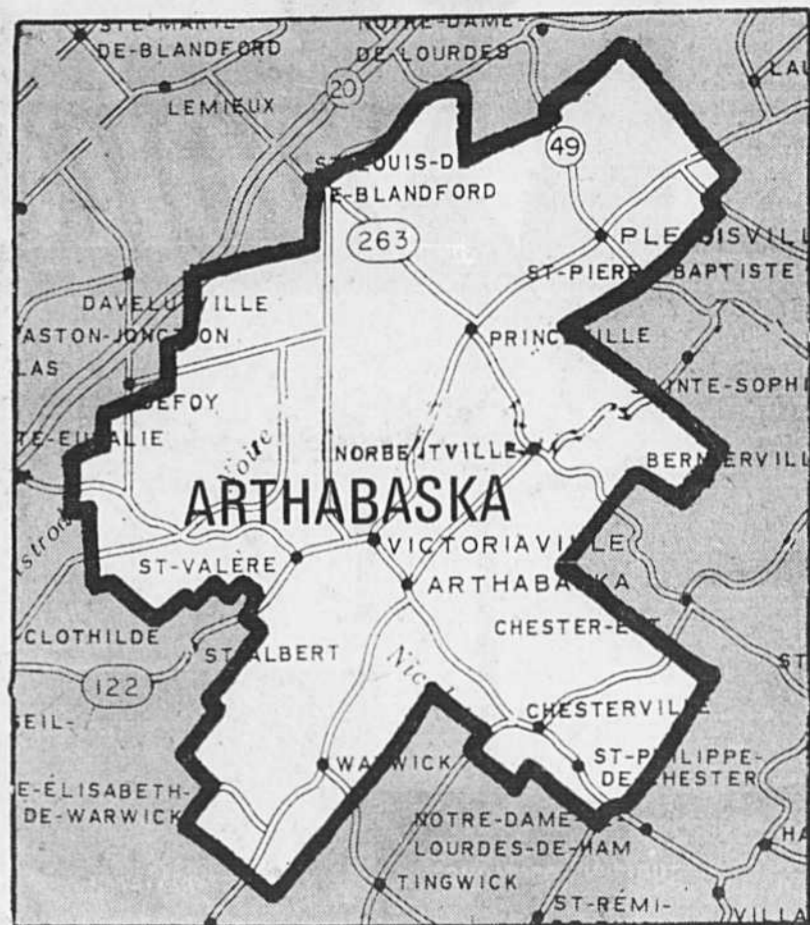
Par contre, le PQ a fait un effort pour s'écarter de son image de "parti de professeurs" dans la région: il a jeté son dévolu sur un administrateur de la société Forano de Plessisville, M. Jean-Maurice Richard, âgé de 45 ans. Ce dernier, qui en est à sa première expérience politique, contribue, ici comme en tant d'autres régions de la province, à renforcer l'image de respectabilité que le PQ tente systématiquement de se donner dans tous les coins du Québec.

L'Union nationale, naguère reine et maîtresse des Bois-Francis, a été la première à désigner son candidat: M. Laurier Gardner, 29 ans, professeur au niveau secondaire, frère de l'ancien député Roch Gardner. Alfable, portant un nom connu dans la région, M. Gardner pense rapatrier les fidèles égarés dans le camp créditiste.

### Tout peut arriver

Le comté d'Arthabaska est formé des villes de Victoriaville, Plessisville, Princeville, Arthabaska et Warwick. Situé en plein centre du fief créditiste il a néanmoins choisi un député provincial libéral en 1970. M. Gilles Massé ne l'emportait que par 200 voix sur son plus proche adversaire, le créditiste Louis-David Paré. L'Union nationale se classait troisième, avec six mille voix, tandis que le candidat péquiste, tout en arrivant au dernier rang, parvenait à récolter 4,000 voix, soit la moitié du total alloué au libéral.

Cette fois, tous les stratèges conviennent que tout peut arriver, y



compris une victoire péquiste, tant est mystérieux le comportement des 6,000 électeurs qui ont appuyé l'UN en 1970. Dans le camp libéral, on souhaite que le candidat de M. Loubier parvienne à conserver un bloc important de votes, pour éviter de trop grossir la clientèle créditiste. Chez les péquistes, on croit plutôt que les unionistes qui ont résisté à la vague libérale et à l'assaut créditiste de 1970 préféreront se réfugier au PQ plutôt que d'appuyer Yvon Dupuis.

### Pas de thèmes

Vingt jours avant le scrutin du 29 octobre, les stratèges de tous les partis cherchent encore le filon qui leur permettra de soulever l'intérêt des 33,000 électeurs du comté d'Arthabaska. Même s'ils sont à l'aise en dénonçant le chômage et autres calamités du genre, les créditistes ont peu de chances de faire fortune sur ce terrain. Il y a peu de chômage dans la région. Le directeur du Centre de main-d'Oeuvre, M. James Aubut, affirme même qu'il y a pénurie de travailleurs dans plusieurs secteurs.

L'économie régionale repose sur le meuble, le bois ouvré, le fer ornemental, le vêtement, la fibre de verre.

A cause du très grand nombre de foyers où l'homme et la femme travaillent, le salaire familial est assez rond, même si la moyenne horaire des salaires dans l'industrie manufacturière régionale n'atteint que \$2,10, quelques cents de plus que le salaire minimum.

Principal centre de la région, l'agglomération Victoriaville-Arthabaska compte un important secteur tertiaire: 1,000 employés d'hôpital, 1,500 enseignants, quelques centaines de fonctionnaires provinciaux, fédéraux et municipaux. La construction est active. Les loisirs organisés sont nombreux.

Consentis de l'avantage que constitue une situation économique re-

lativement confortable, les libéraux entendent exploiter à fond les investissements dans le comté, jouent la carte des routes, des ponts, des hôpitaux à construire, des subventions passées et futures aux municipalités; en outre, ils promettent de faire encore mieux, s'ils sont réélus.

Un peu coincé, le PQ se rabat sur le programme national du parti.

### La Baie James

Tous les adversaires du ministre Massé espèrent aussi faire des gains en dénonçant "l'absence chronique" du ministre dans le comté. "Pendant qu'il s'occupait de la Baie James, nous, dans Arthabaska, on n'avait plus de député", affirment les créditistes. Mais en grattant un peu, on constate que les gens sont un peu flattés que "leur homme" ait été mêlé au "projet du siècle".

La danse des millions, les 100,000 emplois, la loi et l'ordre, le crime organisé, la pollution et les Indiens, ce sont des questions qui ont peu de prise ici, à ce qu'il semble. La publicité des partis tourne autour des routes à construire ou à élargir.

Et la stratégie, c'est d'attendre encore un peu. Attendre de voir si Yvon Dupuis passera la rampe, si René Lévesque doit être dépeint comme un dangereux "socialiste communiste" ou s'il vaut mieux l'ignorer.

Ici, les syndicats sont tranquilles et dociles, les professeurs enseignent, les étudiants étudient et les notables font de la politique de la bonne manière au moment opportun, c'est-à-dire dans le camp gagnant. Est-ce suffisant pour faire passer Arthabaska dans le camp créditiste?

On a déjà compris dans Arthabaska qu'on ne fera pas élire un député libéral avec la Baie James!

# Un candidat de l'UN que nul ne peut ignorer

par Pierre VENNAT

envoyé spécial de LA PRESSE

LABELLE — René Lévesque a rompu son mutisme envers l'Union nationale samedi et a dû profiter de son passage à Labelle pour parler, même si ce n'est que brièvement du parti de M. Gabriel Loubier.

Ce faisant, M Lévesque ne faisait que refléter une réalité: personne ne peut ignorer, dans Labelle, Fernand Lafontaine.

Labelle est un des rares comtés du Québec où les quatre partis officiels se livrent une vraie guerre, lutte dont on ne peut que profiter l'ex-ministre de la Voirie, ex-organisateur en chef de l'Union nationale et sorte de "père" pour les gens du comté, qu'il représente depuis 1959, alors qu'il fut élu lors d'une élection complémentaire.

Toutefois M. Lafontaine, jusqu'ici, laisse plutôt ses adversaires s'entre-tuer. On chuchote dans le comté que si les choses allaient mal pour lui, il est toujours possible qu'il ne fasse pas campagne et se retire. En fin de semaine, il a commencé à faire du porte à porte sans avoir élaboré de stratégie électorale précise et sans avoir même ouvert de comité comme tel.

Les péquistes connaissent les difficultés de Labelle et, sans l'avouer, c'est surtout dans Prévost qu'ils mettent "le paquet". Samedi soir, faute de chanoine Jacques Grandmaison pour porter leurs couleurs, les péquistes se sont repliés sur un jeune et dynamique



Fernand LAFONTAINE... depuis 1959.

principal d'école, Jean-Claude Lauzon.

Celui-ci a réussi à soulever une foule évaluée à 1,200 personnes réunies à l'École polyvalente de Saint-Jérôme, aidé en cela d'ailleurs par un René Lévesque en pleine forme et par nul autre que le chansonnier Gilles Vigneault qui, donnait un spectacle dans une salle avoisinante, est venu donner un coup de main au PQ.

### Le parquet

Pour en revenir à Labelle, où le

PQ présente Jacques Léonard, les autres partis ont eux aussi sorti leur grosse batterie.

Les créditistes ont désigné Jean-Guy Sabourin pour porter leurs couleurs. On sait qu'il y a dans le comté un sérieux fond créditiste. Le comté a déjà élu, au fédéral, un député créditiste qu'on s'est empressé de battre à l'élection suivante quand il a voulu se présenter sous la bannière conservatrice.

Les libéraux, eux, pour leur première assemblée publique, ont fait venir un ministre, Paul Phaneuf, complètement inconnu dans la région au point que personne n'a applaudi son arrivée à la convention du parti, personne ne le connaissait, peut tenter d'augmenter les chances de leur poulain, Roger Lapointe, administrateur scolaire.

Dans Labelle, on est loin d'être libéral puisque Fernand Lafontaine, député depuis 14 ans, succédait à un autre ancien ministre unioniste, Albiny Paquette. Et Labelle, au fédéral, a été longtemps représenté par Henri Courtemanche, élu tantôt comme conservateur, tantôt comme indépendant et plus tôt, il y a de cela bien longtemps, on élisait Henri Bourassa, qui lui aussi tenait tête aux partis traditionnels.

C'est donc dire que dans le comté, on a une tradition d'indépendance et l'on vote pour l'homme plutôt que pour le parti.

C'est là-dessus que comptent les partisans de Fernand Lafontaine, en espérant aussi que les "infidèles" s'entre-déchireront: péquistes, libéraux et créditistes.

# Loubier part "en croisade" par un discours-marathon de trois heures

par Rhéal BERCIER

**SAINT-CHARLES** — Le chef de l'Union nationale, M. Gabriel Loubier, a inauguré hier sa campagne électorale en dénonçant implacablement la création d'une "Union libérale" qui, selon lui, a été formée pour combattre l'Union nationale.

Ce front commun a pour chef le colonel Robert Simard-Desrochers Bourassa, et ses deux adjoints, avec statut de caporal, sont René Grégoire-Vallières Lévesque, et Yvon Loto-Silver Dupuis, à ironisé M. Loubier.

C'est devant quelque 700 de ses partisans entassés dans le Centre éducatif de Saint-Charles, dans le comté de Bellechasse, qu'il représente depuis 1962, que le chef de l'UN a fait un discours de plus de deux heures et demie dans lequel il a stigmatisé ses adversaires. Son auditoire a bu littéralement ses paroles.

Précisant qu'il était le seul chef des formations politiques en lice à n'avoir jamais été député ou ministre libéral, M. Loubier a ajouté que cette "armée rouge", créée par les "chefs de la lâcheté, de la démagogie et de l'extrémisme" ont convenu de se diviser le territoire pour éliminer définitivement l'Union nationale de la carte politique.

Selon le chef de l'UN, la stratégie de cette "inconsciente et funeste armée" est la suivante:

— le Parti libéral va prendre d'assaut les anglophones de Montréal pour s'assurer 20 p. cent de l'électorat;

— le Parti québécois continuera son invasion hitlérienne de demi-vérités, son opération de lessivage psychologi-

que, sa guérilla intellectuelle pour capter le vote des séparatistes, des socialistes et des extrémistes de tout acabit;

— le Parti créditiste "fera sa job de rouge" en tentant de séduire les défavorisés, les classes moins privilégiées. Il utilisera tous les artifices et les pirouettes du vulgaire exploiteur de la veuve et de l'orphelin. Son chef, selon M. Loubier, tuera sa mère pour assiter au pique-nique des orphelins.

## Le chef libéral

Poursuivant ses attaques à l'endroit des chefs, M. Loubier a accusé M. Bourassa d'avoir trahi le Québec et d'avoir usurpé le pouvoir. "Jamais un premier ministre du Québec — si ce n'est Godbout — n'a autant humilié notre nation et n'a accepté avec autant de lâcheté l'invasion arrogante d'Ottawa dans tous les secteurs de juridiction provinciale. Il a appelé M. Bourassa le "petit prince", le "chérubin" et "notre Miss Clair national", lui demandant d'avance 100,000 fois pardon.

Au sujet de M. Lévesque, il l'a accusé de diviser les nationalistes québécois pour passer en douce son message socialiste.

Selon le chef de l'UN, M. Lévesque tente de faire croire que, pour être bon nationaliste, il faut être séparatiste et socialiste. "Pour faire passer son socialisme, il joue la carte nationaliste. C'est là la technique qu'à toujours utilisée le communisme international pour provoquer la révolution dans les pays qu'il a conquis. C'est le

mirage de l'affranchissement définitif des peuples qui a permis au communisme et au socialisme de les assujettir à leur esclavage."

Quant à M. Yvon Dupuis, M. Loubier lui a réservé le dessert. Après avoir rappelé son passé et souligné des anecdotes qui a fait s'esclaffer la foule, le chef de l'UN l'a qualifié d'imposteur, de tricheur et de farceur.

"Il a volé le "crédit social" pour le livrer au Parti libéral et rendre grâce à son bienfaiteur. Voilà le portrait connu d'Yvon Dupuis. L'image qui se dégage de cet individu ne peut être plus précise: collusion avec les libéraux et incapacité d'administrer les affaires publiques."

## Une solution

Rappelant que l'Union nationale a toujours été l'instrument démocratique qui a sauvé le Québec aux heures critiques, notamment en 1935 par l'élection de M. Maurice Duplessis et en 1966 par celle de M. Daniel Johnson, M. Loubier a lancé un appel à tous les Québécois pour entrer dans les rangs de l'UN et "combattre avec force et courage afin de redonner au Québec un gouvernement réaliste, dynamique et nationaliste".

Il a décrit l'Union nationale comme étant un parti du peuple, un parti du centre, un parti de la dignité et de la fierté québécoise.

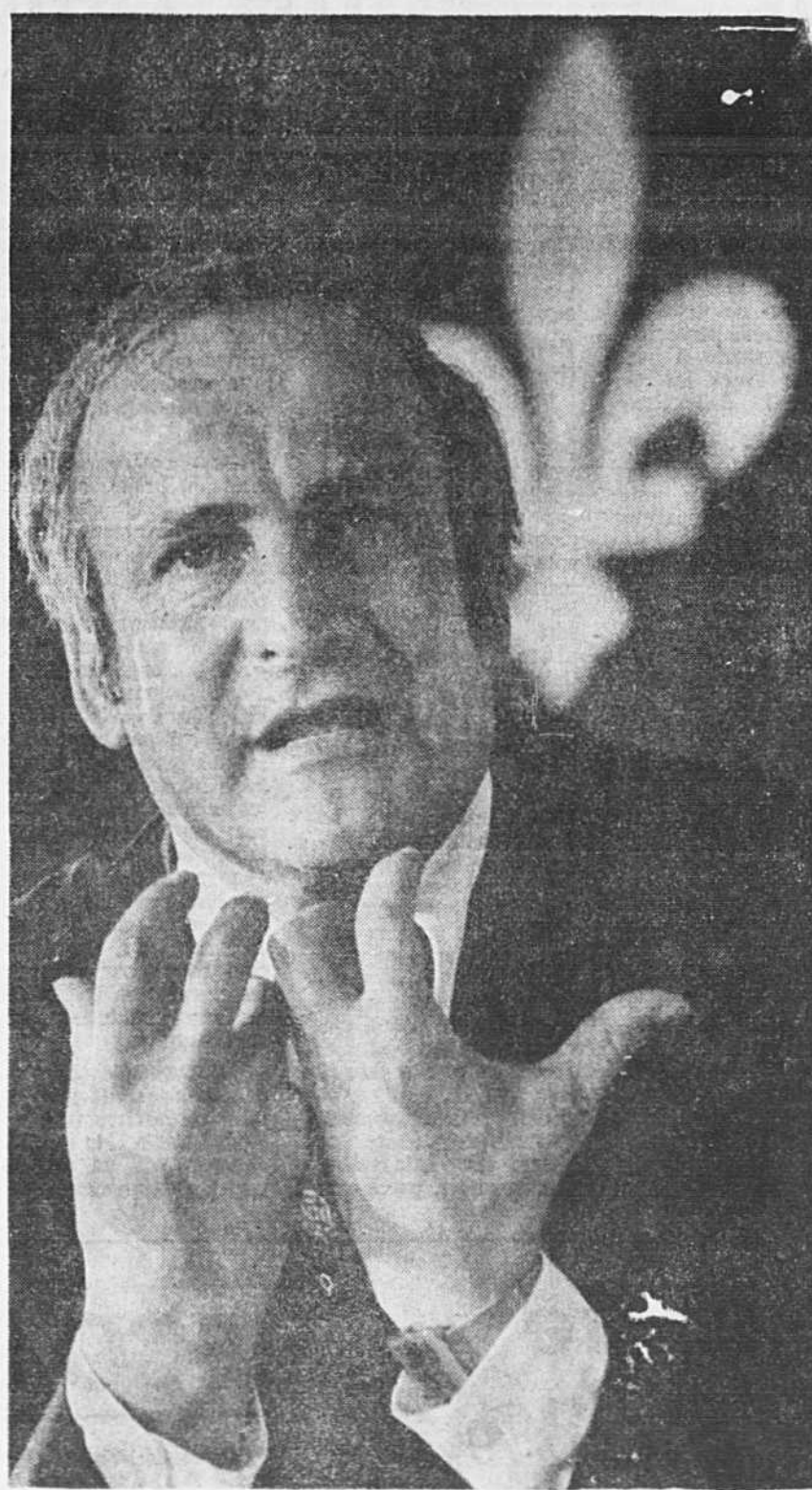
"L'UN sent que l'heure est venue d'unir et non de diviser les Québécois; de fortifier et non de démolir le Québec; de consolider notre économie et non de la saboter; de remettre de la logique, de l'humanisme, de la justice sur le plan social et d'affirmer notre volonté d'oeuvrer dans un Canada moderne pour l'avenir d'un Québec fort."

M. Loubier a déclaré que le présent affrontement sera vit et que "les lâches, les démagogues, les extrémistes sont à l'oeuvre et ne reculeront devant rien pour combattre l'Union nationale".

## Le début de la croisade

Il a admis que l'UN avait connu des revers, des défaites. "On a perdu des batailles, mais jamais la guerre". Aux citoyens de Bellechasse, M. Loubier a déclaré que c'est leur message qu'il veut faire entendre aux quatre coins du Québec.

"C'est de Bellechasse que je pars en croisade et ce sont les besoins, les convictions, les aspirations de vous tous que je veux faire comprendre partout, parce que vous êtes le miroir de ces Québécois qui veulent évoluer dans l'ordre, la liberté et la justice", a-t-il déclaré!



"C'est de Bellechasse que je pars en croisade", s'est écrié hier le chef de l'Union nationale, M. Gabriel Loubier, dans une longue diatribe contre ses adversaires politiques qui marquait l'ouverture officielle de sa campagne dans sa propre circonscription.

# Bourassa promet une leçon aux syndicats

par Gilles LESAGE

envoyé spécial de LA PRESSE

**HULL** — Tout au long de la fin de semaine qui l'a mené dans huit comtés à travers le Québec, le premier ministre a fustigé l'action politique des chefs syndicaux et soutenu qu'ils recevront leur leçon le 29 octobre.

M. Robert Bourassa a également affirmé avec force que son gouvernement est disposé à "améliorer les modalités" du projet de loi (bill 89) visant à assurer les services essentiels en cas de grève dans les secteurs public et parapublic, mais qu'il ne sera pas enterré, ainsi que plusieurs le pensaient.

Tant à Rivière-du-Loup qu'à Joliette, samedi, et à Hull, hier soir, le chef du Parti libéral s'en est pris verbalement aux chefs syndicaux — notamment MM. Pepin, Laberge et Char-

bonneau — et au nouveau projet de Front commun pour "abattre le gouvernement Bourassa" et partout, ces virulentes attaques ont été les plus chaudement applaudies.

"S'ils se donnaient la peine d'écouter les travailleurs, les chefs syndicaux s'apercevraient que ces derniers veulent d'abord améliorer leurs conditions de travail; leur rôle n'est pas politique. Ils veulent se venger parce que nous avons fait respecter la loi. Mais la population du Québec ne les suivra pas, parce qu'elle veut le respect de la loi, de l'ordre et des droits fondamentaux.

Aux yeux de M. Bourassa, le syndicalisme ne constitue pas une "menace", mais "un instrument irremplaçable qui doit être utilisé dans le respect de la loi". Il dit qu'il n'a rien contre les chefs syndicaux mais que ce sont eux qui, les premiers, ont attaqué le gouvernement dès le début de la campagne électorale.

Le premier ministre a réaffirmé son intention de tout mettre en oeuvre pour éviter une autre grève dans le secteur public. Il veut éviter la répétition des événements de mai 1972. "On a tout dit du bill 89, qui vise simplement à assurer les services essentiels en cas de grève dans le secteur public."

Selon les centrales syndicales, le projet de loi équivaut à toutes fins utiles à l'abolition du droit de grève dans le secteur public, étant donné qu'il est assorti de conditions fort contraignantes.

M. Bourassa a clairement indiqué qu'il n'est pas question de le mettre au rancart et qu'il reviendra devant l'Assemblée nationale le printemps prochain. "Nous sommes prêts à écouter les représentations et à améliorer les modalités du bill, mais nous sommes d'accord pour éviter une autre grève dans le secteur hospitalier. C'est ce que vise le bill 89."

Ce faisant, le chef libéral estime qu'il n'agit pas contre les travailleurs et qu'aucun gouvernement n'a fait plus que le sien pour eux.

# Bourassa à la défense de ses journalistes

A deux reprises, hier, M. Bourassa s'est porté à la rescousse des journalistes, violemment pris à partie la veille par le chef créditiste, M. Dupuis. "Ce n'est pas en traitant les journalistes de salauds, d'infects, de niaisés comme il le fait, que M. Dupuis va accroître le respect de la population envers les journalistes. Pour un chef de parti qui aspire à diriger le gouvernement, il manque beaucoup de sang froid et de calme. Les journalistes ont le droit d'exercer leur métier sans être insultés et les propos de M. Dupuis à leur égard sont inadmissibles."

Plus tard, le premier ministre a dit qu'il n'avait rien contre Québec-Press, "un journal engagé et qui a la franchise de le dire", même s'il n'est pas d'accord avec ses options.

# Au pouvoir, le PQ s'emploierait à définir les services essentiels

par Claude GRAVEL

M. René Lévesque a affirmé, en fin de semaine, qu'un gouvernement du Parti québécois s'emploierait à définir les services essentiels des secteurs public et parapublic et que les syndicats devraient respecter cette définition après qu'on leur aurait exposé, "sans cachette, longtemps avant l'expiration des conventions collectives", la masse salariale dont la collectivité dispose pour eux.

"Il n'y a pas un syndicat qui a le droit dans une société civilisée de bloquer des hôpitaux et de couper le courant", a-t-il lancé à Labelle, dans les Laurentides, au cours de sa tournée du week-end qui a conduit également à Saint-Jovite, Sainte-Agathe, Saint-Jérôme, Beauharnois, Valleyfield et Longueuil où il a pu, au total, s'adresser à quelque 7,000 partisans.

Le président du PQ a précisé que la notion de services essentiels ne s'étendrait pas "jusqu'aux secrétaires de ces messieurs" (cadres et dirigeants),

de façon à ne pas enlever le droit de grève aux syndiqués. "Mais il ne faut plus qu'on joue avec cette notion parce qu'on en arrive aux excès des libéraux sortant et à des lois qui vont abolir les droits des travailleurs."

M. Lévesque, qui évite durant sa tournée d'identifier son parti aux centrales syndicales de manière à ne pas donner prise aux attaques libérales, a affirmé qu'un gouvernement du Parti québécois en sera un "de tous les Québécois, avec un immense parti pris pour les travailleurs, qui forment 80 p. cent des Québécois".

Le Parti québécois, a-t-il souligné, est avant tout proche des travailleurs les plus faibles, de ceux qui ne sont protégés par aucune union, qui gagnent généralement les salaires les plus bas. Mais il est également proche des travailleurs organisés, à condition qu'ils négocient de bonne foi.

## Les otages libéraux

Tout au long du week-end, M. Lé-

vesque a repris ses attaques contre les libéraux, mais en dramatisant les conséquences d'une victoire libérale le 29 octobre prochain. Après avoir rappelé que "tout ce qu'il y a de première équipe dans ce gouvernement se tasse du côté anglophone", dans des comtés à l'ouest du boulevard Saint-Laurent, le chef du PQ a déclaré:

"Tous ces gens sont en train de devenir les otages du vote anglophone et de ceux — les média d'information anglophones, les gros bonnets de la rue Saint-Jacques, les grandes sociétés — qui les manipulent et alimentent en même temps la caisse du parti. Si ce gouvernement-là est réélu avec une forte majorité ou avec une opposition émiettée, ce sont quatre années extraordinairesment coûteuses qui peuvent venir pour le Québec."

M. Lévesque a dit que la formation "d'un gouvernement des Québécois, par les Québécois et pour les Québécois est devenue une véritable urgence nationale" si on ne veut pas se retrouver avec des ministres enchaînés par le vote anglophone et un gouvernement "manipulé publiquement et en coulisse par les compagnies anglophones et multinationales".

Le leader souverainiste a déclaré que son parti a déjà atteint "le strict minimum" depuis le début de la campagne électorale et qu'il est désormais assuré de former l'opposition officielle à l'Assemblée nationale. "Cet objectif-là, on ne peut pas le manquer; on deviendra une très grosse opposition."

"Mais il y a un courant au Québec et si ce courant se maintient, si on travaille avec confiance, sérénité et acharnement, il n'est pas impossible que nous formions le gouvernement. Mais attention, si la machine libérale se sent menacée, surtout durant les derniers dix jours de la campagne, on est mieux de se guetter."

Partout durant la fin de semaine, le chef péquiste a parlé devant des salles comblées: 200 personnes à Labelle et à Saint-Jovite par un samedi après-midi ensoleillé; 350 personnes à Sainte-Agathe, dans le comté de Laurentides-Labelle; 1,200 partisans samedi soir à Saint-Jérôme, dans le comté de Prévost; une centaine de personnes à l'hôtel de ville de Beauharnois, hier matin; 2,500 personnes à l'Aréna de Valleyfield, hier après-midi; 900 personnes à la polyvalente Gérard-Filion, dans le comté de Tailleur, après le souper; 1,600 personnes au cégep Edouard-Montpetit à la fin de la soirée, à Longueuil, dans le comté de Laporte, où le candidat Pierre Marois entreprend sa troisième lutte en trois ans et demi.

Aujourd'hui, René Lévesque visite son propre comté, celui de Dorion, à Montréal.

# en bref

La "sauce Chili" de J.-N. Tremblay

Selon le candidat unioniste dans la circonscription de Chicoutimi, M. Jean-Noël Tremblay, "le nationalisme de M. René Lévesque n'est qu'un paravent pour assaisonner le Québec à la sauce Chili".

M. Tremblay, qui présenterait hier le chef de son parti, M. Gabriel Loubier, à une foule de partisans de Saint-Charles, s'est lancé dans une longue diatribe contre le PQ et son chef, M. Lévesque, affirmant que celui-ci "a du sang sur les mains".

"J'ai fait cette affirmation en 1970. Les gens ont dit que je faisais du terrorisme intellectuel. Les événements m'ont donné raison".

M. Tremblay a précisé qu'il faisait allusion aux événements d'octobre 1970. Il a ajouté que le récent livre de Pierre Vallières, "La violence armée", qui est "la bible des anarchistes", ajoutait foi à son affirmation.

## Une prédiction d'Yvon Dupuis

Le chef du Parti créditiste, M. Yvon Dupuis, est des plus optimistes quant aux résultats de l'élection du 29 octobre.

Selon lui, son parti fera élire 55 candidats, tandis que les libéraux ne remporteraient que 49 sièges, les péquistes trois et les unionistes trois également.

Il a fait cette prédiction à quelques journalistes à bord de l'avion qui le transportait de Saint-Jean à Rouyn.

## Encore et... toujours Foglia

Reprenant une attaque contre le chroniqueur sportif de LA PRESSE, Pierre Foglia, dont l'humour n'avait guère été appréciée en terre abitiennienne lors des Jeux du Québec cet été, le chef fédéral du Crédit social, M. Réal Caouette, qui accompagnait en fin de semaine M. Yvon Dupuis pour l'inauguration de sa campagne électorale, a de nouveau reproché à Foglia d'avoir considéré les gens de sa région comme des "arriérés".

"Venez dans la région de Montréal, le long du fleuve, je vais vous en montrer des arriérés" a-t-il enchaîné en faisant allusion aux comtés péquistes. Le chef Yvon Dupuis lui a répondu "Y en a plus d'innocents à Montréal", pour illustrer le recul péquiste qu'il croit percevoir. M. Caouette, par ailleurs, ne s'est jamais tant enroulé la langue qu'en fin de semaine alors que voulant parler des créditistes il a lâché: "les christ..." Il s'est aussitôt repris.

## Le "coup" des pompiers

Depuis le début de la campagne électorale, le Parti québécois s'était abstenu d'organiser des défilés dans les rues des villes que visite le chef, M. René Lévesque. Hier soir, dans le comté de Laporte, à Longueuil, il a pris le risque de revenir à cette bonne vieille habitude que les partis politiques utilisent pour fouetter l'ardeur de leurs partisans.

Mal lui en prit. Pendant que 75 voitures, placardées d'affiches, ornées de fleur-de-lys, roulaient rue Saint-Charles, elles furent doublées par trois camions de pompiers, toutes sirènes ouvertes. L'effet psychologique fut désastreux, ces beaux camions rouges n'annonçant pas généralement d'événements heureux.

Dix minutes plus tard, au Service des incendies de Longueuil, on signalait que "tout était sous contrôle". Les pompiers avaient dû se rendre d'urgence éteindre un petit feu de broussaille qui venait d'être allumé dans un champ aux limites de la ville. Probablement par des jeunes, ajoutait-on.

## Les "déserteurs" de l'Union nationale

Le chef de l'Union nationale, M. Gabriel Loubier, a démenti hier la nouvelle selon laquelle MM. Maurice Martel, Réal Fréchette et Gérard Lebel, anciens députés et militants unionistes, sont passés au Parti québécois.

Pour M. Loubier, cette nouvelle est le fruit d'une stratégie visant à créer un climat propice au Parti québécois "Nos députés et nos meilleurs militants ont été pressentis par le Parti créditiste et le PQ, mais en vain", a-t-il soutenu.

## Les sondages

Par ailleurs, parlant des sondages, M. Loubier a souligné que le véritable sondage aura lieu la journée de l'élection, le 29 octobre.

Le chef unioniste estime que les sondages qui, a-t-il dit, ont pour but de favoriser soit le Parti libéral, soit le Parti québécois, sont "une tricherie viscéralement écoeurante".

# Le "fils de Daniel" a bien appris de son père

par Paul LONGPRE

**PORT-ALFRED** — "Il n'y a pas à dire... c'est bien le fils de Daniel!"

Dans une région qui a longtemps été une chasse-gardée unioniste, dans un comté encore détenu par l'UN, Dubuc, siège du Dr Roch Boivin, c'est un compliment qui vaut politiquement son pesant d'or. Ce compliment, c'était la réaction unanime des militants péquistes les plus âgés, et ils étaient nombreux, qui s'étaient massés hier dans le gymnase de l'école de Port-Alfred pour participer à l'élection de M. André Desgagnés, recteur de l'Université du Québec à Chicoutimi, comme porte-étendard du Parti québécois dans cette circonscription.

Dégingandé, presque nonchalamment appuyé sur le lutrin où il avait placé ses notes, Marc Johnson, fils de Daniel, a littéralement soulevé son auditoire de quelque 700 personnes, maniant avec un égal succès le sarcasme, l'humour et le sérieux. En soirée, il rééditait son exploit à Roberval, où il participait au lancement de la cam-

pagne du candidat péquiste du comté M. Alain Bouchard.

En plus d'expliquer avec un rare talent de vulgarisateur les grandes lignes du programme du PQ, notamment les chapitres portant sur le développement économique et l'agriculture, Marc Johnson, étudiant en médecine, a fait jubiler ses auditeurs en se livrant à une véritable séance de dissection à froid des trois autres formations politiques du Québec.

De l'Union nationale, il souligne les batailles épiques de l'autonomie, sous Duplessis, puis de l'affirmation des droits du Québec, sous Johnson. De 1966 à 1969, note-t-il, l'UN a livré un combat incroyable en matière de relations fédérales-provinciales, de communications, de main-d'oeuvre et d'ouverture à la francophonie.

"Puis vint le bill 63, accordant aux anglophones des droits qu'aucune minorité ne possède en Occident. Et enfin, la crise d'octobre 70, dans laquelle l'UN a emboîté servilement le pas derrière Trudeau et Bourassa, qui mettaient dans le même sac les 660,000 électeurs péquistes et une quinzaine de

criminels de droit commun (les félquistes).

"C'en était trop, là je suis devenu carrément indépendantiste. L'égalité (poursuivie par son père) n'était plus possible au Québec."

Les créditistes, souligne M. Johnson, ce sont des gens sincères et naïfs qui, à la suite d'un putsch, sont maintenant sous le régime d'un colonel. Fini le financement démocratique. Fini les conventions. Les candidats, on les nomme d'office.

"Voyez Armand Bois, lance-t-il à son auditoire, le Parrain vient de lui faire une offre qu'il ne pouvait pas refuser!"

Quant au Parti libéral, sous Robert Bourassa, il aura poussé à l'extrême limite la politique du "développement industriel pour les autres", soutient-il.

"Un gouvernement de gens à genoux devant les entreprises multinationales, devant le pouvoir fédéral, devant tout, sauf devant les syndicats ouvriers. Bien sûr que ce ne sont pas eux les boss du Québec, dit-il du mouvement syndical. Mais pourquoi alors serait-ce IBM, GM ou ITT?"



Marc JOHNSON... puis vint le bill 63.

# Chaque nuit, \$8 millions grouillent sur votre pelouse

par Jean-Paul SOULIE

Les vers de terre pourraient fournir au Québec une source de revenus non négligeable et des emplois en grand nombre. Mais le gouvernement, mis au courant des vastes possibilités de l'exploitation de cette richesse naturelle dès le printemps de 1972, n'a encore rien fait. C'est ce qui ressort d'un dossier que LA PRESSE a réussi à se procurer. Pourtant, dans une des lettres contenues dans ce dossier, le premier ministre Bourassa se disait vivement intéressé par les créations d'emplois, d'où qu'elles viennent.

Le projet, présenté par un industriel ontarien, grossiste en vers de terre et en mènes, semblait répondre au désir des deux gouvernements, fédéral et provincial, de trouver des emplois pour la main-d'œuvre non spécialisée.

Il avait en outre l'avantage de présenter des garanties de rentabilité, comme en fait foi une étude faite par des comptables agréés de Niagara Falls, Ontario.

C'est peut-être ce qui explique le fait que la Société Générale de Financement — SGF — n'ait pas été chargée de s'occuper de l'affaire. Le dossier des vers de terre est passé successivement du bureau du premier ministre à celui du ministre de l'Industrie et du Commerce, puis entre les mains de divers hauts fonctionnaires, sans résultat.

**Des emplois pour les chômeurs**

De 1,000 à 1,500 emplois pourraient être créés rapidement au Québec par l'exploitation de cette richesse naturelle particulièrement abondante à peu près dans toutes les régions de la Belle Province.

C'est ce que soutient M. James D. Brennan, de Thorold, en Ontario, propriétaire de la compagnie Jim's National Bait.

M. Brennan est un spécialiste des appâts pour la pêche, et selon lui, le Québec grouille littéralement de vers de terre qui n'attendent que d'être récoltés et exportés vers les États-Unis, où la demande est énorme.

Une entreprise de ramassage de vers de terre pourrait d'ailleurs être diversifiée par la récolte des "mènes", petits poissons bien connus des pêcheurs et des enfants, dont regorgent les rivières du Québec.

M. Brennan a proposé son projet aux autorités tant fédérales que provinciales. En vain.

Pour des raisons qui demeurent obscures, le gouvernement du Québec et les organismes gouvernementaux et paragonnementaux de promotion industrielle et commerciale ont négligé et même refusé de prêter leur concours à une entreprise qui semble pourtant vouée à un avenir prometteur.

Avant eux, le ministre de l'Expansion économique régionale d'Ottawa, avait réagi de manière tout aussi négative.

**Pas de technologie avancée**

M. Brennan avait tout d'abord préparé un projet pour la région de Cornwall. Sa demande de subvention de \$60,000 rejetée par le ministre de l'Expansion économique régionale d'Ottawa, il s'est tourné vers le Québec, où les possibilités lui paraissent aussi bonnes, et même meilleures qu'en Ontario.

Sa première demande, adressée au début de mai 1972 directement à M. Robert Bourassa, premier ministre, reçoit une réponse encourageante. Le premier ministre du Québec s'intéresse vivement aux vers de terre et aux mènes. Il fait suivre la lettre de M. Brennan à M. Guy Saint-Pierre, ministre de l'Industrie et du Commerce. Au cours des mois de juin et de juillet, plusieurs hauts fonctionnaires s'occupent du dossier des vers de terre et mènes. Mais finalement, le ministre déclare, ne pouvant aider à la réalisation du projet, parce qu'il

n'utilise pas une "technologie avancée".

**Une lampe et un seuil**

"Le seul matériel nécessaire au ramassage des vers de terre, dit M. Brennan, c'est une lampe de mineur et un seuil. Mais il faut également tenir compte des boîtes de carton qu'il faut fabriquer pour exporter les vers, et des camions pour le transport."

Les retombées économiques du projet sont donc connues. Mais c'est surtout sur la création d'emplois que M. Brennan insiste. "Il s'agit tout simplement de mettre les gens au travail dans des régions sous-développées, où il y a beaucoup de chômage, comme celles de l'Est du Canada". N'importe qui peut apprendre le métier en trois semaines. Une entreprise de ramassage de vers de terre peut employer indifféremment des hommes, des femmes, des étudiants, des handicapés. Et les salaires sont bons. Il s'agit seulement de travailler cinq heures par nuit, sur les terrains de golf, dans les parcs ou le long des autoroutes.

"Le Canada exporte chaque année 810 millions de vers de terre vers les États-Unis, affirme M. Brennan". A un cent le ver, pour les ramasseurs,

cela fait \$8,100,000 de salaires à partager.

Quant aux profits, ils sont assurés, la demande étant énorme. Aux États-Unis, pays gros consommateur de vers de terre, la civilisation des loisirs multiplie les pêcheurs, et le marché grossit de jour en jour.

En désespoir de cause, M. Brennan a été jusqu'à proposer au gouvernement du Québec de mettre, contre salaire, son "know how" — savoir faire — à la disposition du Québec. Le premier ministre, dans sa réponse, se dit "toujours ouvert à n'importe quelle idée intéressante susceptible de créer des emplois", et il réfère de nouveau au mois de novembre 1972, les vers de terre et les mènes à son ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Guy Saint-Pierre. Depuis, plus rien. Les vers de terre continuent de grouiller dans tous les gazons du Québec, mais aucune entreprise ne s'en occupe sérieusement. Selon M. Brennan, seuls quelques Néo-Canadiens, d'origine portugaise pour la plupart, s'intéressent à cette richesse naturelle méconnue. Le ramassage des vers de terre demeure, faute d'une aide gouvernementale, une activité économique marginale, occupant seulement quelques familles.

# L'Irak nationalise Exxon et Mobil Oil

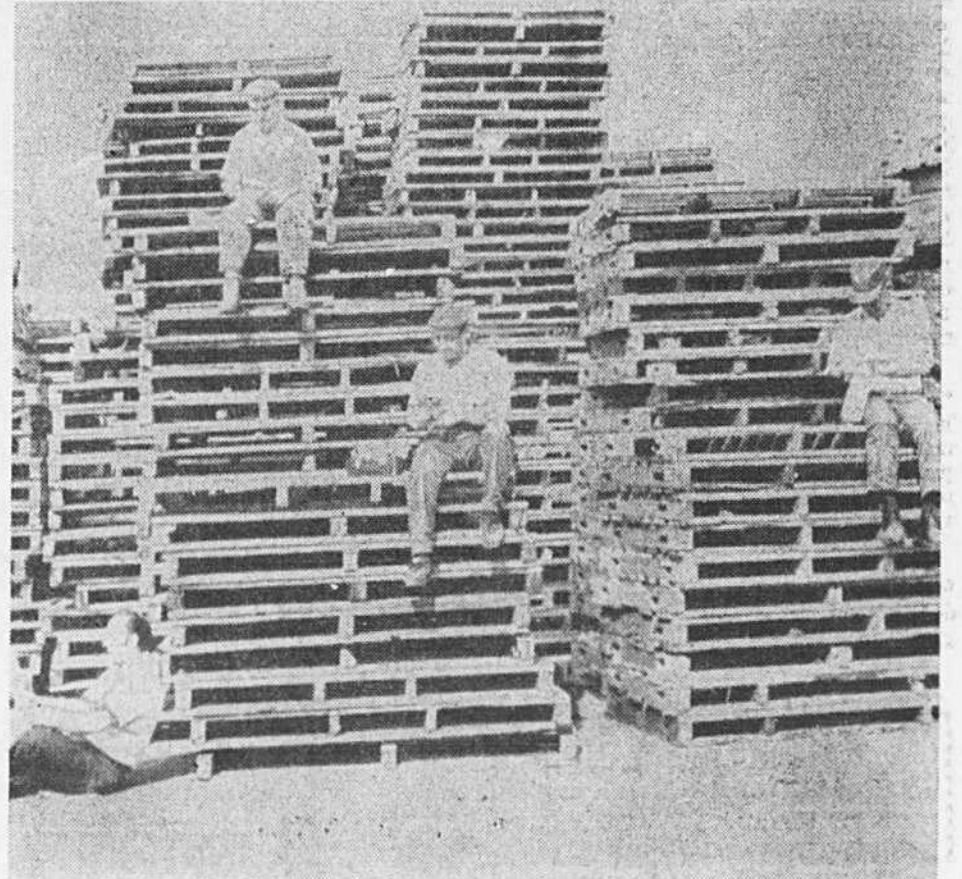
BEYROUTH (UPI) — Radio-Bagdad annonce que le gouvernement irakien a nationalisé les actifs en Irak de deux compagnies pétrolières américaines — la Standard Oil of New Jersey et la Mobil Oil — qui détenaient 23,75 pour cent des avoirs de la Basrah Oil Company.

Il s'agit d'une mesure de rétorsion consécutive à l'agression israélienne contre l'Égypte et la Syrie, précise la radio qui explique que la connivence de l'impérialisme avec le sionisme exige que l'on porte des coups aux intérêts américains dans le monde arabe et que le pétrole devienne une arme entre les mains des Arabes au lieu d'être entre les mains des impérialistes et des sionistes.

Les compagnies pétrolières américaines Standard Oil of New Jersey (qui s'appelle maintenant EXXON) et Mobil Oil, font partie de l'IRAK Petroleum Company aux côtés de la Cie française des pétroles, de la Shell et de la British Petroleum.

Ces deux compagnies formaient notamment la Basrah Petroleum Limited, filiale de l'IRAK Petroleum Company. La Cie EXXON sera proportionnellement moins touchée par cette mesure que la Mobil Oil. La part de pétrole irakien dans la production totale de ces deux compagnies est en effet de 1/28ème et de 1/10ème respectivement. A titre de comparaison, la Cie française des pétroles importe d'IRAK 32,5% de son pétrole.

La production de l'IRAK Petroleum Company avait été en 1971 de 50,800,000 tonnes, soit 62% de la production totale du pétrole irakien. Cette dernière avait d'ailleurs fortement diminué en 1972, passant de 83 millions à 67 millions de tonnes.



A chacun ses palettes...

Ces ouvriers n'ont que l'embaras du choix pour se trouver une table à l'heure du lunch. Ces palettes servent à transporter des charges lourdes entre les bateaux et les camions. Sur les quais de Toronto, il y en a toujours entre 5,000 et 6,000 de disponibles.

# Volvo augmente ses ventes de 8%

TORONTO — Les ventes de voitures Volvo pour le mois de septembre ont augmenté de près de 8 pour cent sur les chiffres comparables de l'an dernier alors que l'on avait vendu 961 voitures comparativement à 1,035 pour la présente année.

Pour les trois premiers trimestres de 1973, on a vendu 8,305 voitures alors qu'en

1972, on en avait vendu 7,764 au cours de la même période.

Le président de Volvo Canada Ltd., M. Nytzen, a noté que l'augmentation du rythme des ventes de voitures Volvo au pays devrait continuer, spécialement après le lancement, plus tard ce mois-ci, des modèles 1974.

"Nous produisons maintenant les modèles 1974 et ils seront présentés au public dans quelques jours. L'accent que Volvo a mis sur la sécurité et la durabilité de ses voitures, surtout durant ces dernières années, a sans doute contribué fortement au succès de la voiture sur le marché canadien," a dit M. Nytzen.

"L'expansion de l'usine d'assemblage d'Halifax est maintenant complétée," a-t-il ajouté, "et nous croyons que cette addition à nos installations de production nous permettra de répondre à la demande dans un avenir prochain."

Volvo assemble des voitures en Nouvelle-Ecosse de

puis 1963 et, cette année, plus de 90 pour cent des voitures vendues au pays y seront produites.

# Great Lakes Power acquiert les actifs canadiens de Brascan

TORONTO — Les actionnaires de la compagnie Great Lakes Power Corp. Ltd. se sont réunis le 26 octobre, pour savoir s'ils sont d'accord sur un projet de réorganisation de la compagnie.

Ce projet consiste à acquérir tout l'actif canadien de la compagnie Brascan Ltd.

Rappelons que Great Lakes Power est contrôlée à 96 pour cent par Brascan.

Cet actif comprend Great Lakes Power à Sault Sainte-Marie, Brascan Resources

# ÉCO-ECLAIR

• Union Carbide Ltd. s'est joint à Du Pont Canada Ltd et à Polysar Ltd dans le projet de Sarnia Olefins and Aromatics Project, S.O.A.P., Le projet de \$200 millions

utilisera le pétrole de l'Ouest du Canada pour fabriquer des produits pétrochimiques primaires.

• Inauguration des travaux d'implantation dans le parc industriel de St-Bruno de la société des Instruments Scientifiques Elvi Ltée. La Société Elvi est la filiale canadienne de la société italienne Elvi Instrumenti Scientifici dont le siège se trouve à Milan. Cette firme, qui utilise une technologie très avancée, produit des instruments scientifiques et des réactifs chimiques destinés à l'analyse bio-médicale. Elle est actuellement établie dans six pays d'Europe et ses produits sont distribués dans 62 pays du monde. La production de la filiale québécoise est destinée à l'ensemble du marché Nord-Américain.

• La Suisse est en danger de perdre son rôle de banquier du monde si les restrictions sur les importations de capitaux continuent à gêner les transactions monétaires. C'est ce qu'a déclaré M. Alfred Sarrasin, président de l'Association des Banques Suisses.

Ltd. et les intérêts de Brascan dans John Labatt Ltd. et Hudson's Bay Co.

Un porte parole de Brascan a déclaré que Great Lakes Power, après cette réorganisation, deviendra une importante société canadienne de gestion avec des intérêts dans le domaine de l'énergie et des ressources naturelles ainsi que dans les secteurs des produits de consommation et de ventes au détail.

Brascan en plus de ses intérêts canadiens contrôle d'importants groupes de compagnies au Brésil.

# Sursis aux petits avions

OTTAWA — Le ministre des Transports, M. Jean Marchand, a annoncé que l'introduction des nouvelles redevances d'atterrissage pour les aéronefs légers a été ajournée en attendant d'autres consultations avec les usagers de l'aviation légère et les associations qui les regroupent.

A compter du 1er octobre 1973, les propriétaires d'aéronefs dont le poids est égal ou inférieur à 25,000 livres devaient pouvoir choisir de

payer une redevance annuelle d'atterrissage de \$100, ce qui leur donnerait le droit d'atterrir autant de fois qu'ils le désirent sur les quatre-vingt huit aéroports de ministère des Transports, à l'exception de cinq d'entre eux. Aux aéroports internationaux de Montréal, Toronto, Winnipeg, Calgary et Vancouver, la redevance serait de \$50 par atterrissage. Les propriétaires préférant ne pas payer la redevance annuelle, paieraient \$5.00 par atterrissage sur un aéroport du Ministère.

A présent, les redevances d'atterrissage varient entre \$1.00 et \$5.00 pour un aéronef de 25,000 livres. Les propriétaires d'aéronefs privés de 5,000 livres et moins, ne payant aucune redevance sur les aéroports du Ministère, à l'exception de Montréal, Toronto et Vancouver où ils doivent payer un minimum de \$1.00. Il y a au Canada environ 13,000 aéronefs de 25,000 livres ou moins, dont 9,000 appartiennent à des particuliers et pèsent moins de 5,000 livres.

# Celle qui fait sa fraîche...

## CREME DE MENTHE REGNIER

c'est un produit Cointreau



CODE 1296 RENSEIGNEMENTS: ALBERT ROBINSON CO. 514-849-3675

# RUSCO

- Utilise des Matériaux Canadiens de Qualité
- Acier Galvanisé, Moustiquaire en Fibre de Verre
- Email Durable à l'Extérieur
- Fenêtres, Portes et Revêtements en Acier
- Plus de 2,500,000 Fenêtres en Acier déjà Installées
- Plus de 2,000,000 Portes en Acier déjà Installées
- Distributeurs dans toutes les Grandes Villes
- Garantie Pouvant être comprise par le Consommateur
- Célèbre pour le "SERVICE APRES LA VENTE"
- Plus de 400,000 Clients Rusco

Ne nous croyez pas sur parole ÉCOUTEZ-LES

Admirez la beauté — comparez les nombreux avantages des NOUVELLES!

## PORTES et FENÊTRES RUSCO

RUSCO est synonyme de service

LA MARQUE DÉPOSÉE RUSCO ET L'ÉTOILE DE L'ACIER SIGNIFIENT VALEUR INSURPASSABLE ET SATISFACTION DURABLE

Moins de carreaux Laires accentuées Horizontales plus vastes

HOME SPECIALTIES (1962) INC. 9095 boul. Saint-Laurent Montréal — Québec 381-2511 21 ans au Québec.

## DESIGN MANAGEMENT

Le Centre de Formation et de Perfectionnement en Administration de l'École des Hautes Etudes Commerciales en collaboration avec

La Direction Générale du Design du Ministère de l'Industrie et du Commerce (Canada) et le Ministère de l'Industrie et du Commerce (Québec)

présente un programme intensif de 8 séances en

### DESIGN MANAGEMENT

Les 16, 17, 30 novembre et 1er décembre 1973:

- 2 vendredis, de 14 heures à 22 heures
- 2 samedis, de 9 heures à 17 heures

- Comment le design et les designers peuvent contribuer au développement de votre entreprise; innovation, lancement de nouveaux produits
- Comment augmenter l'efficacité de votre production, réduire vos coûts et augmenter vos profits en innovant par le design
- Comment utiliser les services au design et les programmes gouvernementaux d'aide au design
- Comment le design peut vous aider à conquérir les marchés internationaux

Renseignements: (514) 343-4497

génie création DÉCLARATE PRODUCTION innovation DESIGN MANAGEMENT IMITATION CONCEPTION

## UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

### BACCALAURÉAT SPÉCIALISÉ EN ADMINISTRATION (SOIR) ET PROGRAMME DE CERTIFICAT EN ADMINISTRATION (SOIR)

EN ACCORD AVEC LES ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES SUIVANTES:

- I — Association Canadienne de Gestion des Achats (A.C.G.A.)
- II — Association des Comptables Généraux Licenciés (C.G.A.)
- III — Association des Principaux de Montréal Inc. (A.P.M.I.)
- IV — Conseil de la Coopération du Québec (C.C.Q.)
- V — Corporation des Évaluateurs Agréés du Québec (C.E.A.Q.)
- VI — Corporation des Officiers Municipaux Agréés du Québec (C.O.M.A.Q.)
- VII — Fédération de Montréal des Caisses Populaires Desjardins (F.M.C.P.D.)
- VIII — Fédération des Administrateurs des Services de Santé et des Services Sociaux du Québec (F.A.S.S.Q.)
- IX — Fédération des Principaux du Québec (F.P.Q.)
- X — Institut d'Assurances de la Province de Québec (I.A.P.Q.)
- XI — Institut des Banquiers Canadiens (I.B.C.)
- XII — Institut Canadien du Crédit (I.C.C.)
- XIII — Société des Comptables en Administration Industrielle du Québec (R.I.A.)
- XIV — Union Régionale de Montréal des Caisses Populaires Desjardins (U.R.M.C.P.D.)

#### DOMAINES D'ORIENTATION

Administration bancaire	Approvisionnement
Administration de la coopération	Assurance
Administration de la santé	Evaluation foncière
Administration générale	Gestion de personnel et relations de travail
Administration policière	Informatique de gestion
Administration publique	Marketing
Administration scolaire	Sciences comptables

Les cours suivis par les étudiants dans le cadre du programme de certificat en administration (et certificat d'associations) seront crédités intégralement dans le cadre du programme de baccalauréat spécialisé en administration.

#### CONDITIONS D'ADMISSION

Toute personne ayant une expérience professionnelle et une préparation intellectuelle pertinente l'habilitant à suivre des études universitaires, peut être admise et ce, sur recommandation du comité de sélection concerné.

DATE LIMITE POUR LA SOUMISSION D'UNE DEMANDE D'ADMISSION LE 1er NOVEMBRE 1973

PRIERE D'ADRESSER TOUTE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS AU:

SERVICE DE L'ADMISSION  
BUREAU DU REGISTRAIRE  
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
1180, RUE DE BLEURY  
C.P. 8888  
MONTRÉAL, QUÉBEC  
H3C 3P8  
TEL.: (514) 876-3161

# Gain rapide, vente rapide

TORONTO (PC) — Le simple fait qu'un nouveau titre soit émis sur le marché ne signifie nullement qu'il constitue nécessairement un bon placement, et l'investisseur averti en considérera l'acquisition avec la même prudence que dans le cas de tout autre achat.

Le Canadian Business Service souligne, à ce propos, que le courtier joue un rôle de vendeur, au même titre que le vendeur d'un magasin à rayons. Mais l'investisseur, lui, ne dispose pas, quand il achète un nouveau titre, des avantages qu'il aurait s'il faisait des achats dans un magasin.

L'investisseur ne jouit pas de telles protections, tout comme il ne sait pas comment son nouveau titre se comportera par la suite sur le marché. Un grand nombre de détails doivent être réglés avant qu'une entreprise puisse émettre des actions. Les courtiers — c'est-à-dire, les intermédiaires entre l'entreprise concernée et le public acheteur — contribuent à la rédaction des rapports financiers requis aux termes des règlements en vigueur dans le secteur des valeurs mobilières.

Ce n'est qu'une fois que le "prospectus" a été soumis à la commission des valeurs mobilières compétente, et approuvé par elle, que des actions peuvent être offertes en vente au public.

La maison de courtage accorde alors des contrats à des clients importants qui s'efforceront de faire connaître le nouveau titre. Elle peut également inviter d'autres courtiers à jouer un rôle de "sous-courtiers" dans le lancement de l'émission.

C'est ensuite au marché de jouer son rôle en fonction des progrès de l'entreprise, ajoute le Canadian Business Service.

"Quelquefois, cependant le marché est influencé par des espoirs et des rêves exagérés de bénéfices rapides, et en pareil cas le petit investisseur qui s'est rallié à la tendance générale en souffre

invariablement, car c'est lui qui se retrouve perdant après que les négociants plus chevronnés ont tout vendu."

Comment l'investisseur moyen peut-il se prémunir contre de telles mésaventures?

Il doit tout d'abord faire affaires avec une maison d'investissement de renom qui ne se risquera vraisemblablement pas à promouvoir des valeurs douteuses et qui dispose de ressources suffisantes pour suivre confortablement l'évolution du marché.

Ensuite, si le titre est acheté en vue d'un gain rapide, il doit être vendu sans délai, qu'il soit à la hausse ou à la baisse. L'investisseur se trouve ainsi dans une meilleure position sur le plan des liquidités tout en évitant d'accumuler des titres de qualité inférieure.

Par contre, si le titre en question est acheté en vue d'un bénéfice à plus ou moins brève échéance, l'investisseur doit faire preuve de prudence.

## La CDC prolonge son offre d'achat

NEW YORK — DJ — La Corporation de développement du Canada (CDC) a annoncé hier qu'elle reculait jusqu'au 12 octobre à 17.00, heure de New-York, son offre d'achat, de 10 millions d'actions ordinaires de la compagnie Texasgulf, au prix de US \$29.

L'offre devait normalement prendre fin hier à 17.00 à New-York.

Environ 9.993.000 actions ordinaires de Texasgulf ont été jusqu'ici proposées à la CDC et jusqu'au 4 octobre il n'y a eu aucun retrait.

Un porte-parole de la CDC a déclaré que cet organisme achètera toutes les actions qui lui seront offertes avant le 12 octobre à 17.00 heures

jusqu'à concurrence de 10 millions.

Si plus de 10 millions d'actions sont proposées à la CDC le 12 octobre ou avant et qu'il n'y a pas de retrait, la CDC achètera au prorata les actions offertes après le 5 octobre aux vendeurs qui auront proposé leurs actions après le 5 octobre et avant le 12 à 17.00.

La CDC a de plus précisé que si plus de 10 millions d'actions sont offertes et qu'il n'y a pas de retrait le 5 octobre à 17.00 ou avant, elle achètera les 9.987.000 actions offertes le 28 septembre dernier. Elle les achètera au prorata aux vendeurs qui les auront offertes avant le 5 octobre à 17.00 heures.

### ECO-ECLAIR

• Le Brésil investira annuellement \$1 milliard dans la sidérurgie. Le Brésil entend devenir, d'ici 1977, un des grands fournisseurs d'acier du monde. C'est ce qu'a déclaré en fin de semaine le président du Conseil national de l'industrie de l'acier. Actuellement, le Brésil doit importer 25 pour cent de ses besoins en acier. Le gouvernement veut porter la production d'acier nationale à 20 millions de tonnes par année d'ici 1980.

• Cockfield Brown & Co. Ltd a annoncé qu'elle avait acheté, pour un montant d'argent qui n'a pas été dévoilé, payable sur trois ans, la firme torontoise Industrial Advertising Agency Ltd. Cette compagnie a une facturation équivalente à \$3.5 millions.

vos placements: ce que les courtiers en disent

# Mines industrielles? Oui, peut-être bien...

S'ils ne s'entendent pas sur tous les secteurs, les courtiers délibérément, ou par la force d'un marché à la hausse, en arrivent à peu près aux mêmes conclusions lorsqu'il s'agit du secteur minier industriel.

Les recommandations se font plus précises et au lieu des traditionnels "accumuler", "conserver", "réduire position", ils optent carrément pour l'achat.

Bien sûr, il est hors de question de jouer avec les "penny stocks" mais de miser sur un secteur sûr, bien établi, qui profite d'un marché international favorable.

Dans l'imédiat, aucun problème. En 1974? Généralement, on fait preuve d'optimisme modéré.

Voici donc les titres miniers susceptibles de connaître une plus-value intéressante au cours des prochains mois.

Brunswick Mining and Smelting, Texasgulf, Gibraltar Mines, Casiar-Asbestos, Inco, Hudson Bay Mining and Smelting (Wood Gundy).

Du côté de Lévesque, Beaubien, on mise sur Brunswick Mining and Smelting de même que sur Sherritt Gordon.

Molson, Rousseau & Cie recommande Texasgulf après avoir établi les implications de la nouvelle dé-

couverte en profondeur à la mine de Timmins.

Pour sa part, Brault, Guy, Chapput préconise l'achat de Mattagami Lake Mines.

Maison Placements Canada suggère Cominco.

Dans le "haut"

Reste que la décision d'investir dans le secteur minier industriel ne va pas sans faire tiquer certains analystes qui constatent que les actions, pour la plupart, sont dans leur "haut".

Même à cela, les autres, la majorité, répondent par exemple que les risques de baisse peuvent s'établir à 3 p. cent comparativement à des possibilités de hausse de l'ordre de 30 p. cent.

Si l'on tient compte du fait qu'actuellement, c'est le seul secteur qui soit véritablement "chiffirable" et dont les données ne risquent pas de changer à court terme, il semble que les courtiers aient raison de le favoriser.

Il faut noter aussi qu'un secteur cousin — la sidérurgie — retient leur attention. Les commentaires sont plus évasifs, plus nuancés. Les trois têtes d'affiche de ce secteur sont Alcan, Ivaco et Algoma Steel.

Pétrole

Ailleurs, la gamme des recom-

mandations convient à toutes les bourses particulièrement dans le pétrole. Si le gouvernement fédéral annonçait clairement dans quel sens il entend mener sa politique intérieure (port pour super-pétroliers, pipe-line Sarnia-Montréal) et extérieure, (taxe de 40), ce serait la ruée sur le pétrole. Des courtiers estiment que ces points d'interrogation ne suffisent pas à écarter les investisseurs de ce secteur jusqu'ici privilégié.

Pour ceux qui dorment deux heures par nuit, Wood Gundy a choisi: Imperial Oil, Bow Valley et Numac tandis que Mead & Co. a préféré: United Canso et Scurry-Rainbow Oil.

Ailleurs

Enfin, les autres titres favorisés sont: Logistec (Brault, Guy, Chapput), MDS Health Group, Interpool, Queenswear (duPont Gloire Forgan Canada), Imasco, Simpson, Systems Dimensions, Massey-Ferguson, CIP (Wood Gundy).

Rappelons qu'un grand financier américain a fait son argent en vendant trop vite. C'est peut-être la meilleure chose à faire...

Normand LASSONDE

# CARRIÈRES et PROFESSIONS

## FESTIVAL INTERNATIONAL DE LA JEUNESSE OFFRE D'EMPLOI

### CHARGE DE PROJET (Secteur Culturel)

**FONCTIONS:** Sous l'autorité du directeur du secteur culturel, le charge de projet devra: — Concevoir l'agencement physique d'un VILLAGE DES ARTS regroupant neuf ateliers et une centaine d'artistes et d'artistes d'environ 25 pays; — étudier les exigences techniques de chacun des ateliers; — Mettre en place ce Village et en être responsable durant le festival; — Faire de ce Village un lieu d'animation, d'accueil et de rencontre.

**QUALIFICATIONS REQUISES:** — Formation spécialisée; — Connaissance du milieu des artisans et des artistes (sculpture - peinture) canadiens; — Capacité de travailler en équipe et sous pression; — Expérience d'organisation, de planification et d'animation (au moins trois années).

**DURÉE DU CONTRAT:** De fin octobre 1973 au 1er septembre 1974.

**LIEU DE TRAVAIL:** Québec

**SALAIRE ANNUEL:** Jusqu'à \$13.500 (selon l'expérience)

Faire parvenir "curriculum vitae" avant le 16 octobre à: Claude Dufour, Directeur du Service Culturel SOCIÉTÉ D'ACCUEIL DU Festival International de la Jeunesse Francophone Case Postale 340, Haute-Ville, Québec G1R 4P8



## COMMISSION SCOLAIRE DES MILLE-ILES

**POSTE OUVERT:** Principal pour l'école Initiation à la vie (enfants semi-éducables)

**CARACTÈRES D'ÉLIGIBILITÉ**

- 1—Autorisation personnelle permanente d'enseigner décernée par le ministre.
- 2—Une formation exigeant au moins 15 ans de scolarité.
- 3—Brevet spécialisé en enfance inadaptée.
- 4—5 ans d'expérience dans l'enseignement, de préférence auprès des enfants semi-éducables.
- 5—Une expérience démontrant une habileté à résoudre des problèmes d'ordre technique et administratif.
- 6—Aptitude au travail d'équipe.

**ATTRIBUTIONS:** 1—Sous l'autorité du directeur général ou la personne déléguée à cette fin, le directeur de l'école assume l'entière responsabilité de son école.

- 2—Il organise son école au point de vue administratif, pédagogique et matériel et assume la gestion de personnel des divers champs d'activité de l'école conformément aux politiques et aux règlements de la Commission.
- 3—Il doit assurer des communications régulières et suivies à l'intérieur de son école avec la Commission et le milieu desservi par l'école.

**DATE D'ENTRÉE EN FONCTION:** 15 octobre 1973.

Faire parvenir curriculum vitae à M. André Chagny, directeur du personnel, Commission Scolaire des Mille-Iles, 2275, Honoré-Mercier, Sainte-Rose, Villa Laval, avant le 10 octobre 1973, 4:00 heures p.m.

## LA COMMISSION SCOLAIRE REGIONALE MEILLEUR (GRANBY)

Requiert les services d'un OPERATEUR EN INFORMATIQUE

**ATTRIBUTIONS CARACTÉRISTIQUES:** L'opérateur en informatique assure le fonctionnement des appareils servant à produire des données pour l'ordinateur et à saisir les données fournies par l'ordinateur. Il assure le fonctionnement des appareils électromécaniques classiques. Il voit également à l'élaboration de programmes destinés au traitement de données par ordinateur. (Connaissance des langages Cobol et Fortran requise). Au besoin, il s'occupe de toutes autres responsabilités inhérentes à sa fonction.

**QUALIFICATIONS REQUISES:** Posséder un diplôme d'études collégiales professionnelles, avec champ de spécialisation appropriée ou l'équivalent en études connexes et expérience.

**SALAIRE ET BÉNÉFICES MARGINAUX:** Selon la politique administrative et salariale du Ministère de l'Éducation.

Faire parvenir "CURRICULUM VITAE" AU PLUS TARD LE 19 OCTOBRE 1973, en mentionnant les qualifications et années d'expérience.

## LA COMMISSION SCOLAIRE REGIONALE MEILLEUR a.s du Directeur du Personnel, 55, rue Court, Granby, Qué. J2G 9K9

## fonction publique municipale

### AGENT DE VÉRIFICATION grade 2 Bureau du Vérificateur de la Ville

**Devoirs de la fonction:** Effectuer des études et des analyses avant trait à la vérification des opérations commerciales et administratives de la Ville et d'organismes par-municipaux; participer à l'élaboration des programmes de vérification. Le titulaire est responsable d'un ou plusieurs programmes de vérification dans un secteur donné; il coordonne et surveille le travail des agents de vérification grade 1.

**Qualités requises:** Détenir un diplôme universitaire en sciences commerciales ou être membre en règle d'une association professionnelle reconnue dans un domaine compatible avec l'emploi. Posséder quatre ans d'expérience progressive et pertinente à la nature de l'emploi. Toute combinaison d'instruction et d'expérience reliée à la nature de l'emploi et jugée suffisante pourra aussi être considérée. Parler et écrire le français et l'anglais.

**Conditions de travail:** Excellente possibilité de carrière avec un organisme offrant une bonne sécurité d'emploi et des avantages sociaux généraux. Traitement: \$13.460-\$16.625, selon les qualifications du candidat.

S'inscrire en complétant le questionnaire "demande d'emploi" de la Ville de Montréal que l'on peut se procurer au Service du Personnel, Hôtel de Ville, 275 est. rue Notre-Dame, chambre 416, Montréal 127 ou par téléphone au numéro 872-3236 ou 37.

## VILLE DE MONTRÉAL

## VENTE DE PRODUITS PHARMACEUTIQUES

**POSSEDEZ-VOUS:** De solides aptitudes pour la vente. Un niveau supérieur d'éducation.

**Si oui, nous vous proposons:** Un salaire à la mesure de vos possibilités. Une voiture et des frais de déplacement. Les avantages sociaux habituels. Des chances de promotion. Un programme de formation technique.

**Région(s):** Ontario et Québec (Dans le marché du travail Québécois un poste exige le Français et l'Anglais)

**Écrivez en confiance:** L'OFFICIER DU PERSONNEL BURGHOUS WELLCOME & CO. (CANADA) LTD. C.P. 500, LACHINE, P.Q.

## SUPERVISEUR DE PROPRIÉTÉS

**LE POSTE:** Consiste à superviser la bonne marche d'un gros édifice à bureaux et appartements et coordonner le travail des hommes de maintenance.

**LE CANDIDAT:** Bilingue et capable de contrôler l'opération financière de l'immeuble. Doit posséder une bonne connaissance en chauffage, plomberie, électricité et entretien général.

Salaire à déterminer selon expérience.

**Ecrire à:** CASE 13.988 LA PRESSE

## REPRÉSENTANTS DEMANDÉS COMBINED INS. CO. OF AMERICA

1010 ouest Ste-Catherine, suite 520, Montréal

Nous sommes à la recherche d'hommes ambitieux pour faire collection et vente et prêts à suivre un entraînement immédiatement avec chances de promotion dans différentes régions de la Province. Pas d'expérience nécessaire mais vouloir est essentiel.

**QUALIFICATIONS REQUISES:** — Agé de 21 ans et plus; — Posséder une automobile; — Être ambitieux; — De bons antécédents.

**NOUS VOUS OFFRONS:** — 2 semaines d'entraînement à nos frais; — Programme de sécurité; — Possibilité de revenu de \$12.000 à \$35.000; — Clientèle établie; — Chances illimitées d'avancement.

Pour rendre-vous, appeler de lundi au vendredi, de 8:30 a.m. à 4:30 p.m. à: 866-4735 JACQUES SOUCY ou écrivez à l'adresse ci-haut mentionnée.

## "LE RELAIS ST-FRANÇOIS INC."

Centre de réadaptation 3850, rue Hamel, Sherbrooke, Qué.

## recherche les services d'un DIRECTEUR GÉNÉRAL

**FONCTIONS:** — Diriger et coordonner toute l'administration de l'établissement dans le cadre de ses règlements; — Voir à la mise en vigueur et à l'opération d'un système efficace de gestion et de contrôle pour assurer la garde, la conservation et l'utilisation des ressources de l'établissement dans le domaine de la rééducation; — Assurer la mise à exécution des résolutions du Conseil d'Administration et du comité administratif; — Préparer le budget de l'établissement et les plans d'organisation; — Il est responsable de la sélection, de l'engagement du personnel et de la coordination de tous les membres de l'équipe.

**LE CANDIDAT:** — Devra posséder un diplôme universitaire dans l'une ou l'autre des Sciences de l'homme. — Devra posséder une longue expérience de la rééducation auprès des jeunes. — Devra posséder une connaissance pertinente de l'internet de rééducation.

**TRAITEMENT ET AVANTAGES SOCIAUX:** Le salaire et les avantages sociaux seront ceux en vigueur au Ministère des Affaires Sociales.

**CURRICULUM VITAE:** Toute personne intéressée devra faire parvenir son curriculum vitae avant le 6 novembre 1973 à:

Monsieur le Président, Le Relais St-François Inc., 3850, rue Hamel, SHERBROOKE, Qué.



Le Syndicat de Québec recherche des candidats dont la compétence est établie pour assurer les fonctions de

## DIRECTEUR D'ACHATS

**Le poste:** Sous l'autorité directe du directeur général des achats, le titulaire de ce poste se verra confier la responsabilité de: — la planification et la mise en marche des programmes et plans d'achats, de prix et d'évaluation des classifications de la marchandise de son secteur. — la direction des opérations d'un groupe d'acheteurs en vue de l'expansion et de la rentabilité de son secteur au sein de l'organisation.

**Le candidat:** Bilingue et dynamique, il devra démontrer une solide expérience des achats dans le commerce de détail, plus spécifiquement dans le meuble, la décoration et autres marchandises connexes. Il devra aussi faire preuve de compétence dans la supervision de personnel ou, à défaut, y démontrer des aptitudes certaines.

**Les conditions de travail** Le salaire sera fonction de l'expérience et de la compétence. Le candidat choisi participera à toute la gamme des bénéfices marginaux usuels.

Le lieu de travail est situé du centre de la ville de Québec.

Les candidats intéressés doivent soumettre leur offre de services par écrit et accompagné d'un curriculum vitae complet avant le 18 octobre 1973 en l'adressant comme suit: Le Syndicat de Québec Limitée, a.s Directeur du Personnel 405, est St-Joseph, Québec.

Les enveloppes devront porter la mention "Personnel et confidentiel".

## ESTIMATEUR EN ÉLECTRICITÉ

(pour entrepreneur électricien d'énergie et bien établi)

Doit posséder quelques années d'expérience dans l'estimation de coût et de quantifier, pour projets d'installation électrique, industriel, commercial et institutionnel. Pourra également être considéré, tout candidat avec expérience pratique d'exécution et désirant s'orienter vers un poste stable de bureau dans le domaine de l'estimation.

Faire parvenir "curriculum vitae" à: CASE 13993 LA PRESSE

## COMPTABLE AGRÉÉ

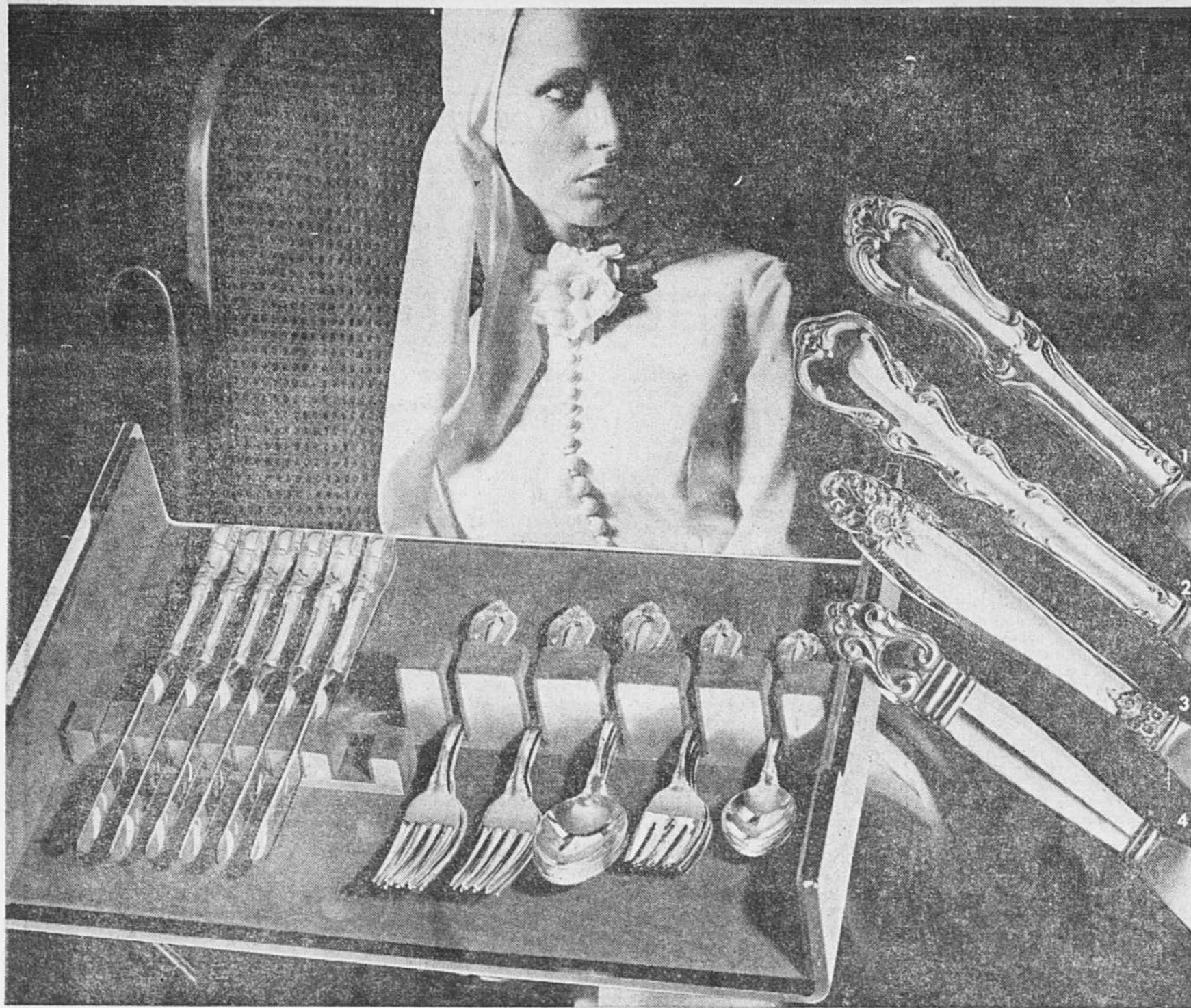
Notre bureau de Montréal a un poste ouvert pour un comptable agréé, ou complétant ses études en 1973. Le candidat choisi sera responsable d'un groupe de comptables et il sera à même de profiter d'occasions et possibilités en vue de son avancement dans notre compagnie nationale.

Veuillez écrire à: GARDNER, McDONALD & CO. 1245 ouest, Sherbrooke Montréal 109, Qué. MONTREAL, TORONTO, CALGARY, VANCOUVER, PRINCE GEORGE, EDMONTON

## CARRIÈRES ET PROFESSIONS RENSEIGNEMENTS :

Les annonces publiées dans cette section sont facturées au tarif uniforme de \$1.10 la ligne agate. Nous accordons la commission habituelle aux agences de publicité. Le service de cases postales et du retour du courrier est gratuit et strictement confidentiel. La date limite pour réception de ces annonces est fixée à 2 jours avant la date de parution.

Téléphoner à 874-7320 ou écrivez à LA PRESSE, 7, rue Saint-Jacques Montréal



# EATON

## Coffret de mariage International Sterling

Offre spéciale du (service de 6) fabricant

**350<sup>00</sup>** Motifs 1, 2, 3  
**450<sup>00</sup>** Motif 4

La mariée de l'automne a l'occasion de commencer un service de base d'argenterie grâce à cette offre spéciale d'International Sterling. Ce service est composé de 30 pièces en argent sterling pour 6 personnes et comprend: 6 cuillères ordinaires, 6 cuillères à dessert ou à soupe, 6 couteaux à diner ou à dessert, 6 fourchettes à diner ou à dessert, 6 fourchettes à salade. 4 motifs au choix: 4. "Royal Danish", 3. "Prélude", 2. "Joan of Arc", 1. "Angélique". Chacun est présenté dans un nouveau coffret en acrylique anti-ternissure.

**Veillez accorder une semaine pour la livraison.**

EATON Centre-ville (rez-de-chaussée), seulement. Egalement à ou par Sherbrooke (Carrefour de l'Estrie) et à ou par Ottawa (Centre commercial Bayshore).

## Juvena... pour votre beauté en hiver et toute l'année

Confiez votre beauté aux produits de soins Juvena.

1. **Lotion "Special Skin Lotion"** spéciale pour aider à rafraîchir un épiderme sensible asséché. 250 cc **850**
2. **Eau parfumé "Risqué" de Juvena** à base d'essences précieuses. Un arôme discrètement raffiné, attirant, très féminin. Atomiseur 2 oz (56 cc) **1550**
3. **Lotion raffermissante "Juvenance Throat Firming Lotion"** pour le cou. Aide à maintenir l'élasticité et la souplesse de la peau. 50 cc **1250**
4. **Base hydratante "Moisture Base"** pour aider à conserver l'hydratation nécessaire à l'épiderme. 56 cc **1500**
5. **Crème "Juvenance throat Cream"** contre le vieillissement prématuré de l'épiderme du décolleté et du cou. 30 cc **1250**

### Offre prime

Tout achat de 7.50 ou plus de produits Juvena vous donne droit en prime à un format de 55 cc de Crème Bonjour pour peau sèche et crème du jour pour peau grasse. Consultez Mme Paulette Millidge, esthéticienne hautement qualifiée des produits Juvena, chez Eaton Centre-ville (rez-de-chaussée) seulement du mardi 9 au samedi 13 octobre. Une prime par personne.

## Produits de soins Almay "deep mist" non-allergènes

Les produits Almay composés d'ingrédients les plus purs conviennent aux peaux les plus sensibles.

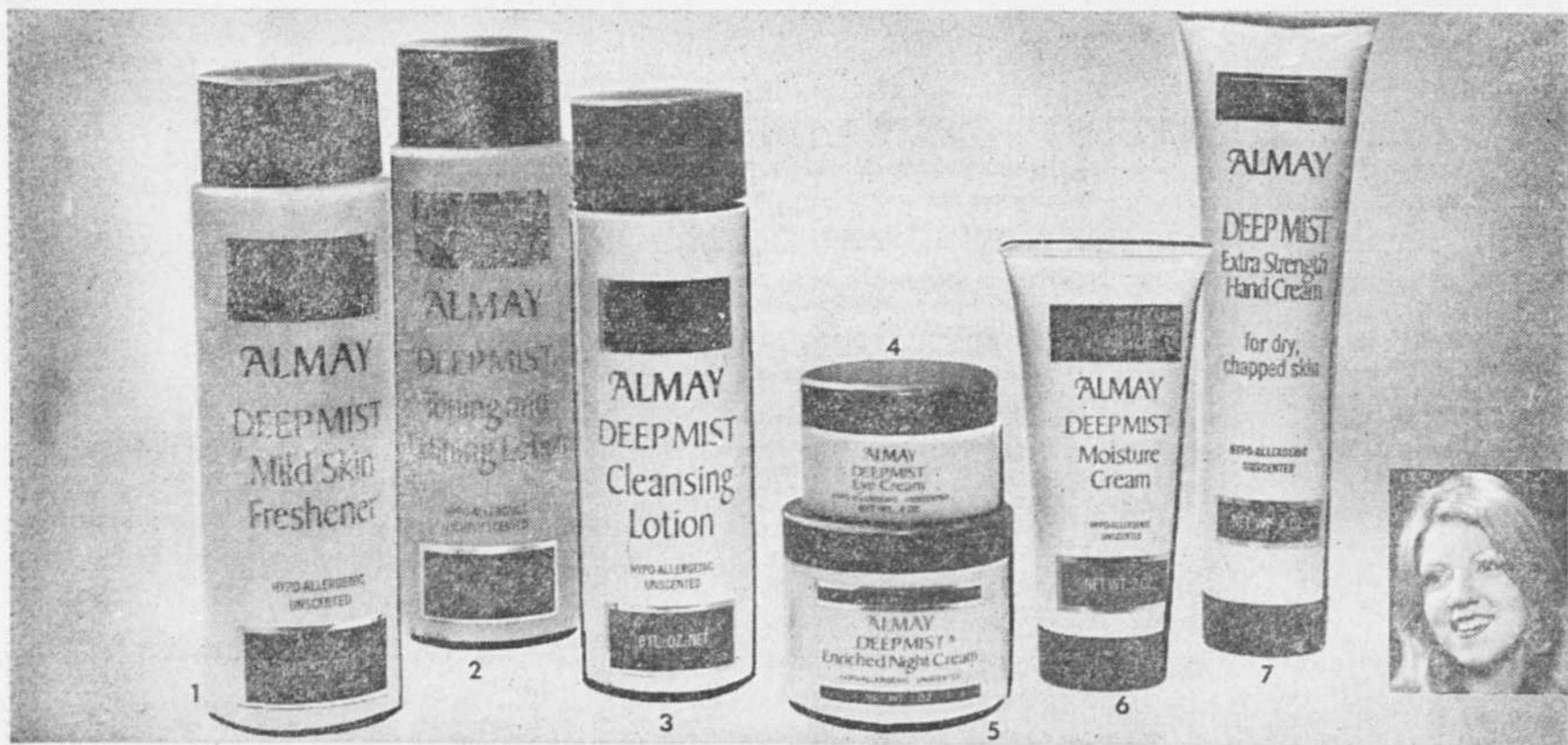
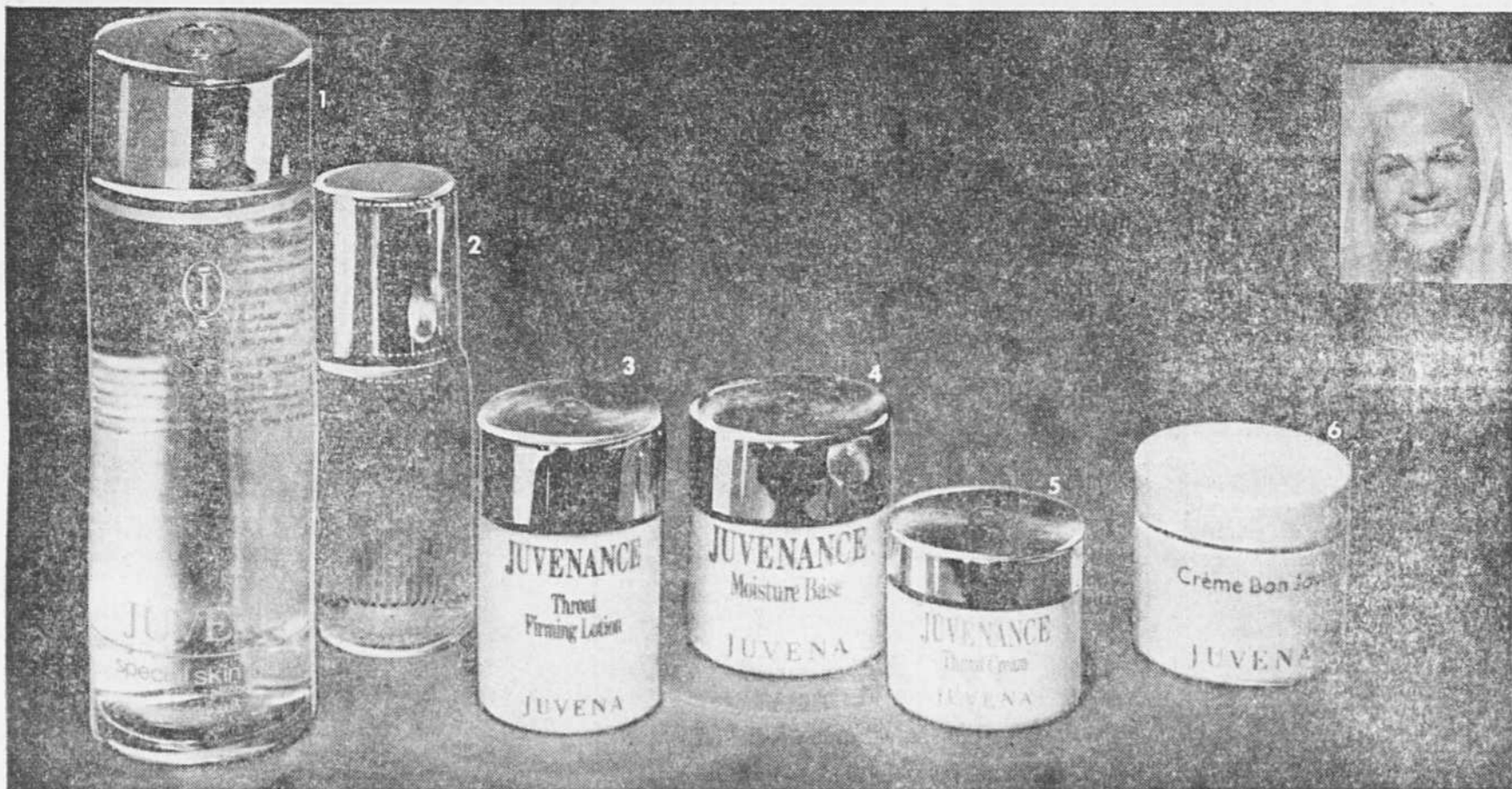
1. **Lotion rafraîchissante "deep mist Mild Skin Freshener"** légèrement astringente pour aider à resserrer les pores. 8 oz **525**
2. **Lotion tonique "deep mist Toning & Refining Lotion"** aide à rafraîchir et tonifier l'épiderme. 8 oz **525** 4 oz **300**
3. **Lotion nettoyante "deep mist Cleansing Lotion"** de texture crémeuse et rafraîchissante pour nettoyer efficacement. 6 oz **375**
4. **Crème tour-des-yeux "deep mist Eye Cream"** aide à assouplir la zone délicate du tour de l'oeil. 4 oz **375**
5. **Crème de nuit "deep mist Enriched Night Cream"** de texture légère enrichie pour agir durant votre sommeil. 3 oz **600**
6. **Crème hydratante "deep mist Moisture Cream"** pour aider votre teint à être plus frais et plus velouté. 2 oz **525** 4 oz **825**

### Offre prime

Tout achat de 5.00 ou plus de produits Almay vous donne droit en prime à un tube de 4 oz de crème pour les mains "deep mist Extra Strength Hand Cream". Une prime par personne. La représentante attitrée Almay, Marie José Dolci, est chez Eaton Centre-ville (rez-de-chaussée) du mardi 9 au samedi 13 octobre pour vous conseiller.

EATON Centre-ville (rez-de-chaussée) seulement Rayon 216

Venez ou téléphonez. **842-9211**



## Une offre spéciale des perruques Elura

Dés maintenant et jusqu'au samedi 13 octobre, vous pouvez profiter d'une réduction de 12.00 à l'achat d'une perruque Elura. Découpez simplement ce coupon et présentez-le à la boutique Valentino chez Eaton. Vous avez un choix de quatre modèles de perruques dans une gamme de prix de 40.00 à 60.00. Les perruques Elura sont en modacrylique, la fibre lavable la plus près du cheveu humain. Montées sur calotte faite de bandes ajourées, elles sont légères et pratiques. Vous pouvez les placer sous le séchoir. Profitez de cette offre spéciale Elura.

Achat en personne seulement  
 EATON Centre-ville (Boutique Valentino, rez-de-chaussée et troisième étage), Anjou, Pointe-Claire, Cavendish, Rayon 225. Egalement à ou par Ottawa (Centre commercial Bayshore) et à ou par Sherbrooke (Carrefour de l'Estrie).

**Tous les magasins Eaton sont fermés aujourd'hui.**

offre valide jusqu'au  
 13 octobre 1973

Ce coupon vous donne droit à une réduction de 12.00 à l'achat d'une des quatre perruques Elura.

Présentez ce coupon à l'achat

EATON



Montréal Centre-ville  
 Le paradis du magasinage à Montréal.  
 Angle Ste-Catherine et Université.

Magasins de banlieue  
 Centres commerciaux Anjou, Pointe-Claire  
 et au mail Cavendish.

Centres d'aubaines Eaton  
 Centres commerciaux Maisonneuve et  
 Pont Mercier.

Magasin de l'entrepôt  
 4505 rue Hickmore: l'endroit où faire  
 pour trouver à coup sûr de vraies aubaines.

Heures d'ouverture Eaton:  
 Lundi, mardi, mercredi de 9h30 à 18h00.  
 Jeudi et vendredi de 9h30 à 21h00.  
 Samedi de 9h00 à 17h00.

La Carte Comptable Eaton:  
 une façon moderne de magasiner.

Le standard téléphonique ouvert  
 à 8h30-842-9211.